

2° het op 16 juli 2009 te Brussel ondertekende Protocol tot wijziging van de Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van de Republiek Singapore tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen, ondertekend te Singapore op 6 november 2006, zoals gewijzigd bij het op 6 november 2006 te Singapore ondertekende Protocol.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Brussel, 19 april 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

—
Nota

(1) *Zitting 2011-2012*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 335-1. — Verslag, nr. 335-2.
Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 18 april 2012.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2012 — 2435

[C — 2012/29325]

12 JUILLET 2012. — Décret organisant la certification par unités d'acquis d'apprentissage (CPU) dans l'enseignement secondaire qualifiant et modifiant diverses dispositions relatives à l'enseignement secondaire (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Organisation générale de la certification par unités d'acquis d'apprentissage (CPU)*

Article 1^{er}. Dans le présent chapitre :

1° « Certification par unités d'acquis d'apprentissage », en abrégé « CPU », désigne un dispositif organisant la certification des savoirs, aptitudes et compétences professionnels en unités d'acquis d'apprentissage;

2° « Acquis d'apprentissage » désigne ce qu'un élève sait, comprend, est capable de réaliser au terme d'un processus d'apprentissage; les acquis d'apprentissage sont définis en termes de savoirs, d'aptitudes et de compétences, au sens de la Recommandation du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2008 établissant le cadre européen des certifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie;

3° « Unités d'acquis d'apprentissage » désigne un ensemble cohérent d'acquis d'apprentissage susceptible d'être évalué et d'être validé;

4° « Profil de certification » désigne le document de référence définissant le lien entre une option de base groupée ou une formation et un ou des profil(s) de formation élaboré(s) par le Service francophone des métiers et des qualifications et dûment approuvé(s) par le Gouvernement, visé aux articles 39, 44, 45 ou 47 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

Art. 2. § 1^{er}. Un dispositif organisant la certification des savoirs, aptitudes et compétences professionnels en unités d'acquis d'apprentissage (en abrégé CPU) est institué dans l'enseignement qualifiant comprenant :

1° la section de qualification de l'enseignement secondaire ordinaire ou spécialisé de forme 4, qu'elle soit de plein exercice ou organisée en alternance;

2° les formations visées à l'article 2bis, § 1^{er}, 2° du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance,

3° les formations à un métier de la troisième phase de l'enseignement spécialisé de forme 3.

Ce dispositif s'inscrit dans le cadre de la politique d'éducation et de formation tout au long de la vie et de la lutte contre l'abandon scolaire prématuré.

§ 2. Dans le régime de la CPU, l'apprentissage est structuré en unités d'acquis d'apprentissage.

Au terme de chacune des unités d'acquis d'apprentissage, est organisée, en référence aux profils d'évaluation inclus dans les profils de formation élaborés par le Service francophone des Métiers et des Qualifications et repris dans les profils de certification visés aux articles 39, 44, 45 et 47 du décret du 24 juillet 1997 précité, une épreuve de qualification destinée à valider les acquis d'apprentissage de l'unité concernée. Les élèves qui ont satisfait à cette épreuve se voient délivrer une attestation de validation de l'unité d'acquis d'apprentissage dont le modèle est fixé par le Gouvernement.

Art. 3. § 1^{er}. Dans le régime de la CPU, au troisième degré de la section de qualification visé à l'article 2, § 1^{er}, 1°, un dossier d'apprentissage CPU, communiqué à l'élève en début de cinquième ou de septième année, accompagne l'élève dans sa démarche apprenante.

Ce document :

- a) énonce les objectifs de la formation commune et de la formation qualifiante;
- b) reprend les unités d'acquis d'apprentissage à valider;
- c) définit les modalités et la périodicité des épreuves de qualification;
- d) détaille l'évolution graduelle des acquis d'apprentissage maîtrisés et restant à acquérir par l'élève ainsi que, le cas échéant, les remédiations proposées; cette partie du document est mise à jour régulièrement sous la responsabilité du Conseil de classe.

Le Gouvernement définit le modèle du dossier d'apprentissage CPU en ce qui concerne les éléments visés à l'alinéa précédent, a) et b).

§ 2. Pour organiser les apprentissages, les établissements tiennent compte :

- a) du profil de certification visé aux articles 39, et 47, du décret du 24 juillet 1997 précité, et notamment des unités d'acquis d'apprentissage;
- b) des grilles-horaires et des programmes approuvés;
- c) de l'article 54 du décret du 24 juillet 1997 précité.

Les équipes éducatives de chaque établissement se concertent sur les modalités d'organisation des apprentissages.

§ 3. Les établissements organisent en interne des activités de remédiation au bénéfice des élèves. Ces activités sont des dispositifs pédagogiques pour une remédiation immédiate en cours d'apprentissage et/ou des temps de remédiation organisés à des moments définis de l'année scolaire, par exemple au terme de chaque unité d'acquis d'apprentissage. La remédiation porte tant sur la formation commune que sur la formation qualifiante.

Les équipes éducatives de chaque établissement se concertent sur les modalités et les moments réservés aux remédiations.

Le complément de périodes-professeurs alloué à la remédiation dans l'enseignement secondaire ordinaire en application de l'article 15/1 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice ne peut être utilisé que pour la remédiation dans le cadre de la CPU et ce, dans le respect des règles statutaires applicables.

§ 4. Les cinquième et sixième années ou, pour les options de base groupées qui s'organisent sur trois années scolaires, les cinquième, sixième et septième années, forment un continuum pédagogique. La certification y est organisée par degré et non année scolaire par année scolaire.

En fin de cinquième année ou, pour les options de base groupées qui s'organisent sur trois années scolaires, en fin de cinquième et de sixième années, les élèves se voient délivrer un rapport de compétences CPU. Ce document, établi par le Conseil de classe, dresse le bilan des compétences acquises et des compétences restant à acquérir ou à perfectionner et formule des suggestions utiles pour une poursuite optimale de la scolarité.

En fin de sixième année ou, pour les options de base groupées qui s'organisent sur trois années scolaires, en fin de septième année, les élèves se voient octroyer les mêmes certifications que les élèves dont l'option groupée n'est pas organisée dans le régime de la CPU : certificat de qualification et, selon le cas, certificat d'enseignement secondaire supérieur, certificat d'études de septième année de l'enseignement secondaire technique ou certificat d'études de sixième année de l'enseignement secondaire professionnel.

§ 5. En fin de septième année, hors le cas des septièmes visées au § 4, alinéa 1^{er}, les élèves se voient octroyer les mêmes certifications que les élèves dont l'option de base groupée n'est pas organisée dans le régime de la CPU.

§ 6. En fin de sixième ou de septième année, les élèves qui n'ont pas obtenu une ou plusieurs des certifications suivantes : certificat de qualification, certificat d'enseignement secondaire supérieur ou certificat d'études de sixième année de l'enseignement secondaire professionnel, ne sont pas admis à reprendre leur sixième ou leur septième année mais sont admis d'office dans une année complémentaire au troisième degré de qualification (C3D). Chaque établissement concerné est tenu d'organiser la C3D; il peut conclure à cet effet une convention avec un autre établissement aisément accessible.

Le Conseil de classe établit pour eux un programme d'apprentissages complémentaires individualisé qui leur permette, en fonction de la certification qu'ils visent, d'atteindre la maîtrise des compétences visées à l'article 35 § 1^{er} du décret du 24 juillet 1997 et/ou des acquis d'apprentissage repris par les profils de certification visés aux articles 39 et 44 du décret du 24 juillet 1997 précité.

Il fixe la durée prévue de leur fréquentation de la C3D; il peut rajuster cette durée en cours d'année selon les nécessités.

Le programme d'apprentissages complémentaires peut comprendre :

- a) des cours et activités de cinquième, de sixième et/ou de septième année;
- b) des cours et activités de formation suivis dans un CEFA et en entreprise;
- c) des activités spécifiques de remédiation organisées dans l'établissement;
- d) des formations dans un Centre de Technologies avancées;
- e) des formations dans un Centre de Compétence, dans le cadre de l'accord de coopération conclu le 14 juillet 2006 entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à l'équipement mis à disposition dans le cadre de la revalorisation de l'enseignement qualifiant;
- f) des formations dans un Centre de Référence dans le cadre de l'accord de coopération conclu le 1^{er} février 2007 entre la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté française et la Commission communautaire française relatif à l'équipement mis à disposition dans le cadre de la revalorisation de l'enseignement qualifiant et à la collaboration entre les Centres de technologies avancées et les Centres de référence professionnelle;
- g) des stages en entreprises.

L'élève de C3D qui n'a pas obtenu le certificat de qualification et/ou le certificat d'enseignement secondaire supérieur au terme de la sixième année de l'enseignement technique de qualification ou bien qui n'a pas obtenu le certificat de qualification et/ou le certificat d'études de sixième année de l'enseignement secondaire professionnel au terme de la sixième année de l'enseignement professionnel, peut aussi être admis à suivre en élève libre certains cours de septième année, avec l'avis favorable du Conseil d'admission.

Les programmes d'apprentissages complémentaires des élèves de C3D sont tenus à la disposition du service général de l'inspection visé à l'article 3 du décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques

§ 7. En vue de favoriser la mobilité des élèves, un passeport CPU – EUROPASS est délivré à chaque élève où sont collectionnées graduellement les validations et certifications obtenues par l'élève au cours de sa scolarité ainsi que l'attestation des expériences pertinentes qui illustrent et documentent ses acquis et ses potentialités. Le Gouvernement en fixe le modèle.

§ 8. Tout établissement organisant des options groupées ou des formations dans le régime de la CPU dispose d'un plan de mise en œuvre de la CPU, rédigé d'après un modèle fixé par le Gouvernement.

Le plan de mise en œuvre de la CPU décrit :

a) l'organisation pédagogique : celle-ci comprend le calendrier annuel des unités d'acquis d'apprentissage et des épreuves de validation, l'organisation des équipes et de leur travail, la gestion des cours de l'option groupée ou de la formation commune, la politique de stages dans le respect du profil de certification, les modalités de l'articulation des cours de l'option groupée avec la formation commune, et, s'il échet, l'utilisation des possibilités offertes par l'article 54 du décret du 24 juillet 1997 précité, l'organisation des jurys de qualification;

b) les procédures de remédiation : celles-ci précisent les procédures installées pendant ou après les unités d'acquis d'apprentissage et les dispositifs prévus, le cas échéant, au terme du degré, et ce tant pour la formation commune que pour les cours de l'option groupée;

c) les ressources éducatives, pédagogiques et matérielles mobilisées pour la mise en œuvre de la CPU dans l'établissement : celles-ci peuvent comprendre, les dispositifs de concertation et de co-construction, les appuis externes (formations, conseillers pédagogiques, Centres de compétence, Centres de référence, Centres de technologies avancées, secteurs professionnels,...), l'utilisation des locaux, la comparaison entre l'équipement disponible dans l'établissement et l'équipement prévu par le profil d'équipement;

d) les modalités de communication à destination des élèves et des parents.

Ce plan de mise en œuvre est construit avec l'équipe éducative de l'établissement.

Il est ensuite soumis à l'approbation du Gouvernement dans l'enseignement organisé par la Communauté française, du pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné, après consultation préalable du comité de concertation de base pour les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française, de la commission paritaire locale pour les établissements d'enseignement officiel subventionné par la Communauté française ou du conseil d'entreprise ou, à défaut, du comité pour la prévention et la protection au travail ou, à défaut, des délégations syndicales pour les établissements d'enseignement libre subventionné par la Communauté française.

Le plan de mise en œuvre peut être modifié ou remplacé à tout moment en respectant les mêmes procédures.

A partir du 1^{er} septembre de l'année scolaire où la CPU est d'application en cinquième ou en septième année, les établissements visés à l'alinéa 1^{er}, tiennent leur plan de mise en œuvre de la CPU à la disposition du service général de l'inspection visé à l'article 3 du décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection précité. Ils en envoient également une copie à l'administration compétente ainsi qu'au service de l'Inspection compétent.

Art. 4. § 1^{er}. La certification dans le régime de la CPU ne peut être organisée que pour les options de base groupées et les formations pour lesquelles un profil de certification a été défini conformément aux articles 39, 44, 45 ou 47 du décret du 24 juillet 1997 précité.

§ 2. Le Gouvernement détermine les orientations d'études du troisième degré de la section de qualification de l'enseignement secondaire et les formations visées à l'article 2bis, § 1^{er}, 2^o du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement en alternance qui sont organisées dans le régime de la CPU après avoir pris l'avis du Conseil général de Concertation pour l'enseignement secondaire ordinaire institué par le décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire. Les orientations d'études concernées peuvent être organisées en plein exercice et/ou en alternance.

§ 3. Le Gouvernement détermine les orientations d'études du troisième degré de la section de qualification de l'enseignement secondaire spécialisé de forme 4 et les formations qualifiantes de la troisième phase de l'enseignement spécialisé de forme 3 qui sont organisées dans le régime de la CPU, après avoir pris l'avis conjoint du Conseil général de Concertation pour l'enseignement secondaire ordinaire institué par le décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire et du Conseil général de Concertation pour l'enseignement spécialisé institué par le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé.

§ 4. Les orientations d'études et les formations visées aux paragraphes 2 et 3 peuvent être organisées en plein exercice et/ou en alternance.

Art. 5. La Commission de Pilotage instituée par le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française est chargée d'évaluer tous les trois ans les effets produits par la CPU sur le système éducatif et, le cas échéant, d'adresser au Gouvernement des propositions visant à améliorer et à développer la CPU.

Pour cette évaluation, la Commission pourra s'appuyer notamment sur :

1^o un rapport triennal que rédigera le Service général de l'inspection précité; ce rapport rendra compte notamment :

- a) de la manière dont les établissements mettent en œuvre la CPU;
- b) des effets observés sur les élèves en termes de motivation;
- c) des modalités et des effets de la remédiation spécifique mise en place;
- d) des modalités d'organisation et des effets de la C3D.

2^o les indicateurs qui lui seront fournis par les Services du Gouvernement et qui porteront notamment sur le nombre d'élèves certifiés, le taux d'abandons, le nombre d'élèves admis en C3D, le nombre d'élèves poursuivant des études supérieures.

CHAPITRE II. — *Dispositions modificatives**Section I^{re}. — Modification de l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949*

portant coordination des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires

Art. 6. Dans l'article 6, § 2, de l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949 portant coordination des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, le 2^o est remplacé par ce qui suit :

« 2^o qui ont terminé avec fruit la cinquième et la sixième années d'études de l'enseignement secondaire général, technique ou artistique dans la même forme d'enseignement et dans la même orientation d'études, ou qui ont terminé avec fruit la sixième année d'études de l'enseignement secondaire professionnel ainsi que la septième année d'études de cet enseignement, organisée en vue de la délivrance du certificat d'enseignement secondaire supérieur, qu'elle soit de plein exercice ou organisée en alternance. »

Section II. — Modifications de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire

Art. 7. L'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire est remplacé par ce qui suit :

« Article 1^{er}. § 1^{er}. Le premier degré de l'enseignement secondaire de plein exercice est organisé sous la forme d'un degré commun et d'un degré différencié.

§ 2. Aux deuxième et troisième degrés, l'enseignement secondaire de plein exercice comprend :

1^o quatre formes d'enseignement :

- a) l'enseignement secondaire général;
- b) l'enseignement secondaire technique;
- c) l'enseignement secondaire professionnel;
- d) l'enseignement secondaire artistique.

Ces formes d'enseignement peuvent comprendre des cours communs et des activités communes.

2^o deux sections d'enseignement :

- a) la section de transition, qui correspond aux Humanités générales et technologiques;
- b) la section de qualification, qui correspond aux Humanités professionnelles et techniques.

§ 3. L'enseignement secondaire général est organisé en section de transition.

§ 4. Les enseignements secondaires technique et artistique peuvent être organisés en deux sections :

- 1^o la section de transition;
- 2^o la section de qualification.

§ 5. L'enseignement secondaire professionnel est organisé en section de qualification. »

Art. 8. Dans l'intitulé du chapitre II de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, les mots « de l'Etat » sont abrogés.

Art. 9. L'article 2 de la même loi, tel que modifié par le décret du 29 juillet 1992, du 2 avril 1996, du 24 juillet 1997 et du 7 décembre 2007, est remplacé par ce qui suit :

« Article 2. § 1^{er}. L'enseignement secondaire de plein exercice se compose de deux degrés de deux ans, d'un troisième degré de deux ou trois ans et d'un quatrième degré de deux ou trois ans.

§ 2. Au troisième degré de l'enseignement secondaire technique de qualification et de l'enseignement secondaire professionnel, peuvent être organisées :

- 1^o une septième année;
- 2^o une année complémentaire.

§ 3. Au terme du troisième degré, peuvent être organisées :

- 1^o une année préparatoire à l'enseignement supérieur;
- 2^o une année préparatoire à l'enseignement supérieur paramédical.

§ 4. Seul l'enseignement secondaire professionnel comporte un quatrième degré, dénommé quatrième degré de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire.

Une année préparatoire à l'enseignement professionnel secondaire complémentaire section soins infirmiers peut être organisée en préparation au quatrième degré visé à l'alinéa 1^{er}. »

Art. 10. Le paragraphe 1^{er} de l'article 4, est abrogé.

Art. 11. A l'article 4*bis*, § 4, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots « Au troisième degré » sont remplacés par les mots « En cinquième et sixième années du troisième degré ».

Art. 12. A l'article 4*ter* de la même loi, tel qu'inséré par le décret du 19 juillet 1993, modifié par les décrets du 10 avril 1995, du 25 juillet 1996, du 30 novembre 2000 et du 30 juin 2006, sont apportées les modifications suivantes :

1^o au paragraphe 2, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« L'horaire comprend également au moins une option de base simple à raison d'au moins 4 périodes hebdomadaires ou une option de base groupée comprenant de 7 à 11 périodes hebdomadaires. L'obligation de suivre au moins une option de base simple à raison d'au moins 4 périodes hebdomadaires ne s'applique pas à l'élève qui suit les cours de sciences à 5 périodes hebdomadaires. L'élève dispensé, en application de l'article 12 de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement, du cours de langue moderne I n'est pas tenu de suivre une autre option de base s'il suit un cours de sciences comportant au moins 5 périodes. »;

2^o le paragraphe 2 est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Les établissements ne sont pas tenus d'inscrire une ou plusieurs disciplines de la formation obligatoire à la grille-horaire des élèves qui suivent une option de base simple ou groupée dont le programme d'études comprend cette ou ces disciplines de la formation obligatoire.

Les élèves sportifs de haut niveau, espoirs sportifs ou partenaires d'entraînement, reconnus en application du décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française, peuvent remplacer :-

- 1° les périodes du cours d'éducation physique de la formation commune visées à l'alinéa 1^{er}, 5°, par un nombre équivalent de périodes d'entraînement sportif;

- 2° une ou plusieurs options de base simples ou une option de base groupée par un nombre équivalent de périodes d'entraînement sportif sans pouvoir déroger à l'alinéa 1^{er}, 1° à 4°. »;

3° au paragraphe 3, sont apportées les modifications suivantes :

a) les mots « Au troisième degré » sont remplacés par les mots « En cinquième et sixième années du troisième degré »;

b) les alinéas 6 et 7 sont remplacés par deux alinéas rédigés comme suit :

« L'horaire doit comprendre, indépendamment du cours de langue moderne visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, au moins deux options de base simples ou une option de base groupée, comprenant de 7 à 11 périodes hebdomadaires, faisant partie du répertoire fixé en application de l'article 24, alinéa 1^{er}, 1°, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice. Toutefois, les élèves qui suivent, indépendamment du cours de langue moderne visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, un cours de mathématique comprenant au moins quatre périodes hebdomadaires, sont autorisés à ne suivre qu'une seule autre option de base simple.

Les établissements ne sont pas tenus d'inscrire une ou plusieurs disciplines de la formation obligatoire à la grille-horaire des élèves qui suivent une option de base simple ou groupée dont le programme d'études comprend cette ou ces disciplines de la formation obligatoire. »;

c) le paragraphe est complété par un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« Les élèves sportifs de haut niveau, espoirs sportifs ou partenaires d'entraînement, reconnus comme tels en application du décret du 8 décembre 2006 précité visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française, peuvent remplacer :

- 1° les périodes du cours d'éducation physique de la formation commune visées à l'alinéa 1^{er}, 3° par un nombre équivalent de périodes d'entraînement sportif;

- 2° une ou plusieurs options de base simples ou une option de base groupée par un nombre équivalent de périodes d'entraînement sportif sans pouvoir déroger à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, et à l'alinéa 2. »

4° le paragraphe 5 est abrogé.

Art. 13. A l'article 4^{quater} de la même loi, inséré par le décret du 12 juillet 2001, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe premier :

a) les mots « 2e degré » sont remplacés par les mots « deuxième degré »;

b) dans l'alinéa 3, les mots « dispense, totale ou partielle, est accordée pour cette partie de la formation commune » sont remplacés par les mots : « les établissements ne sont pas tenus d'inscrire, en tout ou en partie, cette partie de la formation commune à la grille horaire des élèves concernés ».

2° dans le paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er}, les mots « Au troisième degré » sont remplacés par les mots « En cinquième et sixième années du troisième degré »;

b) dans l'alinéa 3, les mots « dispense, totale ou partielle, est accordée pour cette partie de la formation commune » sont remplacés par les mots : « les établissements ne sont pas tenus d'inscrire, en tout ou en partie, cette partie de la formation commune à la grille horaire des élèves concernés »;

c) l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« Pour les options de base groupées que le Gouvernement détermine, après avoir pris l'avis du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire créé par le décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire, l'horaire comprend une formation mathématique à raison d'au moins 2 périodes hebdomadaires. »;

d) un alinéa rédigé comme suit est inséré entre l'alinéa 4 et l'alinéa 5, devenant alinéa 6 :

« Pour toutes les options de base groupées que le Gouvernement détermine après avoir pris l'avis du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire créé par le décret du 27 octobre 1994 précité, la formation comprend un apprentissage en langue moderne. La méthodologie choisie pour atteindre les compétences et savoirs relève du ministre qui a l'enseignement secondaire dans ses attributions pour l'enseignement organisé par la Communauté française et du pouvoir organisateur pour l'enseignement subventionné.

Elle peut consister en cours inscrits à la grille-horaire, stages en entreprises ou mobilité hors Communauté française, cours de promotion sociale ou d'un opérateur public de formation.

Le Gouvernement fixe les modalités d'application de cette disposition. Il peut aussi organiser des dispositifs expérimentaux en la matière. »;

e) dans l'alinéa 5, devenu alinéa 6, les mots « dispense est accordée pour cette partie de la formation » sont remplacés par les mots : « les établissements ne sont pas tenus d'inscrire la partie de la formation commune visée aux alinéas 4 et 5 à la grille horaire des élèves concernés. ».

Art. 14. A l'article 4^{quinqies} de la même loi, inséré par le décret du 12 juillet 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er}, les mots « 2e degré » sont remplacés par les mots « deuxième degré »;

b) il est inséré entre le 1^{er} et le 2e alinéa, devenant l'alinéa 3, un alinéa rédigé comme suit :

« Lorsque le programme d'études de l'option de base groupée comprend la formation scientifique et technologique visée à l'alinéa 1^{er}, 2°, les établissements ne sont pas tenus d'inscrire à la grille horaire des élèves concernées, en tout ou en partie, cette partie de la formation commune. »

2° au paragraphe 2 :

a) dans l'alinéa 1^{er}, les mots « Au 3^e degré » sont remplacés par les mots « En cinquième et sixième années du troisième degré »;

b) il est inséré entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2, devenant l'alinéa 6, quatre nouveaux alinéas rédigés comme suit :

« Pour toutes les options de base groupées que le Gouvernement détermine après avoir pris l'avis du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire créé par le décret du 27 octobre 1994 précité, la formation comprend un apprentissage en langue moderne. La méthodologie choisie pour atteindre les compétences et savoirs relève du ministre qui a l'enseignement secondaire dans ses attributions pour l'enseignement organisé par la Communauté française et du pouvoir organisateur pour l'enseignement subventionné. Elle peut consister en cours inscrits à la grille-horaire, stages en entreprises ou mobilité hors Communauté française, cours de promotion sociale ou d'un opérateur public de formation.

Le Gouvernement fixe les modalités d'application de cette disposition. Il peut aussi organiser des dispositifs expérimentaux en la matière.

Lorsque le programme d'études de l'option de base groupée comprend la formation scientifique et technologique visée à l'alinéa 1^{er}, 3°, les établissements ne sont pas tenus d'inscrire en tout ou en partie, cette partie de la formation commune à la grille horaire des élèves concernés.

Lorsque le programme d'étude de l'option de base groupée comprend un apprentissage en langue moderne, les établissements ne sont pas tenus d'inscrire cette partie de la formation commune à la grille horaire des élèves concernés par la partie de la formation visée à l'alinéa 2. »

Art. 15. L'article 4sexies de la même loi, inséré par le décret du 19 juillet 2011, est remplacé par un texte rédigé comme suit :

« Article 4sexies § 1^{er}. Pour l'application du présent article,

1° l'expression « Certification par unités d'acquis d'apprentissage », ci-après dénommée « CPU », désigne un dispositif organisant la certification des compétences professionnelles en unités d'acquis d'apprentissage;

2° l'expression « Unités d'acquis d'apprentissage » désigne un ensemble cohérent d'acquis d'apprentissage susceptible d'être évalué et d'être validé;

3° l'expression « Acquis d'apprentissage » désigne ce qu'un élève sait, comprend, est capable de réaliser au terme d'un processus d'apprentissage; les acquis d'apprentissage sont définis en termes de savoirs, d'aptitudes et de compétences;

4° l'expression « Dossier d'apprentissage » désigne le document communiqué à l'élève qui :

a) reprend les objectifs de la formation générale et de la formation qualifiante ainsi que les unités d'acquis d'apprentissage à valider, tels que définis par le Gouvernement;

b) précise les modalités et la périodicité des épreuves de qualification;

c) détaille l'évolution graduelle des acquis d'apprentissage maîtrisés et restant à acquérir par l'élève ainsi que, le cas échéant, les remédiations proposées.

5° l'expression « Projet de mise en œuvre de la certification par unités d'apprentissage » désigne un texte décrivant l'organisation pédagogique, les procédures de remédiation, les ressources éducatives, pédagogiques et matérielles mobilisées pour la mise en œuvre de la CPU dans un établissement. Il établit l'adéquation de l'organisation prévue avec les objectifs de formation fixés à l'article 54 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre; il est accompagné d'un plan de formation des enseignants.

§ 2. Il est institué un enseignement expérimental au 3^e degré de l'enseignement technique de qualification et de l'enseignement professionnel.

Cette expérimentation consiste, dans les établissements concernés, en la mise en œuvre de divers dispositifs devant conduire à l'instauration de la certification par unités d'acquis d'apprentissage au troisième degré de l'enseignement technique de qualification et de l'enseignement professionnel. L'expérimentation porte sur la pertinence des référentiels définis au paragraphe 4 et des choix opérés par les établissements pour la mise en œuvre de la CPU.

§ 3. L'expérimentation de la CPU se poursuit pendant les années scolaires 2012-2013 et 2013-2014. Elle concerne les élèves inscrits en cinquième année de l'enseignement secondaire ordinaire dans les options définies au paragraphe 4 pendant l'année scolaire 2012-2013. Elle se poursuit avec ces mêmes élèves jusqu'à la fin de leur sixième année. Elle concerne également les élèves amenés à redoubler leur sixième année pendant les années scolaires 2012-2013 et 2013-2014 dans les options concernées.

§ 4. Participent à l'expérimentation CPU les établissements qui organisent, au troisième degré de l'enseignement secondaire ordinaire, l'une des options suivantes :

1° Technicien/technicienne de l'automobile (qualification technique);

2° Mécanicien/mécanicienne automobile (qualification professionnelle);

3° Esthéticien/esthéticienne (qualification technique);

4° Coiffeur/coiffeuse (qualification professionnelle).

Pour les options visées à l'alinéa 1^{er}, les Services du Gouvernement élaborent :

a) des référentiels de formation expérimentaux regroupant les savoirs, aptitudes et compétences professionnels requis par le métier en unités d'acquis d'apprentissage;

b) des référentiels d'équipement, des indications temporelles, des standards d'évaluation expérimentaux intégrés aux unités d'acquis d'apprentissage.

§ 5. Pour les élèves visés au paragraphe 3, à partir du 1^{er} septembre 2012 les établissements expérimentent la démarche CPU de la manière suivante :

1° Les établissements concernés adoptent les profils de certification visés à l'article 39 du décret du 24 juillet 1997 précité ou, à défaut, les référentiels expérimentaux visés au § 4.

Ils modifient leur organisation pédagogique pour mettre en œuvre les unités d'acquis d'apprentissage énoncées par les documents visés à l'alinéa précédent.

Ils communiquent aux élèves le dossier d'apprentissage visé au § 1^{er}; ces dossiers sont mis régulièrement à jour sous la responsabilité du Conseil de classe.

2° A la fin de chaque unité d'acquis d'apprentissage est organisée, en référence aux profils d'évaluation inclus dans les profils de formation élaborés par le Service francophone des Métiers et des Qualifications et repris dans les profils de certification visés à l'article 39 du décret du 24 juillet 1997 précité ou, à défaut, aux standards d'évaluation inclus dans les référentiels de formation expérimentaux, une des épreuves de qualification visées à l'article 26, § 3, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire.

3° La sanction des études s'opère conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire et du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance.

Par dérogation à l'alinéa précédent, dans les établissements et les options de base groupées visés au § 4, les Jurys de qualification délivrent, après chacune des épreuves de qualification visée au 2°, une attestation de validation d'unité d'acquis d'apprentissage dans le cadre expérimental dont le modèle est fixé par le Gouvernement.

§ 6. Pour l'organisation de l'enseignement dans les options concernées, pendant la durée de l'expérimentation, les établissements dérogent aux articles 50 et 52 du décret du 24 juillet 1997 précité et se réfèrent aux profils de certification visés à l'article 39 du décret du 24 juillet 1997 précité ou, à défaut, par dérogation à l'article 39 du décret du 24 juillet 1997 précité, aux référentiels de formation expérimentaux, aux indications temporelles et aux standards d'évaluation expérimentaux, tels que définis au § 4.

§ 7. Les établissements visés au § 4 bénéficient d'une priorité pendant l'année scolaire 2012-2013 pour l'accès au fonds d'équipement dans les options concernées, pour les formations continuées mises en place pour la certification par unités et pour l'accompagnement pédagogique spécifique à la CPU de leur personnel engagé dans la certification par unités.

§ 8. Les établissements visés au § 4 sont autorisés à soumettre à l'approbation du ministre de nouvelles grilles horaires pour les cours de l'option de base groupée. Les établissements organisés par la Communauté française le font par l'intermédiaire du Service général de l'Enseignement organisé par la Communauté française; les établissements subventionnés le font à l'intervention de l'Organe de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs auquel ils sont affiliés ou, s'ils ne sont pas affiliés à un organe, à l'intervention de leur Pouvoir organisateur.

§ 9. Dans les établissements visés au § 4, pendant la durée de l'expérimentation visée au § 3, pour les cours liés aux options visées au § 4, le Service de l'Inspection visé à l'article 3, alinéa 2, 2°, du décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques est déchargé des missions visées par l'article 6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, b, du même décret.

Dans ces établissements, pendant la durée de l'expérimentation visée au § 3, le Service de l'Inspection concerné est chargé, pour les cours visés à l'alinéa précédent :

1° d'identifier les avancées positives produites par le dispositif mis en place localement et les difficultés ressenties par l'équipe éducative;

2° de recueillir toute information utile à l'évaluation de l'expérimentation.

A la fin des années scolaires 2012-2013 et 2013-2014, le Service général de l'Inspection précité dresse à l'intention du Gouvernement un rapport global sur la mise en œuvre et les résultats de l'expérience.

§ 10. Chaque établissement visé au § 4 élabore un projet de mise en œuvre de la certification par unités d'apprentissage, tel que défini au § 1^{er} et applicable à partir de l'année scolaire 2012-2013. Ce projet pourra être adapté pendant les années scolaires 2012-2013 et 2013-2014 en fonction des besoins et des constats de l'équipe éducative.

Le projet de mise en œuvre est soumis à l'approbation du ministre qui a l'enseignement obligatoire dans ses attributions ou de son délégué dans l'enseignement organisé par la Communauté française, du Pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné, après consultation préalable du comité de concertation de base pour les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française, de la commission paritaire locale pour les établissements d'enseignement officiel subventionnés par la Communauté française ou du conseil d'entreprise ou, à défaut, du comité pour la prévention et la protection au travail ou, à défaut, des délégations syndicales pour les établissements d'enseignement libre subventionnés par la Communauté française. »

Les établissements visés à l'alinéa 1^{er} tiennent à la disposition du Service général de l'Inspection précité le projet de mise en œuvre de la certification par unités d'acquis d'apprentissage dès le 1^{er} septembre 2012. »

Art. 16. Dans la même loi, il est inséré un article 4septies rédigé comme suit :

« Article 4septies. En ce qui concerne les grilles horaires des options de base groupées des deuxième et troisième degrés et les grilles horaires des septième années organisées au troisième degré ou au terme de celui-ci :

1° le ministre qui a l'enseignement secondaire dans ses attributions les fixe pour l'enseignement organisé par la Communauté française;

2° les pouvoirs organisateurs de l'enseignement subventionné, s'il échet, à l'intervention de leur Organe de représentation et de coordination, les soumettent à l'approbation du ministre qui a l'enseignement secondaire dans ses attributions. »

Art. 17. A l'article 5 de la même loi, modifié par la loi du 31 juillet 1975 et par le décret du 8 février 1999, le paragraphe 2 est abrogé.

Art. 18. Dans les articles 3, 4, 5 et 14 de la même loi, le mot « Roi » est à chaque fois remplacé par le mot « Gouvernement ».

Art. 19. A l'article 13, 1°, de la même loi, les mots « Roi et aux Ministres de l'Education nationale, de la Culture française et de la Culture néerlandaise » sont remplacés par le mot « Gouvernement ».

Art. 20. Dans l'article 6 de la même loi, les mots « les Ministres de l'Education nationale, de la Culture française et de la Culture néerlandaise, chacun pour ce qui le concerne » sont chaque fois remplacés par les mots « le Gouvernement ».

Art. 21. L'article 7 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Les établissements et les internats organisés par la Communauté française sont créés par arrêté délibéré en Gouvernement. »

Section III. — Modifications de l'arrêté royal n° 49 du 2 juillet 1982 relatif aux normes de création, de maintien et de dédoublement et au calcul de crédit d'heures de l'enseignement secondaire de type I, concernant la fusion d'établissements ainsi que certains emplois du personnel des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II

Art. 22. Dans l'article 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal n° 49 du 2 juillet 1982 relatif aux normes de création, de maintien et de dédoublement et au calcul de crédit d'heures de l'enseignement secondaire de type I, concernant la fusion d'établissements ainsi que certains emplois du personnel des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II, le mot « spécial » est remplacé par le mot « spécialisé ».

Art. 23. Dans l'article 2, § 1^{er}, du même arrêté royal, tel que modifié par l'arrêté royal n° 295 du 31 mars 1984 et par les décrets du 29 juillet 1992 et du 19 juillet 1993 les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « 5° » est remplacé par le mot « 9° »;

2° les mots « 30 juillet 1976 » sont remplacés par les mots « 29 juin 1984 ».

Art. 24. L'article 5 du même arrêté royal, tel que modifié par l'arrêté royal n° 438 du 11 août 1986, complété par l'arrêté royal n° 539 du 31 mars 1987, modifié par le décret du 29 juillet 1992, remplacé par le décret du 19 juillet 1993; complété par le décret du 19 juillet 2001, est remplacé par ce qui suit :

« Au troisième degré, sans préjudice de l'application de l'article 5, § 4, du décret du 30 avril 2009 relatif à la création d'instances sous-régionales de pilotage et à l'octroi d'incitants visant un redéploiement plus efficace de l'offre d'enseignement qualifiant dans une perspective de développement territorial, sont requis :

1° huit élèves au minimum pour une option de base simple ou une option de base groupée;

2° huit élèves au minimum pour une septième année préparatoire à l'enseignement supérieur (7PES) ou une septième professionnelle visée à l'article 4, § 1^{er}, 6°, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire (7PC);

a) huit élèves au minimum pour une option de base groupée de septième technique de qualification (7TQ) ou de la septième professionnelle visée à l'article 4, § 1^{er}, 5°, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire (7PB);

b) six élèves au minimum pour l'option de base groupée dont les élèves suivent au moins un tiers de l'horaire avec les élèves d'autres options;

c) quatre élèves au minimum pour l'option de base groupée dont les élèves suivent au moins deux tiers de l'horaire avec les élèves d'autres options;

d) un élève au minimum pour l'option de base groupée dont l'horaire complet est suivi avec les élèves d'autres options.

Au troisième degré, lorsqu'une option de base groupée n'est organisée dans un établissement que sous la forme de l'enseignement secondaire en alternance, sans préjudice de l'application de l'article 5, § 4, du décret du 30 avril 2009 relatif à la création d'instances sous-régionales de pilotage et à l'octroi d'incitants visant un redéploiement plus efficace de l'offre d'enseignement qualifiant dans une perspective de développement territorial, sont requis :

1° cinq élèves au minimum pour une option de base groupée organisée à partir de la cinquième année;

a) cinq élèves au minimum pour une option de base groupée de septième technique de qualification (7TQ) ou de la 7^e professionnelle visée à l'article 4, § 1^{er}, 5°, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire (7PB);

b) trois élèves au minimum pour l'option de base groupée dont les élèves suivent au moins un tiers de l'horaire avec les élèves d'autres options;

c) un élève au minimum pour l'option de base groupée dont l'horaire complet est suivi avec les élèves d'autres options. ».

Art. 25. Dans l'article 14 du même arrêté royal, tel que complété en dernier lieu par le décret du 19 juillet 2011, le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Sauf si le calcul visé au § 1^{er} et au § 2 donne un résultat plus favorable, il est octroyé pour :

1° la première année commune et la deuxième année commune : 8 heures par année d'études;

2° la troisième année et la quatrième année : 4 heures par année d'études et par forme d'enseignement et par section d'enseignement;

3° la cinquième année, la sixième année et la septième année technique ou professionnelle : 2 heures par année d'études, par forme d'enseignement et par section d'enseignement. »

Section IV. — Modifications de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire

Art. 26. L'article 2 de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, tel que modifié par l'arrêté royal du 3 juillet 1985 et l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juillet 1996, est remplacé par ce qui suit :

« Article 2. Pour l'application du présent arrêté :

1° « Enseignement secondaire de type I » désigne l'enseignement dispensé aux élèves qui suivent l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française selon les dispositions de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire;

2° « Enseignement secondaire de type II » désigne l'enseignement qui est dispensé selon les modalités prévues par les lois qui régissent les enseignements moyen, technique ou artistique;

3° « Enseignement secondaire » désigne indifféremment l'enseignement secondaire de type I ou de type II;

4° Dans l'enseignement secondaire de type II :

a) « enseignement secondaire général » désigne l'enseignement moyen, à l'exception de la troisième et de la quatrième année commerciale;

b) « enseignement secondaire technique » désigne :

- a) l'enseignement dispensé dans les écoles techniques ou dans les sections techniques annexées aux établissements d'enseignement moyen;

- b) l'enseignement dispensé dans les troisième et quatrième années commerciales de l'enseignement moyen;
- c) « enseignement secondaire artistique » désigne l'enseignement dispensé dans les établissements d'enseignement artistique;
- d) « enseignement secondaire professionnel » désigne l'enseignement dispensé dans les écoles professionnelles ou dans les sections professionnelles annexées aux établissements d'enseignement moyen, d'enseignement technique ou artistique.

5° « Acquis d'apprentissage » désigne ce qu'un élève sait, comprend, est capable de réaliser au terme d'un processus d'apprentissage. Les acquis d'apprentissage sont définis en termes de savoirs, d'aptitudes et de compétences, au sens de la Recommandation du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2008 établissant le cadre européen des certifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie;

6° « Unités d'acquis d'apprentissage » désigne un ensemble cohérent d'acquis d'apprentissage susceptible d'être évalué et d'être validé;

7° « Certification par unités d'acquis d'apprentissage », en abrégé, CPU, désigne un dispositif organisant la certification des savoirs, aptitudes et compétences professionnels en unités d'acquis d'apprentissage. La CPU est organisée conformément au décret du 12 juillet 2012 organisant la certification par unités d'acquis d'apprentissage (CPU) dans l'enseignement secondaire qualifiant et modifiant diverses dispositions relatives à l'enseignement secondaire;

8° « Profil de certification » désigne le document de référence établi conformément à l'article 39*bis* et visé aux articles 39, 44, 45 ou 47 du décret du 24 juillet 1997 et définissant le lien entre une option de base groupée ou une formation et un ou des profil(s) de formation élaboré(s) par le Service francophone des métiers et des qualifications et dûment approuvé(s) par le Gouvernement;

9° « Elève régulier » désigne l'élève qui, répondant aux conditions d'admission, est inscrit pour l'ensemble des cours d'une forme d'enseignement, d'une section, d'une orientation d'études déterminés et, dans le but d'obtenir, à la fin de l'année scolaire, les effets de droit attachés à la sanction des études, en suit effectivement et assidûment les cours et activités;

10° Dans le régime de la CPU, « élève régulier » désigne l'élève qui, répondant aux conditions d'admission, est inscrit dans une orientation d'études déterminée et en suit effectivement et assidûment les cours et activités dans le but d'obtenir la validation des unités d'acquis d'apprentissage et la certification prévue au terme du degré;

11° « Elève libre » désigne l'élève qui ne satisfait pas à une ou à plusieurs exigences des points 9° ou 10° ci-dessus. Il ne peut prétendre à la sanction des études. Le chef d'établissement en avertit les parents ou l'élève majeur soit par un courrier postal recommandé soit par un écrit contre accusé de réception. L'inscription d'un élève libre est subordonnée à l'avis favorable du Conseil d'admission de l'année d'études dans laquelle il souhaite s'inscrire;

12° « Conseil de classe » désigne l'ensemble des membres du personnel directeur et enseignant chargés de former un groupe déterminé d'élèves. Les compétences et le fonctionnement du Conseil de classe sont définis à l'article 21*bis*;

13° « Conseil d'admission » désigne l'ensemble des membres du personnel directeur et enseignant qui, pour chacune des années en cause, sont chargés, par le chef d'établissement, d'apprécier, conformément à l'article 8, les possibilités d'admission des élèves dans une forme d'enseignement, dans une section et dans une orientation d'études.

Ce Conseil se réunit sous la présidence du Chef d'établissement ou de son délégué;

14° « Conseil d'intégration » désigne le Conseil visé à l'article 16 § 2 du décret du 16 mai 2012 visant à la mise en place d'un dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française. Il est présidé par le chef d'établissement ou son délégué et comprend tous les professeurs en charge de la classe-passerelle. Dans toute la mesure du possible, il associe à ses délibérations au moins un membre du Centre PMS lorsque celui-ci a participé à l'accueil, l'orientation et l'insertion de l'élève primo-arrivant.

Pour délivrer une attestation d'admissibilité, conformément à l'article 11, §§ 1^{er} et 2, du décret visant à l'insertion d'élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, le Conseil d'intégration comprend obligatoirement un membre du jury de la Communauté française désigné par le collège des présidents des différentes sections de ce jury;

15° « Conseil de recours » désigne le Conseil de recours visé à l'article 97 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre;

16° « Jury de qualification » désigne le Jury chargé de délivrer le certificat de qualification et, dans le régime de la CPU, de valider les Unités d'acquis d'apprentissage, dont les compétences et le fonctionnement sont définis à l'article 21*ter*;

17° « Dossier d'apprentissage CPU » désigne, dans le régime de la CPU, le document communiqué à l'élève en début de cinquième ou de septième année qui :

- a) énonce les objectifs de la formation commune et de la formation qualifiante;
- b) reprend les unités d'acquis d'apprentissage à valider;
- c) définit la nature, les modalités et la périodicité des épreuves de qualification;
- d) détaille l'évolution graduelle des acquis d'apprentissage maîtrisés et restant à acquérir par l'élève ainsi que, le cas échéant, les remédiations proposées; cette partie du document est mise à jour régulièrement sous la responsabilité du Conseil de classe.

Une copie de ce document fait partie du dossier scolaire de l'élève.

18° « Rapport de compétences CPU » désigne, dans le régime de la CPU, le document établi par le Conseil de classe qui dresse le bilan des compétences acquises et des compétences restant à acquérir ou à perfectionner et formule des suggestions utiles pour une poursuite optimale de la scolarité. Ce rapport est délivré :

- a) au terme de la cinquième année ainsi que, pour les options de base groupées organisées sur trois ans, de la sixième année;
- b) au terme de la sixième, de la septième année ou de l'année complémentaire au troisième degré de la section de qualification (C3D) si l'élève n'a pas obtenu une des certifications finales;
- c) au cours de la sixième ou de la septième année lorsque l'élève quitte l'établissement avant la fin de l'année scolaire.

19° « Passeport CPU-EUROPASS » désigne, dans le régime de la CPU, la collection graduelle des validations et certifications obtenues par l'élève au cours de sa scolarité ainsi que l'attestation des expériences pertinentes qui illustrent et documentent ses acquis et ses potentialités. Ce document fait partie du dossier scolaire et suit l'élève en cas de changement d'établissement. Le passeport est remis à l'élève au terme de sa scolarité;

20° « Programme d'apprentissages complémentaires » désigne, dans le régime de la CPU, le document définissant, pour l'année complémentaire au troisième degré de la section de qualification, les activités à accomplir par l'élève en vue de l'obtention d'un ou plusieurs des certificats suivants : certificat d'études de sixième année de l'enseignement secondaire professionnel, certificat d'enseignement secondaire supérieur, certificat de qualification.

Ce programme est établi par le Conseil de classe, en fonction des besoins de l'élève et peut comprendre :

- a) des cours et activités de cinquième, de sixième et/ou de septième année;
- b) des cours et activités de formation suivis dans un CEFA et en entreprise;
- c) des activités spécifiques de remédiation organisées dans l'établissement;
- d) des formations dans un Centre de Technologies avancées;
- e) des formations organisées dans un Centre de Compétence, dans le cadre de l'accord de coopération conclu le 14 juillet 2006 entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à l'équipement mis à disposition dans le cadre de la revalorisation de l'enseignement qualifiant;
- f) des formations organisées dans un Centre de Référence dans le cadre de l'accord de coopération conclu le 1^{er} février 2007 entre la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté française et la Commission communautaire française relatif à l'équipement mis à disposition dans le cadre de la revalorisation de l'enseignement qualifiant et à la collaboration entre les Centres de technologies avancées et les Centres de référence professionnelle;
- g) des stages en entreprises;
- h) pour les élèves visés à l'article 16bis, 1° et 2°, des cours de 7^e année suivis en élèves libres, dans le respect des dispositions visées au point 11° ci-dessus.

Le programme d'apprentissages complémentaires est communiqué à l'élève par le chef d'établissement ou son délégué et est joint au dossier de l'élève.

21° « Le ministre » désigne le ministre qui a l'enseignement secondaire dans ses attributions;

22° « Le service général de l'inspection » désigne le service général de l'inspection visé à l'article 3 du décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques. »

Art. 27. Dans l'article 3 du même arrêté royal, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juillet 1996, par les décrets des 30 juin 2006 et 7 décembre 2007, les modifications suivantes sont apportées :

a) le paragraphe 3, 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° l'enseignement est organisé sous les formes d'enseignement général, technique, artistique et professionnel; »;

b) le paragraphe 5 est abrogé.

Art. 28. Dans l'article 4 du même arrêté royal, tel que modifié par l'arrêté royal du 1^{er} juin 1987 et l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 1993, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juillet 1996, modifié par le décret du 30 juin 2006, sont apportées les modifications suivantes :

a) le paragraphe 1^{er}, 2° est complété par les mots suivants : « , en abrégé, 4REO »;

b) le paragraphe 1^{er}, 3°, complété par les mots suivants : « , en abrégé, 7PES »;

c) dans le paragraphe 1^{er}, les 4°, 5° et 6° sont remplacés par ce qui suit :

« 4° une septième année, au troisième degré de l'enseignement technique de qualification, en abrégé, 7TQ, en vue d'obtenir le certificat de qualification ou l'attestation de compétences complémentaires selon que l'option de base groupée suivie correspond ou non à un profil de certification déterminé conformément à l'article 39 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ou, à défaut, à un profil de formation défini conformément à l'article 6 du décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire. Les septièmes années techniques dont l'option de base groupée ne correspond pas à un profil de certification (ou, à défaut, un profil de formation) sont dites septièmes techniques complémentaires;

5° une septième année au troisième degré de l'enseignement professionnel, en abrégé, 7PB, soit en vue d'obtenir le certificat d'enseignement secondaire supérieur et le certificat de qualification lorsque l'option de base groupée suivie correspond à un profil de certification déterminé conformément à l'article 39 du décret du 24 juillet 1997 précité ou, à défaut, à un profil de formation défini conformément à l'article 6 du décret du 27 octobre 1994 précité, soit le certificat d'enseignement secondaire supérieur et l'attestation de compétences complémentaires lorsque l'option de base groupée suivie ne correspond pas à un profil de certification ou, à défaut, à un profil de formation.

Dans cette année d'études, 40 % au moins du nombre hebdomadaire de périodes doivent être consacrés à la formation générale, sociale et personnelle.

Les 7PB dont l'option de base groupée ne correspond pas à un profil de certification (ou, à défaut, à un profil de formation) sont dites « septièmes professionnelles complémentaires. ».

6° une septième année au troisième degré de l'enseignement professionnel, en abrégé, 7PC, en vue d'obtenir le seul certificat d'enseignement secondaire supérieur, année dans laquelle 55 % au moins du nombre hebdomadaire de périodes doivent être consacrés à la formation générale, sociale et personnelle.

7° dans le régime de la CPU, une année complémentaire au troisième degré de la section de qualification, en abrégé, C3D. Elle est organisée en plein exercice ou en alternance pour les élèves réguliers qui n'ont pas obtenu une ou plusieurs des certifications suivantes : certificat de qualification, certificat d'enseignement secondaire supérieur ou certificat d'études de sixième année de l'enseignement secondaire professionnel.

Les cours et activités dans cette année complémentaire sont organisés en fonction des besoins des élèves tels qu'identifiés dans le programme d'apprentissages complémentaires défini à l'article 2.

Par dérogation à l'article 1^{er}, l'ensemble des cours et activités formatives de cette année complémentaire comporte, au minimum, l'équivalent de 20 périodes de cinquante minutes par semaine.

8° un DASPA visant à assurer l'accueil, l'orientation et l'insertion optimale des élèves dans l'enseignement secondaire conformément aux dispositions du décret du 16 mai 2012 visant à la mise en place d'un dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française. »

d) le paragraphe 2 est remplacé par un texte rédigé comme suit :

« § 2. Par l'année d'études visée au § 1^{er}, 5°, il faut également comprendre pour ce qui est de la délivrance du certificat d'enseignement secondaire supérieur à tout lauréat de la première année d'études qui n'est pas encore titulaire dudit certificat la première année d'études du quatrième degré de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire, section « soins infirmiers ». »

Art. 29. Dans l'article 5 du même arrêté royal, complété par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 1993, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juillet 1996, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juin 1997, par les décrets du 30 juin 2006 et du 7 décembre 2007, sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe 3 est remplacé par un texte rédigé comme suit :

« § 3. L'orientation d'études est déterminée, au deuxième degré,

1° dans l'enseignement secondaire général, par chacune des options de base simples à minimum 4 périodes hebdomadaires faisant partie du répertoire fixé en application de l'article 24, alinéa 1^{er}, 1°, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice; dans ce cadre, le cours de sciences à 5 périodes est considéré comme une option de base simple pour l'élève qui n'en suit pas d'autre;

2° dans l'enseignement secondaire technique et artistique de transition et dans la section de qualification, par l'option de base groupée faisant partie du répertoire fixé en application de l'article 24, alinéa 1^{er}, 1°, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice. »

2° le paragraphe 4 abrogé par le décret du 30 juin 2006 est rétabli dans la rédaction suivante :

« § 4. L'orientation d'études est déterminée, au troisième degré,

1° dans l'enseignement secondaire général, par chacune des options de base simples à minimum 4 périodes hebdomadaires faisant partie du répertoire fixé en application de l'article 24, alinéa 1^{er}, 1°, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice; dans ce cadre, le cours de mathématique à quatre périodes doit être considéré comme une option de base simple;

2° dans l'enseignement secondaire technique et artistique de transition et dans la section de qualification, par l'option de base groupée faisant partie du répertoire fixé en application de l'article 24, alinéa 1^{er}, 1°, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice. »;

3° le paragraphe 6 est abrogé;

4° le paragraphe 7 est remplacé par un texte rédigé comme suit :

« § 7. Aux deuxième et troisième degrés de l'enseignement secondaire général et technique de transition, une ou plusieurs options de base simple(s) ou une option de base groupée peuvent être remplacées par un nombre équivalent de périodes d'entraînement sportif, dans les conditions prévues à l'article 4^{ter}, § 2 et § 3, de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire.

Aux deuxième et troisième degrés de l'enseignement secondaire technique de transition, une option de base groupée peut être remplacée par un nombre équivalent de périodes d'enseignement musical prévues à l'article 1^{er}, alinéa 2, 1°. »

Art. 30. Dans l'article 6, alinéa 2, du même arrêté royal, tel que complété par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 mai 1999, le mot « spécial » est remplacé par le mot « spécialisé ».

Art. 31. L'article 7 du même arrêté royal, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 avril 1998, est abrogé.

Art. 32. L'article 8 du même arrêté royal, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 avril 1998, est remplacé par ce qui suit :

« Article 8. Le Conseil d'admission visé à l'article 2, 13°, fonde ses appréciations sur les informations qu'il est possible de recueillir sur l'élève. Selon les cas, ces informations peuvent concerner :

1° les études antérieures;

2° des résultats d'épreuves organisées par des professeurs;

3° des éléments contenus dans le dossier scolaire ou communiqués par le centre psycho-médico-social;

4° des entretiens éventuels avec l'élève et les parents. »

Art. 33. L'article 9 du même arrêté royal, modifié par l'arrêté royal du 3 juillet 1985 et l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juillet 1996, par les décrets des 30 juin 2006 et 7 décembre 2007, est abrogé.

Art. 34. L'article 10 du même arrêté royal, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 19 juillet 1993 et 20 juin 1994, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juillet 1996, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 13 juin 1997 et 2 avril 1998, par les décrets du 30 juin 2006 et abrogé par le décret du 7 décembre 2007, est rétabli dans la formulation suivante :

« Article 10. L'admission dans chacune des années d'études doit se faire conformément aux dispositions des articles 11 à 21 du présent arrêté et, le cas échéant, dans le respect de l'attestation d'orientation délivrée au terme de l'année d'études immédiatement inférieure.

Le non respect de la présente disposition rend l'élève libre au sens de l'article 2, 11°. »

Art. 35. A l'article 11 du même arrêté royal, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 19 juillet 1993 et 20 juin 1994, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juillet 1996, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 13 juin 1997 et 2 avril 1998, par les décrets des 30 juin 2006, 7 décembre 2007 et 12 décembre 2008, sont apportées les modifications suivantes :

1° aux paragraphes 1^{er} et 2, les mots « de type I » sont chaque fois abrogés;

2° au paragraphe 1^{er}, 1°, le mot « au » est remplacé par le mot « du ».

Art. 36. A l'article 12 du même arrêté royal, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 19 juillet 1993 et 20 juin 1994, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juillet 1996, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 13 juin 1997 et 2 avril 1998, par les décrets des 30 juin 2006, 7 décembre 2007 et 12 décembre 2008, sont apportées les modifications suivantes :

a) les mots « de type I » sont chaque fois abrogés;

b) dans le 1°, a), les mots « et dont l'attestation d'orientation ne limite pas la poursuite des études au seul enseignement professionnel » sont abrogés;

c) le 1°, b), est remplacé par un texte rédigé comme suit :

« b) les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la quatrième année de l'enseignement secondaire professionnel de plein exercice ou la quatrième année de l'enseignement secondaire professionnel en alternance visé à l'article 2bis, § 1^{er}, 1°, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance, ou le deuxième degré de l'enseignement secondaire professionnel de plein exercice ou en alternance. »;

d) dans le 1°, c), les mots « toutefois, le choix d'une orientation d'études est soumis à l'avis favorable du Conseil d'admission; » sont supprimés;

e) le point 1°, d) est remplacé par ce qui suit :

« d) les titulaires du certificat d'enseignement secondaire du 2^e degré, enseignement général, technique, artistique délivré par le Jury de la Communauté française pour autant qu'ils changent d'orientation d'études; »

f) le point 1°, e), est abrogé;

g) les 1°, f), et 1°, g), anciens deviennent respectivement les 1°, e), et 1°, f);

h) dans le 1°, f), ancien, devenant 1°, e), les mots : « toutefois le choix d'une orientation d'études est soumis à l'avis favorable du Conseil d'admission; » sont abrogés;

i) le point 2°, a), est complété par les mots : « de plein exercice, soit la troisième année de l'enseignement secondaire professionnel en alternance visé à l'article 2bis, § 1^{er}, 1°, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance. »;

j) dans le 2°, b), les mots « toutefois, le choix d'une orientation d'études est soumis à l'avis favorable du Conseil d'admission; » sont abrogés;

k) dans le 2°, c), les mots « une fréquentation d'au moins 600 périodes du cycle inférieur de l'enseignement secondaire à horaire réduit; » sont remplacés par les mots « la fréquentation d'une année scolaire au moins dans l'enseignement secondaire en alternance visé à l'article 2bis, § 1^{er}, 2°, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement en alternance et les jugeant aptes à poursuivre normalement leurs études en quatrième année de l'enseignement professionnel »;

l) le 2°, d), est remplacé par ce qui suit :

« d) les titulaires du certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré, enseignement professionnel, délivré par le Jury de la Communauté française pour autant qu'ils changent d'orientation d'études; ».

Art. 37. Dans l'article 13 du même arrêté royal, les mots « de type I » sont chaque fois abrogés.

Art. 38. L'article 15 du même arrêté royal, tel que modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 août 1989; par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 1993, complété par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juillet 1996, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 13 juin 1997, 2 avril 1998 et 5 mai 1999, est modifié comme suit :

a) les mots « de type I » sont chaque fois abrogés;

b) le point 1° est complété par les c) et d) rédigés comme suit :

« - c) les titulaires d'un certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré – orientation générale délivré par l'enseignement secondaire de promotion sociale de régime 1 en application de l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 juin 1999 approuvant le dossier de référence de la section « certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré – orientation générale » classée au niveau de l'enseignement secondaire supérieur de l'enseignement de promotion sociale de régime 1 délivrant un certificat correspondant au certificat du deuxième degré délivré à l'issue de la quatrième année de l'enseignement secondaire de plein exercice;

- d) les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la sixième année de l'enseignement secondaire professionnel de plein exercice ou de l'enseignement secondaire professionnel en alternance visé à l'article 2bis, § 1^{er}, 1°, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance. »

c) le 2° est abrogé;

d) le 3° ancien devient le point 2°;

e) au point 3° ancien devenu point 2°, le a) est complété par les mots suivants : « de plein exercice ou de l'enseignement secondaire professionnel en alternance visé à l'article 2bis, § 1^{er}, 1°, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance; »;

f) dans le 3°, b), ancien devenu 2°, b), l'alinéa 2 est abrogé;

g) dans le 3°, d), ancien devenu 2°, d), les mots « après une fréquentation d'au moins 600 périodes du cycle supérieur de l'enseignement secondaire à horaire réduit; » sont remplacés par les mots « après la fréquentation d'une année scolaire au moins dans l'enseignement secondaire en alternance visé à l'article 2bis § 1^{er}, 2°, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement en alternance et les jugeant aptes à poursuivre leurs études en cinquième année de l'enseignement professionnel; ».

Art. 39. A l'article 16 du même arrêté royal, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 août 1989 et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 avril 1998, sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 1^{er}, les 1° à 5° sont remplacés par ce qui suit :

« 1° dans l'enseignement secondaire général : les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la cinquième année de l'enseignement secondaire général, dans la même orientation d'études;

2° dans l'enseignement secondaire technique : les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit, dans la même section et dans la même orientation d'études, soit la cinquième année de l'enseignement secondaire technique de plein exercice, soit la cinquième année de l'enseignement secondaire technique en alternance visé à l'article 2bis, § 1^{er}, 1°, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance;

3° dans le régime de la CPU, dans l'enseignement secondaire technique : les élèves réguliers qui ont suivi, dans la même section et dans la même orientation d'études, soit la cinquième année de l'enseignement secondaire technique de plein exercice, soit la cinquième année de l'enseignement secondaire technique en alternance visé à l'article 2bis, § 1^{er}, 1°, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance;

4° dans l'enseignement secondaire artistique : les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit, dans la même section et dans la même orientation d'études, la cinquième année de l'enseignement secondaire artistique;

5° dans l'enseignement secondaire professionnel :

a) les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit, dans la même orientation d'études ou dans une orientation d'études correspondante, soit la cinquième année de l'enseignement secondaire professionnel de plein exercice, soit la cinquième année de l'enseignement secondaire professionnel en alternance visé à l'article 2bis, § 1^{er}, 1°, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance;

b) dans le régime de la CPU, les élèves réguliers qui ont suivi, dans la même orientation d'études ou dans une orientation d'études correspondante, soit la cinquième année de l'enseignement secondaire professionnel de plein exercice, soit la cinquième année de l'enseignement secondaire professionnel en alternance visé à l'article 2bis, § 1^{er}, 1°, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance;

c) les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit, dans une orientation d'études correspondante, soit la cinquième année de l'enseignement secondaire technique de qualification de plein exercice, soit la cinquième année de l'enseignement secondaire technique de qualification en alternance visé à l'article 2bis, § 1^{er}, 1°, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance;

d) dans le régime de la CPU, les élèves réguliers qui ont suivi, dans une orientation d'études correspondante, soit la cinquième année de l'enseignement secondaire technique de qualification de plein exercice, soit la cinquième année de l'enseignement secondaire technique de qualification en alternance visé à l'article 2bis, § 1^{er}, 1°, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance. »

2° au paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « Par dérogation aux dispositions du § 1^{er}, » sont abrogés;

b) le mot « subdivision » est remplacé par les mots « orientation d'études »;

c) le paragraphe 3 est abrogé.

Art. 40. Dans le même arrêté royal, il est inséré un article 16bis rédigé comme suit :

« Article 16bis. Dans le régime de la CPU, sont admis dans l'année complémentaire au troisième degré de la section de qualification, en abrégé C3D :

1° les élèves réguliers qui, au terme de la sixième année de l'enseignement technique de qualification, n'ont pas obtenu le certificat de qualification et/ou le certificat d'enseignement secondaire supérieur;

2° les élèves réguliers qui, au terme de la sixième année de l'enseignement professionnel, n'ont pas obtenu le certificat de qualification et/ou le certificat d'études de sixième année de l'enseignement secondaire professionnel;

3° les élèves réguliers qui, au terme de la septième année de l'enseignement technique de qualification, n'ont pas obtenu le certificat de qualification;

4° les élèves réguliers qui, au terme de la septième année de l'enseignement professionnel, n'ont pas obtenu le certificat de qualification et/ou le certificat d'enseignement secondaire supérieur;

5° les élèves qui, au cours d'une année scolaire précédente, pendant la sixième ou la septième année de l'enseignement technique de qualification ou de l'enseignement professionnel, ont validé une ou plusieurs unités d'acquis d'apprentissage d'une de ces années d'études et ont perdu la qualité d'élève régulier sans l'avoir recouvrée avant la fin de l'année scolaire. ».

Art. 41. Dans l'article 17 du même arrêté royal, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 août 1989 et complété par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juillet 1996, complété par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 janvier 1999, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 5 mai 1999 et 24 août 2000, les modifications suivantes sont apportées :

1° Le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Sans préjudice des dispositions de l'article 18 et de l'article 56bis, § 5, peuvent être admis comme élèves réguliers :

1° dans la septième année visée à l'article 4, § 1^{er}, 4°, (7TQ) :

a) les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la sixième année de l'enseignement secondaire général, technique ou artistique de plein exercice ou la sixième année de l'enseignement secondaire technique en alternance visé à l'article 2bis, § 1^{er}, 1°, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement en alternance;

b) les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la septième année de l'enseignement secondaire professionnel de plein exercice ou de l'enseignement secondaire professionnel en alternance visé à l'article 2bis, § 1^{er}, 1° du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement en alternance;

c) les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la sixième année de l'enseignement secondaire général, technique ou artistique et qui ont ultérieurement obtenu, en application de l'article 58, § 1^{er}, ou § 2, un certificat de qualification de la sixième année de l'enseignement technique ou artistique, dans une orientation d'études présentant un caractère de correspondance par rapport à celle de la septième année;

d) dans le régime de la CPU, les élèves réguliers qui ont suivi, dans la même section et la même orientation d'études, la cinquième et la sixième années de l'enseignement secondaire technique de plein exercice ou de l'enseignement secondaire technique en alternance visé à l'article 2bis, § 1^{er}, 1^o, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement en alternance dans une option de base groupée dont le profil de certification prévoit qu'elle est organisée en trois ans.

2^o dans la septième année visée à l'article 4, § 1^{er}, 5^o, (7PB) :

a) les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la sixième année de l'enseignement secondaire de plein exercice;

b) les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la sixième année technique ou professionnelle de l'enseignement en alternance tel que défini à l'article 2bis, § 1^{er}, 1^o, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance;

c) les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la sixième année de l'enseignement secondaire professionnel et qui ont ultérieurement obtenu, en application de l'article 58, § 1^{er}, ou § 2, un certificat de qualification de la sixième année de l'enseignement secondaire professionnel, dans une orientation d'études présentant un caractère de correspondance par rapport à celle de la septième année;

d) dans le régime de la CPU, les élèves réguliers qui ont suivi, dans la même orientation d'études, la sixième année de l'enseignement secondaire professionnel de plein exercice ou de l'enseignement secondaire professionnel en alternance visé à l'article 2bis, § 1^{er}, 1^o, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement en alternance dans une option de base groupée dont le profil de certification prévoit qu'elle est organisée en trois ans.

3^o dans la septième année visée à l'article 4, § 1^{er}, 6^o, (7PC) :

a) les élèves qui ont terminé avec fruit la sixième année d'études de l'enseignement secondaire professionnel de plein exercice;

b) les élèves qui ont terminé avec fruit la sixième année de l'enseignement professionnel en alternance tel que défini à l'article 2bis, § 1^{er}, 1^o, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance. »;

2^o au paragraphe 2, le mot « (7PES) » est inséré entre les mots « au terme du troisième degré » et les mots « , les titulaires du certificat d'enseignement secondaire supérieur. »

Art. 42. L'article 18 du même arrêté royal, modifié par l'arrêté royal du 1^{er} juin 1987, par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 août 1989 remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 1993 et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juillet 1996, complété par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 janvier 1999, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 août 2000, est remplacé par ce qui suit :

« Article 18. Le Gouvernement classe les différentes options de base groupées organisées dans les septièmes années du troisième degré de l'enseignement technique de qualification et de l'enseignement professionnel en options :

1^o dont l'accès est limité aux élèves porteurs d'un certificat de qualification particulier qu'il fixe;

2^o dont l'accès est limité aux élèves porteurs d'un des certificats de qualification qu'il fixe;

3^o dont l'accès est ouvert à tous les élèves qui ont réussi une sixième année de l'enseignement secondaire de plein exercice.

Le Gouvernement fixe également les options de base groupées qui sont accessibles aux élèves qui ont terminé avec fruit une sixième année d'études de l'enseignement technique de transition, en fonction du répertoire des options formant l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juin 1993 fixant le répertoire des options de base dans l'enseignement secondaire.

Le Gouvernement fixe également les options de base groupées qui sont accessibles aux élèves qui ont terminé avec fruit une sixième année d'études de l'enseignement technique de qualification ou professionnel dans une option figurant à l'annexe II de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juin 1993 fixant le répertoire des options de base dans l'enseignement secondaire qui ne conduisent pas à la délivrance d'un Certificat de qualification visé à l'article 26. »

Art. 43. L'article 19 du même arrêté royal, modifié par l'arrêté royal du 3 juillet 1985, par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 1993, complété par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juillet 1996, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 mars 2000, complété par le décret du 13 janvier 2011, est remplacé par ce qui suit :

« Article 19. § 1^{er}. Sont soumis à l'avis favorable du Conseil d'admission, à l'entrée en quatrième année, y compris dans l'année de réorientation :

a) les passages d'une forme d'enseignement vers une autre;

b) les passages d'une orientation d'études de l'enseignement technique, artistique ou professionnel, vers une orientation d'études de la même forme d'enseignement appartenant à un autre secteur tel que défini dans l'article 13, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 août 1992 exécutant le Décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice;

c) les passages d'une section de l'enseignement secondaire de type II vers une orientation de l'enseignement secondaire de type I;

d) le choix d'une orientation d'études dans les cas visés à l'article 12, 1^o, c, et 2^o, b), et c), du présent arrêté.

§ 2. Sont soumis à l'avis favorable du Conseil d'admission, à l'entrée en cinquième année :

1^o les passages de l'enseignement général vers la section de qualification;

2^o les passages de l'enseignement technique ou artistique de qualification vers l'enseignement général;

3^o les passages d'une orientation d'études de l'enseignement technique, artistique ou professionnel vers une orientation d'études appartenant à un autre secteur tel que défini dans l'article 13, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 août 1992 exécutant le Décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice;

4^o les passages d'une section du cycle supérieur de l'enseignement secondaire de type II vers une orientation d'études de l'enseignement secondaire de type I;

5^o le choix d'une orientation d'études dans les cas visés à l'article 15, 2^o, b), et d), du présent arrêté.

§ 3. Sont subordonnés, en outre, à l'avis favorable du Conseil d'admission : les passages en troisième, quatrième ou cinquième année, de toute forme d'enseignement ou orientation d'études, vers une orientation d'études musicales organisée dans un établissement d'enseignement artistique. »

Art. 44. A l'article 20 du même arrêté royal, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 août 1989 et l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 1993, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juillet 1996, complété par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 avril 1998, modifié par les décrets des 30 juin 2006 et 7 décembre 2007, sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe 2 est rétabli dans la formulation suivante :

« § 2. Les passages de l'année complémentaire organisée à l'issue de la deuxième année du premier degré de l'enseignement secondaire à la troisième année de l'enseignement secondaire professionnel sont autorisés jusqu'au 15 janvier pour autant que l'élève n'ait pas déjà fait l'objet dans le courant de l'année scolaire d'un des transferts prévus à l'article 15, § 3, et § 4, du décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du premier degré de l'enseignement secondaire. »

2° dans le paragraphe 3, 1°, les mots « , ainsi que les passages de l'année complémentaire organisée à l'issue de la deuxième année du premier degré de l'enseignement secondaire à la troisième année de l'enseignement secondaire professionnel; » sont abrogés;

3° dans le paragraphe 3, 2°, les modifications suivantes sont apportées :

a) le mot « octobre » est remplacé par le mot « novembre »;

b) le c) est remplacé par ce qui suit :

« c) au niveau de la septième année organisée au troisième degré de l'enseignement secondaire. »;

4° Au paragraphe 5, le mot « octobre » est remplacé par le mot « novembre ».

Art. 45. A l'article 21 du même arrêté royal, remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 24 avril 1995, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 15 juillet 1996, l'arrêté du Gouvernement du 2 avril 1998 et le décret du 7 décembre 2007, sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe 1^{er} est abrogé;

2° les paragraphes 2 et 3 anciens deviennent les paragraphes 1^{er} et 2;

3° dans le paragraphe 2 ancien, devenant paragraphe 1^{er}, les mots « ou subdivision d'enseignement. » sont remplacés par les mots « d'enseignement ou dans une autre orientation d'études. ».

Art. 46. Dans le Chapitre III du même arrêté royal, il est inséré un article 21*bis* rédigé comme suit :

« Article 21*bis*. § 1^{er}. Le Conseil de classe visé à l'article 2, 12°, est chargé d'évaluer la formation des élèves, de les guider, de contribuer à leur orientation et le cas échéant, d'élaborer un plan de remédiation et de prononcer leur passage dans l'année supérieure.

Dans le régime de la CPU, le Conseil de classe est également chargé de veiller à la mise à jour régulière du dossier d'apprentissage CPU, de délivrer le rapport de compétences CPU, d'établir le programme d'apprentissages complémentaires CPU visé à l'article 2, 20^b.

Il comprend le chef d'établissement ou son délégué, qui le préside, et tous les membres du personnel enseignant en charge de l'élève. Un membre du centre psycho-médico-social ainsi que les éducateurs et chefs d'ateliers concernés peuvent y assister avec voix consultative.

§ 2. La sanction des études conduisant aux titres visés aux articles 23, 24, 25, 26, § 4, et § 5, et 26*bis*, est de la compétence du Conseil de classe.

§ 3. Le Conseil de classe, fonde ses appréciations sur les informations qu'il est possible de recueillir sur l'élève. Ces informations peuvent concerner notamment :

1° les études antérieures;

2° des résultats d'épreuves organisées par des professeurs;

3° des éléments contenus dans le dossier scolaire ou communiqués par le centre psycho-médico-social;

4° des entretiens éventuels avec l'élève et les parents;

5° des résultats d'épreuves de qualification.

§ 4. Les attestations et certificats visés aux articles 23, 24, 25 et 26 § 4, et § 5 sont également délivrés en exécution d'une décision du Conseil de recours visé à l'article 2. »

Art. 47. Dans le même arrêté royal, il est inséré un article 21*ter* rédigé comme suit :

« Article 21*ter*. § 1^{er}. Le Jury de qualification visé à l'article 2, 16°, est chargé de délivrer le certificat de qualification et, dans le régime de la CPU, de valider les unités d'acquis d'apprentissage. La sanction des études visée à l'article 26, § 1^{er} et § 2, est de la compétence du Jury de qualification.

§ 2. Le jury de qualification est composé du chef d'établissement ou de son délégué, des membres du personnel enseignant en charge de la formation qualifiante ou associés à celle-ci et de membres extérieurs à l'établissement.

Les membres extérieurs à l'établissement, dont le nombre ne peut dépasser celui des membres du personnel enseignant :

1° sont choisis en raison de leur compétence dans la qualification qu'il s'agit de sanctionner;

2° sont désignés en début de cinquième ou de septième année par le pouvoir organisateur ou son délégué.

Le Jury est présidé par le chef d'établissement ou son délégué.

Ce processus relève de la responsabilité de chaque pouvoir organisateur.

§ 3. Le Jury de qualification peut déléguer l'évaluation des épreuves de qualification, visées à l'article 26 du présent arrêté, aux membres du personnel enseignant qui ont assuré spécifiquement les apprentissages préparatoires à l'épreuve concernée et quand cela est possible, à un ou plusieurs membres extérieurs à l'établissement. Toutefois, la délivrance du Certificat de qualification relève de la compétence du Jury de qualification.

Dans le régime de la CPU, le Jury de qualification peut déléguer la validation des Unités d'acquis d'apprentissage aux membres du personnel enseignant qui ont assuré spécifiquement les apprentissages de l'Unité d'acquis d'apprentissage concernée et quand cela est possible, à un ou plusieurs membres extérieurs à l'établissement. Toutefois, la délivrance du Certificat de qualification relève de la compétence du Jury de qualification.

§ 4. Le Jury de qualification fonde ses appréciations sur les informations qu'il est possible de recueillir sur l'élève, notamment :

- 1° les résultats des épreuves de qualification;
- 2° les observations collectées lors des stages;
- 3° dans le régime de la CPU, d'autres éléments contenus dans le dossier d'apprentissage CPU visé à l'article 2, 17°. ».

Art. 48. A l'article 22 du même arrêté royal, modifié par l'arrêté royal du 1^{er} juin 1987, l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 août 1989, les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 19 juillet 1993, 15 juillet 1996 et par le décret du 26 mars 2009, sont apportés les modifications suivantes :

- 1° au paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :
 - a) dans le 1°, les mots « le premier degré de l'enseignement secondaire de type I ainsi que » sont abrogés;
 - b) dans le 1° et 2°, les mots « de type I » sont chaque fois abrogés;
 - c) dans le 3°, les mots « de perfectionnement et/ou de spécialisation de l'enseignement secondaire de type I » sont remplacés par les mots « visée à l'article 4, § 1^{er}, 4°, (7TQ) »;
 - d) dans le 4°, les mots « et 6° de l'enseignement secondaire de type I » sont remplacés par les mots « (7PB) et 6° (7PC) »;
 - e) il est inséré un 5° et un 6° rédigés comme suit :

« 5° dans le régime de la CPU, les cinquième et sixième années de l'enseignement technique de qualification, si, ayant satisfait à l'ensemble de la formation de ces deux années, il est jugé capable de poursuivre ses études dans au moins un des enseignements supérieurs de plein exercice.

6° dans le régime de la CPU, les cinquième et sixième années de l'enseignement professionnel qu'il a suivies dans la même orientation d'études ou dans une orientation d'études correspondante ou la cinquième année de l'enseignement technique et la sixième année de l'enseignement professionnel qu'il a suivie dans une orientation d'études correspondante, s'il a satisfait à l'ensemble de la formation de ces deux années. »

- 2° dans le paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :
 - a) les mots « de base groupées » sont insérés entre « Pour les options » et les mots « correspondant à un profil »;
 - b) les mots « certification visé à l'article 5, 14°, du décret du 24 juillet 1997 précité ou, à défaut, à un profil de » sont insérés entre les mots « correspondant à un profil de » et les mots « formation défini conformément à l'article 6 du décret du 27 octobre 1994. ».
- 3° au paragraphe 3, les mots « de type I » sont abrogés;
- 4° au paragraphe 4, les mots « , à partir de l'année scolaire 1994-1995, » et les mots « de type I » sont abrogés.

Art. 49. Dans l'article 23, du même arrêté royal, modifié par l'arrêté royal du 3 juillet 1985, l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 août 1989, les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 19 juillet 1993, 20 juin 1994, 24 avril 1995, 2 avril 1998, par les décrets des 30 juin 2006 et 7 décembre 2007, les modifications suivantes sont apportées au paragraphe 1^{er} :

- 1° les mots « , sixième et septième » et « de type I » sont abrogés;
- 2° les mots « par une attestation d'orientation sauf si les études sont sanctionnées conformément aux dispositions de l'article 24, § 2, et § 3, et de l'article 25, § 2 » sont remplacés par les mots : « par l'une des attestations d'orientation visée au § 2 du présent article à l'exception de la troisième année professionnelle visée à l'article 22, § 3, et des années d'études organisées dans le régime de la CPU. »;
- 3° le paragraphe est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Les sixièmes et septièmes années d'études de l'enseignement secondaire sont sanctionnées par l'attestation d'orientation visée au § 2, 3° ou conformément aux dispositions de l'article 24 et de l'article 25, § 2. Dans le régime de la CPU :

- a) La cinquième année d'études de l'enseignement secondaire est sanctionnée par le rapport de compétences CPU visé à l'article 2, 18°;
- b) Les sixièmes et septièmes années d'études de l'enseignement secondaire sont sanctionnées conformément aux dispositions de l'article 24, § 1^{er}, § 2 et § 3, de l'article 25, § 2, 2° ou par le rapport de compétences CPU visé à l'article 2, 18°, accompagné d'une attestation d'orientation vers l'année complémentaire au troisième degré de la section de qualification (C3D).

Par dérogation au point b), lorsque l'option de base groupée est organisée sur trois ans, la sixième année d'études de l'enseignement secondaire est sanctionnée par le rapport de compétences CPU visé à l'article 2, 18°.

L'année complémentaire au troisième degré de la section de qualification est sanctionnée conformément aux dispositions de l'article 24, § 4, de l'article 25, § 3, de l'article 26, § 2, 4°. »

Art. 50. L'article 24 du même arrêté royal, modifié par les arrêtés royaux des 3 juillet 1985 et 1^{er} juin 1987, les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 19 juillet 1993, 24 avril 1995, 15 juillet 1996 et par le décret du 7 décembre 2007, est remplacé par ce qui suit :

« Article 24. § 1^{er}. Le certificat d'études de sixième année de l'enseignement secondaire professionnel est délivré aux élèves réguliers qui ont terminé ladite année avec fruit.

§ 2. Dans le régime de la CPU, le certificat d'études de sixième année de l'enseignement secondaire professionnel (CE6P) est délivré aux élèves réguliers qui, ayant suivi une sixième année de l'enseignement secondaire professionnel, ont satisfait à l'ensemble de la formation des cinquième et sixième années.

§ 3. Au terme de la septième année visée à l'article 4, § 1^{er}, 4°, (7TQ) le certificat d'études de septième année de l'enseignement secondaire technique (CE7T) est délivré aux élèves réguliers qui ont terminé avec fruit l'année considérée.

§ 4. Dans le régime de la CPU, le certificat d'études de sixième année de l'enseignement secondaire professionnel visé au § 2 est délivré, quel que soit le moment de l'année scolaire, aux élèves réguliers qui, se trouvant dans les conditions fixées respectivement à l'article 16bis, 2°, 3° ou 5° ont suivi, en tout ou en partie, l'année complémentaire au troisième degré de la section de qualification (C3D). »

Art. 51. A l'article 25 du même arrêté royal, remplacé par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 24 avril 1995 et 15 juillet 1996, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 avril 1998, complété par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 janvier 1999, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 août 2000 et par le décret du 25 avril 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 2, 2°, est remplacé par ce qui suit :

« 2° qui, dans le régime de la CPU, ont suivi la cinquième et la sixième année de l'enseignement secondaire technique de qualification dans la même orientation d'études et ont satisfait à l'ensemble de la formation des cinquième et sixième années; »;

2° le paragraphe 2, est complété par les 3° et 4° rédigés comme suit :

« 3° qui ont terminé avec fruit la septième année d'études visée à l'article 4, § 1^{er}, 5°, (7PB) ou la septième année d'études visée à l'article 4, § 1^{er}, 6°, (7PC), après avoir terminé avec fruit la sixième année d'études de l'enseignement secondaire professionnel ou la sixième année professionnelle de l'enseignement en alternance tel que défini à l'article 2bis, § 1^{er}, 1°, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance;

4° qui, n'étant pas titulaires dudit certificat, ont terminé avec fruit la première année du quatrième degré de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire, section « soins infirmiers », après avoir terminé avec fruit la sixième année d'études de l'enseignement secondaire professionnel ou la sixième année professionnelle de l'enseignement en alternance tel que défini à l'article 2bis, § 1^{er}, 1°, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance; »;

3° le paragraphe 3 est rétabli dans la formulation suivante :

« § 3. Dans le régime de la CPU :

1° le certificat d'enseignement secondaire supérieur visé à l'article 25, § 2, 2°, est délivré, quel que soit le moment de l'année scolaire, aux élèves réguliers, se trouvant dans les conditions fixées à l'article 16bis, 1° ou 5°, qui ont suivi, en tout ou en partie l'année complémentaire organisée au troisième degré de la section de qualification et qui ont satisfait aux conditions de l'article 22, § 1^{er}, 4;

2° le certificat d'enseignement secondaire supérieur visé à l'article 25, § 2, 3°, est délivré, quel que soit le moment de l'année scolaire, aux élèves réguliers, se trouvant dans les conditions fixées à l'article 16bis, 4° ou 5°, et qui ont suivi, en tout ou en partie l'année complémentaire au troisième degré de la section de qualification et qui ont satisfait aux conditions de l'article 22, § 1^{er}, 4°. »

Art. 52. L'article 26 du même arrêté royal, modifié par l'arrêté royal du 1^{er} juin 1987, par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 19 juillet 1993 et 19 avril 1999, modifié et complété par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 avril 2000 et par le décret du 26 mars 2009, est remplacé par ce qui suit :

« Article 26. § 1^{er}. Le certificat de qualification est délivré aux élèves qui maîtrisent les acquis d'apprentissage fixés par un des profils de certification visés à l'article 5, 14°, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

Par dérogation à l'alinéa précédent, pour les options de base groupées de la section de qualification pour lesquelles un profil de certification n'a pas encore été défini par le Gouvernement, le certificat de qualification est délivré en référence aux compétences fixées par les profils de formation élaborés conformément à l'article 6 du décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire.

§ 2. Certaines années sont sanctionnées par un certificat de qualification :

1° Le certificat de qualification de sixième année de l'enseignement secondaire est délivré aux élèves réguliers qui ont fréquenté la sixième année dans la section de qualification et qui ont subi avec succès les épreuves liées à l'obtention du certificat de qualification, dénommées ci-après les épreuves de qualification, lorsque l'option de base groupée suivie correspond à un profil de certification ou, à défaut, à un profil de formation visés au § 1^{er}.

2° Le certificat de qualification de septième année de l'enseignement technique et artistique secondaire est délivré aux élèves réguliers qui ont fréquenté cette septième année et qui ont subi avec succès les épreuves liées à l'obtention du certificat de qualification, dénommées ci-après les épreuves de qualification, lorsque l'option de base groupée suivie correspond à un profil de certification ou, à défaut, à un profil de formation visés au § 1^{er}.

3° Le certificat de qualification de septième année de l'enseignement secondaire professionnel est délivré aux élèves réguliers qui ont fréquenté la septième année visée à l'article 4, § 1^{er}, 5°, (7PB) et qui ont subi avec succès les épreuves liées à l'obtention du certificat de qualification, dénommées ci-après les épreuves de qualification, lorsque l'option de base groupée suivie correspond à un profil de certification ou, à défaut, à un profil de formation visés au § 1^{er}.

4° Dans le régime de la CPU, le certificat de qualification de sixième ou de septième année visé au 1°, 2° ou 3° est délivré, quel que soit le moment de l'année scolaire, aux élèves réguliers qui ont fréquenté l'année complémentaire au troisième degré de la section de qualification (C3D) et qui ont subi avec succès les épreuves liées à l'obtention du certificat de qualification, dénommées ci-après les épreuves de qualification.

§ 3. Les épreuves de qualification visées au § 2 sanctionnent l'ensemble des compétences d'un profil de certification ou, à défaut, d'un des profils de formation visés au § 1^{er}, alinéa 2. Si les épreuves peuvent s'organiser tout au long de la formation, elles doivent néanmoins permettre de vérifier la capacité de l'élève de mobiliser les compétences acquises, le cas échéant à travers une épreuve intégrée et/ou la réalisation d'un travail.

Dans le régime de la CPU, chaque épreuve de validation d'une unité d'acquis d'apprentissage telle que visée à l'article 2, 15°, est assimilée à une épreuve de qualification.

Le Gouvernement approuve pour les pouvoirs organisateurs qui en font la demande, sur proposition des pouvoirs organisateurs ou de leurs Organes de représentation et de coordination, chacun en ce qui les concerne, et sur avis de la Commission des outils d'évaluation visée à l'article 38 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, le schéma de passation des épreuves de qualification.

§ 4. Un certificat relatif aux connaissances de gestion de base est délivré aux élèves qui ont satisfait aux exigences du programme prévu à l'article 6 de l'arrêté royal du 21 octobre 1998 portant exécution du Chapitre I^{er} du Titre II de la loi-programme du 10 février 1998 pour la promotion de l'entreprise indépendante.

§ 5. Les septièmes années techniques et professionnelles au terme desquelles il n'est pas délivré de certificat de qualification sont sanctionnées par une attestation de compétences complémentaires au certificat de qualification qui a permis l'accès à ces septièmes années. »

Art. 53. A l'article 26*bis* du même arrêté royal, inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juin 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est complété par les mots « , à l'exception des élèves qui reçoivent le rapport de compétences CPU visé à l'article 2, 18° »;

2° l'alinéa 2 est abrogé;

3° dans l'alinéa 3 ancien, devenant alinéa 2, les mots « profils de formation » sont remplacés par les mots « profils de certification visés à l'article 26, § 1^{er}, ou, à défaut, en fonction des profils de formation visés au même article, ».

Art. 54. L'article 27 du même arrêté royal, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 avril 1998, est abrogé.

Art. 55. L'article 28 du même arrêté royal, complété par le décret du 26 mars 2009, est abrogé.

Art. 56. A l'article 55 du même arrêté royal, sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2 est abrogé;

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Toutes les décisions certificatives du Conseil de classe visé à l'article 21*bis*, et du Jury de qualification visé à l'article 2 *1ter*, sont actées dans un procès-verbal, signé par le président et deux membres au moins du Conseil de classe ou du Jury de qualification. Ces procès-verbaux sont conservés pendant trente ans.

La notification d'une décision du Conseil de recours visé à l'article 2, 15°, réformant et remplaçant une décision certificative du Conseil de classe est jointe au procès-verbal de celui-ci.

Les avis favorables du Conseil d'admission visé à l'article 2, 13°, sont actés dans un procès-verbal, signé par le président et deux membres au moins du Conseil d'admission. Celui-ci est versé au dossier scolaire de l'élève. »

Art. 57. A l'article 56 du même arrêté royal, modifié par l'arrêté royal du 3 juillet 1985, par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 août 1989, par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 24 avril 1995, 15 juillet 1996 et 5 mai 1999, sont apportées les modifications suivantes :

a) le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° aux limites de temps fixées pour les changements de forme d'enseignement et/ou d'orientation d'études visées par l'article 20, § 3, et l'article 45, § 1^{er}; »;

b) dans le 2°, le mot « exercices » est remplacé par le mot « activités »;

c) l'article 56 est complété par un point 4° rédigé comme suit :

« 4° aux conditions d'admission en troisième année de l'enseignement secondaire professionnel fixées à l'article 11, § 2, pour les élèves qui ont satisfait à l'obligation scolaire à temps plein telle que fixée par l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire. ».

Art. 58. L'article 56*bis* du même arrêté royal, inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 avril 1995 et remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 avril 1998, est remplacé par ce qui suit :

« Article 56*bis*. § 1^{er}. L'élève dont il est constaté qu'il fréquente irrégulièrement la troisième année de l'enseignement général, technique, artistique ou professionnel et est élève libre au sens de l'article 2, 9°, devra, pour recouvrer la qualité d'élève régulier, obtenir le certificat d'enseignement secondaire du premier degré devant le Jury de la Communauté française avant la fin de cette troisième année. Si ce certificat est obtenu dans le délai prescrit, la qualité d'élève régulier sera reconnue à l'intéressé pour l'année scolaire en cours et, le cas échéant, pour les années scolaires antérieures.

§ 2. Le ministre ou son délégué peut, en raison de circonstances particulières et exceptionnelles, et pour des cas individuels, autoriser les élèves visés au § 1^{er} à obtenir le certificat d'enseignement secondaire du premier degré, devant le Jury de la Communauté française, avant la fin de la quatrième année de l'enseignement général, technique, artistique ou professionnel. Les élèves concernés conservent la qualité d'élève libre jusqu'à régularisation éventuelle de leur situation. Si ce certificat est obtenu dans le délai prescrit, la qualité d'élève régulier sera reconnue aux intéressés pour l'année scolaire en cours et le cas échéant, pour les années scolaires antérieures.

§ 3. L'élève dont il est constaté qu'il fréquente irrégulièrement la cinquième année de l'enseignement général, technique, artistique ou professionnel et est élève libre au sens de l'article 2, 9° ou 10°, devra, pour recouvrer la qualité d'élève régulier, obtenir le certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré devant le Jury de la Communauté française avant la fin de cette cinquième année. Si ce certificat est obtenu dans le délai prescrit, la qualité d'élève régulier sera reconnue aux intéressés pour l'année scolaire en cours et le cas échéant, pour les années scolaires antérieures.

§ 4. Le ministre ou son délégué peut, en raison de circonstances particulières et exceptionnelles, et pour des cas individuels, autoriser les élèves visés au § 3 à obtenir le certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré, devant le Jury de la Communauté française, avant la fin de la sixième année de l'enseignement général, technique, artistique ou professionnel. Les élèves concernés conservent la qualité d'élève libre jusqu'à régularisation éventuelle de leur situation.

Si ce certificat est obtenu dans le délai prescrit, la qualité d'élève régulier sera reconnue aux intéressés pour l'année scolaire en cours et le cas échéant, pour les années scolaires antérieures.

§ 5. Dans des cas individuels, le ministre ou son délégué, peut autoriser, après avoir pris l'avis du service général de l'inspection, l'accès à une option de base groupée de la 7^e année organisée au troisième degré de l'enseignement technique de qualification :

a) à un élève qui a terminé avec fruit la 6^e année de l'enseignement secondaire général, technique ou artistique de transition et qui est porteur d'un certificat de qualification délivré à l'issue d'une 6^e année technique ou professionnelle;

b) à un élève qui a terminé avec fruit une 7^e année organisée au troisième degré de l'enseignement secondaire professionnel (7PB) et qui est porteur soit d'un certificat de qualification, soit d'une attestation de compétences complémentaires délivré(e) à l'issue de cette même année.

§ 6. Le ministre ou son délégué peut autoriser l'accès, pour des cas individuels et après avoir pris l'avis du service général de l'inspection, à une option de base groupée de la 7^e année organisée au troisième degré de l'enseignement secondaire technique ou professionnel à un élève porteur soit d'un certificat de qualification, soit d'une attestation de compétences complémentaires délivré(e) à l'issue de cette même année dans une autre option de base groupée.

§ 7. L'avis du service général de l'inspection prévu aux paragraphes 5 et 6 est remis dans les trente jours ouvrables à dater de la réception de la demande. Le défaut d'avis du service général de l'inspection dans le délai prescrit est assimilé à un avis favorable. »

Art. 59. A l'article 58 du même arrêté royal, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 avril 1998 et modifié par le décret du 25 avril 2008, sont apportées les modifications suivantes :

1^o le paragraphe 1^{er}, 1^o, a), est remplacé par ce qui suit :

« a) des conditions d'admission en cinquième année d'études de l'enseignement secondaire technique, artistique ou professionnel; »;

2^o Le paragraphe 1^{er}, 2^o, a), est remplacé par un texte rédigé comme suit :

« a) des conditions d'admission en cinquième année d'études de l'enseignement secondaire professionnel; »;

3^o au paragraphe 3, les mots « de perfectionnement ou de spécialisation sanctionnée par le certificat de qualification ou par le certificat d'enseignement secondaire supérieur et le certificat de qualification » sont remplacés par les mots « visée à l'article 4, § 1^{er}, 5^o, (7PB) »;

4^o l'article 58 est complété par les paragraphes 4 à 7 rédigés comme suit :

« § 4. Dans le régime de la CPU, le ministre ou son délégué, le cas échéant après avoir pris un avis pédagogique du service général de l'inspection, peut, à la demande du chef d'établissement, autoriser l'élève régulier qui a suivi une cinquième année à recommencer la cinquième année dans le cas où le conseil de classe, au vu des éléments repris dans le dossier d'apprentissage CPU et dans le rapport de compétences CPU, estime que l'élève est dans l'incapacité de combler ses lacunes pour obtenir la validation des unités d'acquis d'apprentissage prévues en sixième année, notamment dans le cas de décrochage scolaire, de longues absences ou de lacunes trop importantes.

De même, le ministre ou son délégué, le cas échéant après avoir pris un avis pédagogique du service général de l'inspection, peut, à la demande du chef d'établissement et sur base d'un avis rendu par le Conseil de classe, autoriser l'élève régulier qui a suivi une sixième année dans une option de base groupée dont le profil de certification prévoit qu'elle est organisée en trois ans à recommencer la sixième année dans le cas où le conseil de classe, au vu des éléments repris dans le dossier d'apprentissage CPU et dans le rapport de compétences CPU, estime que l'élève est dans l'incapacité de combler ses lacunes pour obtenir la validation des unités d'acquis d'apprentissage prévues en septième année, notamment dans le cas de décrochage scolaire, de longues absences ou de lacunes trop importantes.

Dans ces cas, l'élève qui recommence son année d'études est considéré comme étant un élève régulier.

§ 5. Dans le régime de la CPU, le ministre ou son délégué peut, à la demande du chef d'établissement, dispenser les porteurs d'attestations de validation d'unités d'acquis d'apprentissage de certains cours et activités.

§ 6. Le ministre ou son délégué peut, à la demande du chef d'établissement, en raison de circonstances particulières et exceptionnelles et pour des cas individuels, autoriser, le cas échéant après avoir sollicité un avis pédagogique du service général de l'inspection, le changement d'une option de base simple entre la cinquième année et la sixième année de l'enseignement secondaire général, pour autant que le volume horaire de la sixième année ne soit pas inférieur à celui de la cinquième année.

§ 7. Le ministre ou son délégué peut, à titre exceptionnel et dans des cas individuels, à la demande du chef d'établissement, autoriser des élèves de cinquième ou de sixième année qui ont obtenu leur reconnaissance par le ministre ayant le sport dans ses attributions, comme élèves sportifs de haut niveau, espoirs sportifs ou partenaires d'entraînement, à remplacer une ou plusieurs options de base simples ou leur option de base groupée par un nombre équivalent de périodes d'entraînement sportif dans le respect des conditions prévues à l'article 4^{ter}, § 3, alinéa 8, 2^o, de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire. »

Art. 60. Dans l'article 59 du même arrêté royal, remplacé par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 2 avril 1998 et 5 mai 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1^o dans les alinéas 1^{er}, 2, 3, 4 et 5, le mot « spécial » est chaque fois remplacé par le mot « spécialisé »;

2^o dans l'alinéa 2, le chiffre « 9 » est remplacé par le chiffre « 11 »;

3^o les alinéas 6 et 7 sont abrogés.

Art. 61. L'article 60 du même arrêté royal est abrogé.

Art. 62. L'article 61 du même arrêté royal, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 juillet 1985 est remplacé par ce qui suit :

« Article 61. Le Gouvernement fixe le modèle des attestations, certificats et brevets délivrés sur base du présent arrêté, à l'exception du rapport de compétences CPU. »

Art. 63. A l'article 63 du même arrêté royal, sont apportées les modifications suivantes :

1^o le point 4^o est remplacé par ce qui suit :

« 4^o de septième année technique: le porteur du diplôme ou du certificat de la quatrième année de perfectionnement ou de spécialisation d'école technique secondaire supérieure; »;

2^o l'article est complété par un 5^o rédigé comme suit :

« 5^o de septième année professionnelle: le porteur du brevet ou du certificat de la quatrième année de perfectionnement ou de spécialisation de l'école professionnelle secondaire supérieure. »

Art. 64. L'article 66 du même arrêté royal est abrogé.

Section V. — Modifications du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance

Art. 65. A l'article 2*bis* du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance, inséré par le décret du 19 juillet 2001, complété par le décret du 26 mars 2009, sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 1^{er}, aux points 2° et 3°, le mot « formation » est chaque fois remplacé par le mot « certification » ;

2° il est inséré un paragraphe 1^{er}/1, rédigé comme suit :

« § 1^{er}/1. Conformément à l'article 2 du décret du 12 juillet 2012 organisant la certification par unités d'acquis d'apprentissage (CPU) dans l'enseignement secondaire qualifiant et modifiant diverses dispositions relatives à l'enseignement secondaire, le Gouvernement définit les options de base groupées et les formations visées au paragraphe 1^{er} qui peuvent être organisées dans le régime de la CPU.

Le Gouvernement définit les modalités spécifiques de la certification par unités d'acquis d'apprentissage pour les formations visées au paragraphe 1^{er}, 2° et 3° ;

3° le paragraphe 2 est modifié comme suit :

a) le mot « formation » est remplacé par le mot « certification » ;

b) l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Si le Gouvernement définit un profil de certification pour cette formation, un certificat de qualification spécifique remplace l'attestation de compétences professionnelles visée à l'alinéa 1^{er}. »

Art. 66. A l'article 2*quinquies*, § 1^{er}, alinéa 2, du même décret, tel qu'inséré par le décret du 19 juillet 2001 et modifié par le décret du 26 mars 2009, les mots « en 7^e année de perfectionnement ou de spécialisation de l'enseignement technique ou en 7^e année de l'enseignement professionnel » sont remplacés par les mots « en 7^e année technique ou en 7^e année professionnelle ».

Art. 67. L'article 6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, remplacé par le décret du 18 mars 1996 et modifié par le décret du 19 juillet 2001 et par le décret du 26 mars 2009, est complété comme suit :

« 4° les jeunes âgés de plus de 21 ans et de moins de 25 ans au 31 décembre, inscrits dans l'enseignement de plein exercice, sous réserve d'avoir conclu :

a) soit un contrat d'apprentissage de professions exercées par des travailleurs salariés ;

b) soit une convention emploi-formation ;

c) soit toute autre forme de contrat ou de convention reconnue par la législation du travail et s'inscrivant dans le cadre d'une formation en alternance qui aura reçu l'approbation du Gouvernement de la Communauté française. »

Art. 68. A l'article 9*bis*, alinéa 1^{er}, du même décret, inséré par le décret du 19 juillet 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots : « a atteint les compétences fixées par le profil spécifique de formation » sont remplacés par les mots : « maîtrise les acquis d'apprentissage fixés par le profil de certification spécifique, ou, à défaut, atteint les compétences fixées par le profil de formation spécifique, visés à l'article 45 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, » ;

2° le mot « spécifique » est inséré entre les mots « certificat de qualification » et les mots « dont le Gouvernement fixe le modèle ».

Art. 69. Dans l'article 9*ter*, § 1^{er}, du même décret, inséré par le décret du 26 mars 2009, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « le profil spécifique de formation » sont remplacés par les mots « le profil de certification spécifique » ;

2° le mot « spécifique » est inséré entre les mots « certificat de qualification » et les mots « dont le Gouvernement fixe le modèle ».

Section VI. — Modification du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice

Art. 70. Dans le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, il est inséré un article 15/1 rédigé comme suit :

« Article 15/1. Au troisième degré de la section de qualification, dans les options de base groupées organisées dans le régime de la CPU, un complément de périodes-professeurs est alloué aux établissements d'enseignement concernés. Ces périodes ne peuvent être utilisées, dans le respect des dispositions statutaires applicables, que pour organiser la remédiation visée à l'article 2, § 2, 4° et 7°, du décret du 12 juillet 2012 organisant la certification par unités d'acquis d'apprentissage (CPU) dans l'enseignement secondaire qualifiant et modifiant diverses dispositions relatives à l'enseignement secondaire. Le Gouvernement en détermine le mode de calcul.

Lorsqu'une nouvelle option entre dans le régime de la CPU en 5^e et 6^e années, les périodes ne sont pas allouées lors de la première année de mise en œuvre. Lors de la deuxième année de mise en œuvre, les périodes ne sont allouées que sur la base de la population de 5^{ème} année des options concernées au 15 janvier précédent. Dès la troisième année de mise en œuvre, les moyens sont alloués sur la base du nombre des élèves de 5^{ème} et de 6^{ème} années des options concernées, à l'exception des élèves inscrits en C3D.

Lorsqu'une nouvelle option entre dans le régime de la CPU en 7^e année, les périodes ne sont pas allouées lors de la première année de mise en œuvre. Dès la deuxième année de mise en œuvre, les périodes sont allouées sur base de la population de la 7^e année des options concernées au 15 janvier précédent, à l'exception des élèves inscrits en C3D. »

Section VII. — Modification de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juin 1993 fixant le répertoire des options de base dans l'enseignement secondaire

Art. 71. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juin 1993 fixant le répertoire des options de base dans l'enseignement secondaire, il est inséré un article 7^{ter} rédigé comme suit :

« Article 7^{ter}. Les membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif dans un cours ou dans une fonction de professeur de CT, PP ou CTPP, dont la charge a compris pendant l'année scolaire qui précède la transformation des cours de CT, PP ou CTPP dans une option de base groupée qui est transformée conformément aux articles 7^{bis}, 14^{bis} et 14^{ter} et qui se voient confier, par le pouvoir organisateur ou le chef d'établissement, un cours de la même spécialité, organisé dans la (ou les) seule(s) option(s) de base groupée(s) nouvelle(s) résultant de la transformation, sont réputés avoir acquis l'expérience utile pour ce cours.

Sous réserve de leur accord, s'ils se voient confier par le pouvoir organisateur ou le chef d'établissement un ou des cours de la même spécialité dans la ou les seules nouvelles options groupées résultant de la transformation, ils sont réputés posséder les titres de capacité pour enseigner ces cours.

Le cas échéant, ils conservent, sous les nouveaux intitulés d'option de base groupée ou de cours, le bénéfice de leur nomination ou de leur engagement à titre définitif sous l'ancien intitulé ainsi que l'échelle barémique qui leur était attribuée avant la transformation si elle est plus favorable que celle à laquelle leurs titres leur donnent droit. »

Section VIII. — Modification du décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire

Art. 72. L'article 2 du décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire, tel que modifié par le décret du 24 juillet 1997, le décret du 19 juillet 2001 et le décret du 4 mai 2005, est complété par un 5° rédigé comme suit :

« 5° proposer au Gouvernement les profils de certification visés aux articles 39, 44 et 45 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre et, conjointement avec le Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé, les profils de certification visés à l'article 47 du même décret.

Pour qu'il puisse accomplir la mission visée au 5°, le Gouvernement lui transmet les profils de formation élaborés par le Service francophone des métiers et des qualifications (SFMQ) dès qu'il les a approuvés. »

Section IX. — Modification de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 1995 organisant certains aspects du programme d'études dans l'enseignement secondaire

Art. 73. L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 1995 organisant certains aspects du programme d'études dans l'enseignement secondaire est abrogé.

Section X. — Modifications du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre

Art. 74. Dans les articles 4, 76, 85 et 93 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, les mots « à horaire réduit » sont chaque fois remplacés par les mots « en alternance ».

Art. 75. A l'article 5 du même décret, complété par le décret du 29 mars 2001, complété par le décret du 29 mars 2001, modifié par les décrets des 27 mars 2002 et du 3 mars 2004, sont apportées les modifications suivantes :

a) les 5° et 6° sont remplacés par ce qui suit :

« 5° « Métier » : un ensemble cohérent d'activités professionnelles réalisées par une personne dans le cadre d'un processus productif;

6° « Activités-clés » : les activités indispensables pour remplir les missions qui sont confiées au travailleur dans le cadre de sa fonction; »;

b) Les 7° à 14°, nouveaux, rédigés comme suit sont insérés entre le 6° et le 8° ancien, devenant 15° :

« 7° « Profil de formation » : le profil composé des unités d'acquis d'apprentissage associées aux activités clés du métier, d'un profil d'évaluation, d'un indice d'appréciation temporelle et d'un profil d'équipement; le profil de formation est élaboré par le Service francophone des métiers et des qualifications et est approuvé par le Gouvernement;

8° « Acquis d'apprentissage » : l'énoncé de ce que l'apprenant sait, comprend et est capable de réaliser au terme d'un processus d'apprentissage; les acquis d'apprentissage sont définis en termes de savoirs, aptitudes et compétences professionnels, au sens de la Recommandation du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2008 établissant le cadre européen des certifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie;

9° « Unité d'acquis d'apprentissage » : l'ensemble cohérent d'acquis d'apprentissage qui peut être évalué ou validé;

10° « Profil d'évaluation » : le profil qui détermine des seuils de maîtrise minimums exigés en vue de la délivrance d'une attestation de compétence ou en vue de servir de référence à l'élaboration des épreuves certificatives;

11° « Points ECVET » (tels que prévus par la Recommandation du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2009 établissant le système européen de crédit d'apprentissages pour l'enseignement et la formation professionnels "European Credit for vocational education and training") : la représentation numérique du poids global des acquis d'apprentissage exigés pour la délivrance d'un certificat de qualification et du poids relatif de chacune des unités par rapport à la certification;

12° « Indice d'appréciation temporelle » : l'indice qui détermine pour chaque activité-clé la durée optimale d'acquisition des savoirs, aptitudes et compétences professionnels qui y sont associés;

13° « Profil d'équipement » : le profil qui détermine l'équipement et l'infrastructure suffisant à la mise en œuvre du profil de formation. L'équipement peut être localisé soit dans l'école soit chez un partenaire et, notamment, dans un Centre de compétence, un Centre de référence, un Centre de technologies avancées, une entreprise;

14° « Profil de certification » : désigne le document de référence visé aux articles 39, 44, 45 et 47, définissant le lien entre une option de base groupée ou une formation et un ou des profil(s) de formation élaboré(s) par le Service francophone des métiers et des qualifications et dûment approuvé(s) par le Gouvernement. »;

c) les 8° à 14° anciens sont renumérotés de 15° à 21°.

Art. 76. L'article 34, alinéa 3, du même décret, est remplacé par ce qui suit :

« La formation qualifiante vise la maîtrise des acquis d'apprentissage fixés par un profil de certification. ».

Art. 77. Dans l'article 35, § 1^{er}, du même décret, modifié par les décrets du 26 avril 1999, du 3 mars 1994 et du 20 juillet 2006, le 3^o est remplacé par ce qui suit :

« 3^o les acquis d'apprentissage minimaux dans une langue moderne autre que le français à l'issue de la section de qualification. »

Art. 78. Dans le même décret, l'intitulé du chapitre V, section 2, est remplacé par ce qui suit :

« Section 2. — Des savoirs, aptitudes et compétences professionnels fixés par les profils de certification et de leur certification à l'issue des Humanités professionnelles et techniques. »

Art. 79. L'article 39 du même décret, modifié par le décret du 8 février 1999, est remplacé par ce qui suit :

« Article 39. Le Gouvernement définit les profils de certification visés à l'article 5, 14^o, applicables à l'enseignement secondaire ordinaire ou spécialisé de forme 4, de plein exercice ou en alternance, sur proposition du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire créé par le décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation dans l'enseignement secondaire, après avoir sollicité l'avis de la Chambre de concertation et d'agrément visée aux articles 30 et suivants de l'Accord de coopération du 27 mars 2009 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant la création du Service Francophone des Métiers et des Qualifications, en abrégé : « S.F.M.Q. ». »

Art. 80. L'article 39bis du même décret, inséré par le décret du 3 mars 2004, est remplacé par le texte suivant :

« Article 39bis. Le profil de certification

1^o spécifie l'intitulé de l'option de base groupée ou de la formation concernée; il précise également la durée en année(s) scolaire(s) sur laquelle est organisée ladite option groupée ou ladite formation, sauf pour les options de l'enseignement en alternance organisées conformément à l'article 2bis, § 1^{er}, 2^o du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance et les formations à un métier organisées dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3;

2^o identifie le ou les profils de formation au(x)quel(s) se réfère l'option de base groupée ou la formation concernée;

3^o détermine le nombre minimum et le nombre maximum de semaines de stage que doivent accomplir les élèves de l'option de base groupée ou de la formation concernée;

4^o détermine le certificat de qualification délivré aux élèves qui maîtrisent les acquis d'apprentissage fixés par le ou les profils de formation concernés : certificat de qualification de 6TQ, certificat de qualification de 6P, certificat de qualification de 7TQ, certificat de qualification de 7P, certificat de qualification spécifique à l'enseignement en alternance organisé conformément à l'article 2 bis, § 1^{er}, 2^o du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance;

5^o indique le positionnement de la certification par rapport au cadre européen des certifications (CEC);

6^o reprend

a) le parcours d'apprentissage décliné en unités reprenant ou regroupant explicitement les unités d'acquis d'apprentissage du ou des profil(s) de formation; ce sont les unités d'acquis d'apprentissage du profil de formation qui font l'objet de la validation;

b) les activités-clés du métier auxquelles les unités se réfèrent;

c) les indications nécessaires pour l'ordre dans lequel les unités doivent être enseignées;

d) les indications temporelles suggérées pour chaque unité;

e) les points ECVET alloués, d'une part, à l'ensemble de l'option de base groupée ou de la formation considérée et, d'autre part, à chacune des unités d'acquis d'apprentissage;

f) les éléments de formation générale nécessaires à l'exercice des compétences professionnelles;

g) le ou les profil(s) d'évaluation;

h) le ou les profil(s) d'équipement.

§ 2. Des groupes de travail sont créés, selon les modalités que fixe le Gouvernement, afin d'élaborer les profils de certification dans le respect du ou des profil(s) de formation concerné(s).

Les groupes de travail sont composés de représentants de l'enseignement secondaire, de l'inspection, du Service de conseil et de soutien pédagogique, des Cellules de conseil et de soutien pédagogique. Les groupes de travail entendent, à titre d'expert, toute personne qu'ils jugent utile.

Les groupes de travail transmettent leurs propositions relatives aux profils de certification, selon le cas, au Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire visé à l'article 16 et/ou, pour les options de base groupées et les formations organisées dans l'enseignement secondaire spécialisé, au Conseil général de concertation de l'enseignement spécialisé visé à l'article 13.

S'ils l'estiment nécessaire, les Conseils généraux amendent ces propositions. Ils transmettent au Gouvernement les propositions telles qu'ils les ont amendées et les propositions originales des groupes de travail. »

Art. 81. L'article 40 du même décret, modifié par le décret du 8 février 1999, est remplacé par ce qui suit :

« Article 40. Jusqu'à ce qu'un profil de certification ait été défini par le Gouvernement conformément aux articles 39, 44 et 45, les établissements d'enseignement secondaire ordinaire concernés continuent de se référer, pour les options de base groupées et les formations qu'ils organisent, aux profils de formation définis antérieurement conformément à l'article 6 du décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire. »

Art. 82. Les articles 41 et 42 du même décret sont abrogés.

Art. 83. Dans l'article 43 du même décret, modifié par le décret du 26 avril 1999, complété par le décret du 3 mars 2004, sont apportées les modifications suivantes :

1^o les mots « profils de formation » sont chaque fois remplacés par les mots « profils de certification »;

2^o à l'alinéa 1^{er}, le point 1^o est remplacé par ce qui suit :

« 1^o le répertoire des options de base groupées, conformément à l'article 24 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice; ce répertoire reprend l'intitulé des options de base groupées et celui du ou des profils de formation élaboré(s) par le Service francophone des Métiers et des Qualifications au(x)quels le profil de certification adosse ces options de base groupées. »;

3° à l'alinéa 2,

a) le point 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° le répertoire des formations à un métier de l'enseignement secondaire spécialisé; ce répertoire reprend l'intitulé des formations à un métier et celui du ou des profils de formation spécifique(s) élaboré(s) par le Service francophone des Métiers et des Qualifications au(x)quels le profil de certification adosse ces formations à un métier. »;

b) au point 2°, le mot « métiers » est remplacé par les mots « formations à un métier ».

Art. 84. L'article 44 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 44. Le Gouvernement, sur proposition du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire visé à l'article 16, détermine des profils de certification spécifiques aux quatrièmes degrés. »

Art. 85. A l'article 45, modifié par le décret du 19 juillet 2001, du même décret,

a) les mots « profils de formation » sont remplacés par les mots « profils de certification »;

b) l'article est complété par les mots : « après avoir sollicité l'avis de la Chambre de concertation et d'agrément visée aux articles 30 et suivants de l'Accord de coopération du 27 mars 2009 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant la création du Service Francophone des Métiers et des Qualifications, en abrégé : « S.F.M.Q. ». »

Art. 86. L'article 46 est abrogé.

Art. 87. A l'article 47 du même décret, modifié par le décret du 3 mars 2004, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa unique devient le paragraphe 1^{er};

2° dans l'alinéa unique devenant paragraphe 1^{er},

a) les mots « profils de formation » sont remplacés par les mots « profils de certification »;

b) les mots « et de forme 4 » sont insérés après les mots « de forme 3 »;

c) le paragraphe est complété par les mots : « , après avoir sollicité l'avis de la Chambre de concertation et d'agrément visée aux articles 30 et suivants de l'Accord de coopération du 27 mars 2009 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant la création du Service Francophone des Métiers et des Qualifications, en abrégé : « S.F.M.Q. ». ».

3° l'article est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit :

« § 2. Jusqu'à ce qu'un profil de certification spécifique ait été défini par le Gouvernement conformément à l'article 47, les établissements concernés continuent de se référer, pour les formations qu'ils organisent, aux profils de formation spécifiques définis antérieurement conformément à l'article 169, 4° du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, sans préjudice de l'article 342, alinéa 1^{er}, du même décret. »

Art. 88. A l'article 49 du même décret, modifié par les décrets des 19 juillet 2001 et 3 mars 2004, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « profils de formation » sont remplacés par les mots « profils de certification »;

2° le mot « 39bis » est abrogé.

Art. 89. A l'article 50 du même décret, modifié par les décrets des 3 mars 2004 et 4 mai 2005, sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « profils de formation visés aux articles 39, 39bis, 44, 45, 47 et 49 » sont remplacés par les mots « profils de certification visés aux articles 39, 44, 45 et 47 »;

2° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « profils de formation visés aux articles 39, 39 bis, 44, 45 et 49 » sont remplacés par les mots « profils de certification visés aux articles 39, 44, 45 et 47 »;

3° au paragraphe 2, alinéa 2, les mots « à acquérir les compétences définies dans les profils de formation visés aux articles 39, 39 bis, 44, 45, 47 et 49 » sont remplacés par les mots « à permettre la maîtrise des acquis d'apprentissage fixés par les profils de certification visés aux articles 39, 44, 45 et 47 »;

4° au paragraphe 2bis

a) les mots « profils de formation spécifiques » sont remplacés par les mots « profils de certification spécifiques »;

b) les mots « l'acquisition des compétences définies dans les profils de formation » sont remplacés par les mots « la maîtrise des acquis d'apprentissage fixés par les profils de certification ».

5° le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« Les programmes d'études proposent des situations d'apprentissage et indiquent des contenus d'apprentissage obligatoires ou facultatifs; les situations d'apprentissage ainsi que les contenus d'apprentissage obligatoires sont ceux que détermine le profil de certification. Ils fournissent des orientations méthodologiques. Les situations et contenus d'apprentissage ainsi que les orientations méthodologiques doivent permettre d'acquérir la maîtrise des acquis d'apprentissage fixés par les profils de certification visés aux articles 39, 44, 45 et 47.

Par dérogation à l'alinéa précédent, pour les options de base groupées ou les formations pour lesquelles le Gouvernement n'a pas encore défini un profil de certification, les programmes se réfèrent aux profils de formation conformément aux articles 40 et 47, § 2 sans préjudice de l'article 342 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé; le programme fournit en tout cas des orientations méthodologiques. »

Art. 90. A l'article 51 du même décret, modifié par le décret du 3 mars 2004, à l'alinéa 1^{er}, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « profils de formation » sont remplacés par les mots « profils de certification »;

2° le mot « 39bis » est abrogé.

Art. 91. A l'article 52 du même décret, modifié par le décret du 3 mars 2004, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er} :

a) les mots « profils de formation » sont remplacés par les mots « profils de certification »;

b) le mot « 39bis » est abrogé.

2° à l'alinéa 2, les mots « profils de qualification visés aux articles 39 et 39bis » sont remplacés par les mots « profils de certification visés à l'article 39 ».

Art. 92. A l'article 53 du même décret, complété par le décret du 3 mars 2004, les mots : « , sans préjudice des articles 39, 44 et 47, » sont insérés entre le mot « peut » et le mot « organiser ».

Art. 93. A l'article 54 du même décret, modifié par le décret du 3 mars 2004, à l'alinéa 1^{er}, 3°, les mots « les compétences définies dans les profils de formation visés aux articles 39, 44, 45, 47 et 49 » sont remplacés par les mots « les acquis d'apprentissage fixés par les profils de certification visés aux articles 39, 44, 45 et 47 ».

Art. 94. Aux articles 56, 57 et 58 du même décret, les mots « profils de formation » sont chaque fois remplacés par les mots « profils de certification ».

L'alinéa 2 de l'article 57 est abrogé.

Art. 95. Dans l'article 95, alinéa 2, du même décret, modifié par le décret du 3 mars 2004, remplacé par le décret du 5 février 2009, les mots « l'autorisation de présenter l'épreuve de qualification, ainsi que » sont abrogés.

Art. 96. A l'article 96 du même décret, modifié par le décret du 3 mars 2004, complété par le décret du 5 février 2009, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 2 :

a) les mots « prise par le Conseil de classe ou d'un refus d'octroi du certificat de qualification pris par le Jury de qualification » sont insérés après les mots « décision d'échec ou de réussite avec restriction »;

b) les mots : « de la décision du refus de présenter l'épreuve de qualification » sont abrogés.

2° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre l'alinéa 3 et l'alinéa 4 :

« L'élève majeur, les parents ou la personne investie de l'autorité parentale de l'élève mineur peuvent aussi, sur demande écrite adressée au chef d'établissement, obtenir, à prix coûtant, copie de toute épreuve constituant le fondement ou une partie du fondement de la décision du Conseil de classe, dans le respect des dispositions du décret du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'administration. »

3° l'alinéa 4 ancien, devenant alinéa 5, est complété par les mots : « ni en obtenir copie »;

4° dans l'alinéa 5 ancien, devenant alinéa 6, les mots « et des décisions des jurys de qualification » sont insérés entre les mots « des décisions des conseils de classe » et les mots « et à favoriser la conciliation des points de vue »;

5° il est inséré un alinéa rédigé comme suit entre l'alinéa 5 ancien, devenant alinéa 6, et l'alinéa 6 ancien, devenant alinéa 8 :

« Le délai minimum d'introduction de la procédure de conciliation interne relative aux décisions du Conseil de classe et aux décisions du Jury de qualification doit être prévu par le pouvoir organisateur mais ne peut être inférieur à deux jours ouvrables après la communication de la décision. »

6° l'alinéa 6 ancien, devenant alinéa 8, est modifié comme suit :

a) les mots « La procédure interne est clôturée » sont remplacés par les mots « Ces procédures internes sont clôturées »;

b) les mots « au plus tard le 25 juin pour les jurys de qualification de juin » sont insérés avant les mots « le 30 juin pour les conseils de classe de juin »;

c) les mots « jurys de qualification et pour les » sont insérés entre les mots « délibération pour les » et les mots « conseils de classe de septembre. ».

7° entre l'alinéa 6 ancien, devenant alinéa 8, et l'alinéa 7 ancien, devenant alinéa 10, il est inséré un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« Dans tous les cas, la procédure de conciliation interne relative à un refus d'octroi du certificat de qualification est clôturée avant que le Conseil de classe se réunisse pour délibérer quant à la réussite de l'année. »

8° à l'alinéa 7 ancien, devenant alinéa 10, les mots « pour le refus d'autoriser à présenter l'épreuve de qualification de janvier et de juin et » sont abrogés.

Art. 97. L'article 98, § 1^{er}, du même décret, modifié par le décret du 8 février 1999, complété par les décrets des 3 mars 2004 et 5 février 2009, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les décisions des Jurys de qualification ne sont pas susceptibles de recours auprès des Conseils de recours visés à l'article 97. ».

Section XI. — Modifications du décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française

Art. 98. Dans l'article 3, modifié par le décret du 11 juillet 2002, complété par les décrets du 12 mai 2004, du 4 mai 2005, du 19 mai 2006, du 2 juin 2006, du 5 juin 2008, du 30 avril 2004 et du 18 mars 2010 est inséré un point 15 rédigé comme suit :

« 15. D'évaluer tous les trois ans les effets produits par la Certification par Unités d'Acquis d'Apprentissage (CPU) sur le système éducatif et, le cas échéant, d'adresser au Gouvernement des propositions visant à améliorer et à développer la CPU.

Pour cette évaluation, la Commission pourra s'appuyer notamment sur :

1° un rapport triennal du Service général de l'Inspection;

2° les indicateurs qui lui seront fournis par les Services du Gouvernement et qui porteront notamment sur le nombre d'élèves certifiés, le taux d'abandons, le nombre d'élèves admis en C3D, le nombre d'élèves poursuivant des études supérieures. »

Section XII. — Modifications du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé

Art. 99. A l'article 4, § 3, du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, sont apportées les modifications suivantes :

1° Le 10° est remplacé par un texte rédigé comme suit :

« 10° métier : ensemble cohérent d'activités professionnelles réalisées par une personne dans le cadre d'un processus productif; ».

2° Il est inséré entre le 10° et le 11° ancien, devenant 16°, les 11° à 15° rédigés comme suit :

« 11° profil de certification : le document visé à l'article 39 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, applicable à l'enseignement spécialisé de forme 4, sauf dans le cas où un profil de certification spécifique visé à l'article 47, § 1^{er}, du même décret et ci-après sub 12°, a été défini.

12° profil de certification spécifique : le document de référence, visé par l'article 47, § 1^{er}, du décret définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre et défini conformément à l'article 169, 4°/1, du présent décret qui :

a) spécifie l'intitulé d'une option de base groupée organisée en forme 4 ou d'une formation organisée en troisième phase en forme 3;

b) précise la durée en années scolaires sur laquelle est organisée l'option de base groupée organisée en forme 4 visée en a);

c) identifie le ou les profils de formation au(x)quel(s) se réfère l'option de base groupée ou la formation considérée;

d) détermine le nombre minimum et le nombre maximum de semaines de stage que doivent accomplir les élèves de l'option de base groupée ou à la formation concernée;

e) reprend

- le parcours d'apprentissage décliné en unités reprenant ou regroupant explicitement les unités d'acquis d'apprentissage du ou des profil(s) de formation; ce sont les unités d'acquis d'apprentissage du profil de formation qui font l'objet de la validation;

- les activités-clés du métier auxquelles les unités se réfèrent;

- les indications nécessaires pour l'ordre dans lequel les unités doivent être enseignées;

- les indications temporelles suggérées pour chaque unité;

- les points ECVET alloués, d'une part, à l'ensemble de l'option de base groupée ou de la formation considérée et, d'autre part, à chacune des unités d'acquis d'apprentissage;

- les éléments de formation générale nécessaires à l'exercice des compétences professionnelles;

- le ou les profil(s) d'évaluation;

- le ou les profil(s) d'équipement.

f) détermine le certificat de qualification spécifique à l'enseignement spécialisé qui est délivré à l'élève s'il maîtrise les acquis d'apprentissage repris au profil de certification;

g) indique le positionnement de la certification par rapport au cadre européen des certifications (CEC).

13° acquis d'apprentissage : désigne ce qu'un élève sait, comprend, est capable de réaliser au terme d'un processus d'apprentissage; les acquis d'apprentissage sont définis en termes de savoirs, d'aptitudes et de compétences, au sens de la Recommandation du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2008 établissant le cadre européen des certifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie.

14° unités d'acquis d'apprentissage : ensemble cohérent d'acquis d'apprentissage susceptible d'être évalué et d'être validé.

15° certification par unités d'acquis d'apprentissage (en abrégé, CPU) : dispositif organisant la certification des savoirs, aptitudes et compétences professionnels en unités d'acquis d'apprentissage. La CPU est organisée dans la section de qualification de l'enseignement secondaire ordinaire ou spécialisé de forme 4 et dans les formations à un métier de la troisième phase de l'enseignement spécialisé de forme 3 conformément au décret du 12 juillet 2012 organisant la certification par unités d'acquis d'apprentissage (CPU) dans l'enseignement secondaire qualifiant et modifiant diverses dispositions relatives à l'enseignement secondaire. »

3° Les 11° et 12° anciens deviennent les 16° et 17°;

4° Le 11° ancien, devenant 16°, est complété par les mots :

« , défini conformément à l'article 169, 4° du présent décret ».

Art. 100. A l'article 54 du même décret, tel que modifié par le décret du 13 janvier 2011, sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 4, les mots « Sa durée variera en fonction de la spécificité du profil de formation visé » sont remplacés par les mots « Sa durée variera en fonction de la spécificité du profil de certification visé, ou, à défaut, du profil de formation visé »;

2° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. A l'issue de la troisième phase, l'élève obtient un certificat de qualification spécifique dans un métier, pour autant qu'il maîtrise les acquis d'apprentissage repris dans un profil de certification spécifique visé à l'article 47, § 1^{er}, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ou, si le profil de certification spécifique n'a pas encore été défini, les compétences reprises dans un profil de formation spécifique visé à l'article 47, § 2, dudit décret. »

Art. 101. A l'article 55 du même décret, modifié par le décret du 20 juillet 2006, sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. La formation dans cette forme d'enseignement est organisée en secteurs professionnels. Ceux-ci engendrent des formations dans des groupes professionnels, qui, eux-mêmes, conduisent à des formations à un métier.

Les modalités de concordance entre les formations dans un secteur professionnel, les formations dans des groupes professionnels et les formations à un métier sont fixées par le Gouvernement. »;

2° l'article est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Le Gouvernement définit les modalités de la certification par unités d'acquis d'apprentissage pour les formations à un métier de la troisième phase, dont il a déterminé qu'elles sont organisées dans ce régime conformément à l'article 4, § 3, du décret du 12 juillet 2012 organisant la certification par unités d'acquis d'apprentissage (CPU) dans l'enseignement secondaire qualifiant et modifiant diverses dispositions relatives à l'enseignement secondaire. »

Art. 102. A l'article 56 du même décret, modifié par le décret du 5 février 2009, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « un secteur » sont remplacés par les mots : « une formation dans un secteur »;

2° à l'alinéa 5, les mots « un métier » sont remplacés par les mots « la formation à un métier »;

3° l'alinéa 6 est abrogé.

Art. 103. A l'article 57, du même décret, le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° la réussite de la troisième phase est sanctionnée par un certificat de qualification spécifique dans un métier conformément à l'article 59.

Ce certificat de qualification spécifique est complété, le cas échéant, par un certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré, délivré par le Conseil de classe aux élèves qu'il juge capables poursuivre leurs études en cinquième année de l'enseignement secondaire professionnel ordinaire; ce certificat est équivalent à celui qui est délivré aux élèves de l'enseignement secondaire professionnel ordinaire conformément à l'article 25, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire. »

Art. 104. L'article 58, du même décret, complété par le décret du 26 mars 2009, est remplacé par ce qui suit :

« Article 58. Au terme de la troisième phase de la forme 3 d'enseignement secondaire spécialisé, la qualification est certifiée en fonction de la maîtrise des acquis d'apprentissage fixés par le profil de certification spécifique visé à l'article 47, § 1^{er}, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

Par dérogation à l'alinéa précédent, pour les formations pour lesquelles un profil de formation n'a pas encore été construit par le Service francophone des métiers et des qualifications et approuvé par le Gouvernement, le certificat de qualification est délivré en référence aux compétences fixées par les profils de formation élaborés conformément à l'article 169, 4°, du présent décret. »

Art. 105. L'article 59 du même décret, modifié par le décret du 20 juillet 2006, est remplacé par ce qui suit :

« Article 59. Au cours de la troisième phase, des épreuves de qualification sont organisées pour sanctionner l'ensemble des savoirs, aptitudes et compétences du profil de certification spécifique ou, à défaut, des compétences du profil de formation spécifique.

Si les épreuves peuvent s'organiser tout au long de la formation, elles doivent néanmoins permettre de vérifier la capacité de l'élève de mobiliser les compétences acquises, le cas échéant à travers une épreuve intégrée et/ou la réalisation d'un travail. Tout ce processus est de la responsabilité de chaque pouvoir organisateur.

Le certificat de qualification spécifique sanctionnant l'ensemble des savoirs, aptitudes et compétences du profil de certification spécifique ou, à défaut des compétences du profil de formation spécifique est délivré par le Jury de qualification.

Dans le régime de la CPU, le Jury de qualification est aussi chargé de valider les unités d'acquis d'apprentissage.

Le Jury de qualification est constitué au début de chaque année scolaire sous la responsabilité du Pouvoir organisateur.

Il est composé du chef d'établissement ou de son délégué, de membres du conseil de classe et de membres extérieurs à l'établissement. Parmi les membres du conseil de classe figurent, obligatoirement, le titulaire de classe, les professeurs de cours techniques et de pratique professionnelle et au minimum un professeur de cours généraux et dans le cadre de l'enseignement en alternance, le coordonnateur et/ou l'accompagnateur du Centre d'Éducation et de Formation en Alternance.

Les membres extérieurs à l'établissement, dont le nombre ne peut dépasser celui des membres du personnel enseignant :

1° sont choisis en raison de leur compétence dans la qualification qu'il s'agit de sanctionner;

2° sont désignés par le pouvoir organisateur ou son délégué.

Le Jury est présidé par le chef d'établissement ou son délégué.

Le Jury de qualification peut déléguer l'évaluation des épreuves de qualification aux membres du personnel enseignant qui ont assuré spécifiquement les apprentissages préparatoires à l'épreuve concernée et quand cela est possible, à un ou plusieurs membres extérieurs à l'établissement. Toutefois, la délivrance du Certificat de qualification relève de la compétence du Jury de qualification.

Dans le régime de la CPU, le Jury de qualification peut déléguer la validation des Unités d'acquis d'apprentissage aux membres du personnel enseignant qui ont assuré spécifiquement les apprentissages de l'Unité d'acquis d'apprentissage concernée et quand cela est possible, à un ou plusieurs membres extérieurs à l'établissement. Toutefois, la délivrance du Certificat de qualification relève de la compétence du Jury de qualification.

Le Jury de qualification fonde ses appréciations sur les informations qu'il est possible de recueillir sur l'élève, notamment :

1° les résultats des épreuves de qualification;

2° les observations collectées lors des stages. »

Art. 106. A l'article 60 du même décret, les mots « tous les » sont remplacés par les mots « le président et au moins deux ».

Art. 107. A l'article 62 du même décret, les mots « des profils de formation » sont remplacés par les mots « des profils de certification ou, à défaut, des profils de formation ».

Art. 108. A l'article 169 du même décret, complété par le décret du 4 mai 2005, sont apportées les modifications suivantes :

1° au 4°, les mots « et 39bis » sont abrogés;

2° il est inséré un point 4°/1 rédigé comme suit :

« 4°/1 Proposer au Gouvernement, conjointement avec le Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire, des profils de certification spécifiques à l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3 et de forme 4, en application de l'article 47 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

Pour qu'il puisse accomplir cette mission, le Gouvernement lui transmet les profils de formation élaborés par le Service francophone des métiers et des qualifications dès qu'il les a approuvés. »

Art. 109. L'intitulé de la section 3 du chapitre XIII du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Section 3. — De la définition des profils de certification spécifiques ».

Art. 110. A l'article 204, alinéa 2, du même décret, les mots « le profil de formation » sont remplacés par les mots « le profil de certification ou, à défaut, le profil de formation ».

Art. 111. Dans le même décret, il est inséré un article 342/1 rédigé comme suit :

« 342/1. Les porteurs du Certificat d'enseignement secondaire inférieur (CESI) équivalant au certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré sont considérés comme porteurs du Certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré de l'enseignement professionnel (CE2D de l'enseignement professionnel). »

*Section XIII. — Modification du décret du 30 juin 2006
relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire*

Art. 112. Dans le décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire, aux articles 6bis, alinéa 1^{er}, 14, § 1^{er}, alinéa 1^{er} et § 2, alinéa 1^{er}, 20, alinéa 1^{er} et 22, alinéa 1^{er}; les mots « 2,6° » sont chaque fois remplacés par les mots « 2, 9° ».

Art. 113. Dans le même décret, aux articles 6, § 2, 3° et 10, § 3, alinéa 2, les mots « 7, 1° » sont chaque fois remplacés par les mots « 2, 12° ».

Art. 114. Dans le même décret, il est inséré un article 10/1 rédigé comme suit :

« Article 10/1 Les périodes du cours d'éducation physique de la formation commune ne peuvent pas être remplacées par des périodes d'entraînement sportif prévues à l'article 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 précité, sauf dérogation accordée par le ministre qui a l'enseignement secondaire dans ses attributions ou son délégué sur base d'un rapport établi par le chef d'établissement. »

CHAPITRE III. — Dispositions finales

Art. 115. L'article 4sexies de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, tel qu'inséré par le décret du 19 juillet 2011 et modifié par le présent décret, est abrogé au 1^{er} septembre 2013 pour ce qui concerne la 5^{ème} année et au 1^{er} septembre 2014 pour ce qui concerne la 6^{ème} année.

Art. 116. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2012 à l'exception de :

1° l'article 11, 2°, alinéa 2, l'article 11, 3°, c), l'article 27, 4° et l'article 57, 4°, en ce qui concerne le nouveau paragraphe 7 inséré dans l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, et l'article 113 qui produisent leurs effets le 1^{er} septembre 2011;

2° l'article 104 qui prend effet au 1^{er} septembre 2013.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 12 juillet 2012.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-D. SIMONET

—
Note

(1) *Session 2011-2012.*

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 373-1. — Amendements de commission, n° 373-2. — Rapport, n° 373-3.

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 12 juillet 2012.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2012 — 2435

[C — 2012/29325]

12 JULI 2012. — Decreet tot regeling van de kwalificatie uitgedrukt in eenheden van leerresultaten (KEL) in het secundair kwalificatieonderwijs en tot wijziging van verschillende bepalingen betreffende het secundair onderwijs (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene regeling inzake kwalificatie uitgedrukt in eenheden van leerresultaten (KEL)*

Artikel 1. In dit hoofdstuk :

1° wordt onder « kwalificatie uitgedrukt in eenheden van leerresultaten » (KEL) verstaan, een stelsel tot regeling van de evaluatie en validatie van de beroepskennis, -vaardigheden en -competenties, uitgedrukt in eenheden van leerresultaten;

2° wordt onder « leerresultaten » verstaan, wat een leerling kent, begrijpt, en kan doen na voltooiing van een leerproces; de leerresultaten worden beschreven in termen van kennis, vaardigheden en competenties in de zin van de aanbeveling van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2008 tot vaststelling van een Europees kwalificatiekader voor een leven lang leren;

3° wordt onder « eenheden van leerresultaten » verstaan, een samenhangend geheel van leerresultaten die kunnen worden geëvalueerd en gevalideerd;

4° wordt onder « kwalificatieprofiel » verstaan, het referentiedocument dat het verband beschrijft tussen een gegroepeerde basisoptie of een opleiding en één of meer opleidingsprofiel(en) vastgesteld door de « Service francophone des métiers et des qualifications (Franstalige Dienst voor Ambachten en Kwalificaties) en door de Regering behoorlijk goedgekeurd, bedoeld in de artikelen 39, 44, 45 of 47 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren.

Art. 2. § 1. Er wordt een stelsel tot regeling van de evaluatie en validatie van de beroepskennis, -vaardigheden en -competenties, uitgedrukt in eenheden van leerresultaten (kortom KEL), ingesteld in het kwalificatieonderwijs, bestaand uit :

1° de afdeling kwalificatie van het gewoon of gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4, ongeacht of ze met volledig leerplan of alternerend is;

2° de opleidingen bedoeld in artikel 2 *bis*, § 1, 2° van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs;

3° de opleidingen voor een beroep van de derde fase van het gespecialiseerd onderwijs van vorm 3.

Dat stelsel past in het beleid inzake een leven lang leren en de strijd tegen het voortijdige schoolverlaten.

§ 2. In het KEL-stelsel, wordt het leerproces gestructureerd in eenheden van leerresultaten.

Op het einde van elk van de eenheden van leerresultaten, wordt, op grond van de evaluatieprofielen opgenomen in de opleidingsprofielen uitgewerkt door de « Service francophone des métiers et des qualifications » (Franstalige Dienst voor Ambachten en Kwalificaties) en opgenomen in de kwalificatieprofielen bedoeld in de artikelen 39, 44, 45 en 47 van het voormelde decreet van 24 juli 1997, een kwalificatie-examen georganiseerd dat bestemd is voor het valideren van de leerresultaten van de betrokken eenheid. De leerlingen die voor dat examen geslaagd zijn, krijgen een attest van validatie van de eenheid van leerresultaten waarvan het model door de Regering wordt vastgesteld.

Art. 3. § 1. In het KEL-stelsel in de derde graad van de kwalificatieafdeling bedoeld in artikel 2, § 1, 1°, volgt een dossier voor het KEL-leerproces, dat de leerling bij het begin van het vijfde of zevende jaar wordt meegegeed, de leerling bij zijn leerproces.

Dat document :

a) vermeldt de doelstellingen van de gemeenschappelijke opleiding en van de kwalificatieopleiding;

b) vermeldt de eenheden van leerresultaten die te valideren zijn;

c) bepaalt de nadere regels en de periodiciteit van de kwalificatie-examens;

d) beschrijft de geleidelijke evolutie van de leerresultaten die reeds verworven zijn of nog te verwerven zijn alsook, in voorkomend geval, de voorgestelde remediëring; dat deel van het document wordt regelmatig onder de verantwoordelijkheid van de klassenraad bijgewerkt.

De Regering bepaalt het model van het dossier van het KEL-leerproces betreffende de bestanddelen bedoeld in het vorige lid, a) en b).

§ 2. Voor de organisatie van een leerproces, houden de inrichtingen rekening met :

a) het kwalificatieprofiel bedoeld in de artikelen 39 en 47, van het voormelde decreet van 24 juli 1997, inzonderheid de eenheden van leerresultaten;

b) de goedgekeurde uurroosters en leerplannen;

c) artikel 54 van het voormelde decreet van 24 juli 1997.

De leerteams van elke inrichting plegen overleg over de nadere regels voor de organisatie van een leerproces.

§ 3. De inrichtingen organiseren, op intern niveau, remediëringsactiviteiten voor leerlingen. Die activiteiten zijn pedagogische voorzieningen voor een onmiddellijke remediëring tijdens het leerproces en/of de remediëringstijden die op bepaalde tijdstippen van het schooljaar worden georganiseerd, bij voorbeeld op het einde van elke eenheid van leerresultaten. De remediëring heeft betrekking zowel op de gemeenschappelijke opleiding als op de kwalificatieopleiding.

De leerteams van elke inrichting plegen overleg over de nadere regels en de tijden besteed aan remediëring.

De aanvullende lestijden/leraar die voor remediëring in het gewoon secundair onderwijs bestemd worden met toepassing van artikel 15/1 van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan kunnen alleen voor de remediëring in het kader van de KEL worden gebruikt, met inachtneming van de toepasselijke statutaire regels.

§ 4. Het vijfde jaar en het zesde jaar of, voor de gegroepeerde basisopties die over drie schooljaren worden georganiseerd, het vijfde, zesde en zevende jaar, vormen een pedagogisch continuüm. De certificatie wordt daar per graad en niet per schooljaar georganiseerd.

Op het einde van het vijfde jaar of, voor de gegroepeerde basisopties die over drie schooljaren worden georganiseerd, op het einde van het vijfde en zesde jaar, krijgen de leerlingen een KEL-competentieverlag. Dat document, dat door de klassenraad wordt opgesteld, maakt de balans op van de competenties die reeds verworven zijn en die nog te verwerven of te vervolmaken zijn en formuleert de suggesties die nuttig zijn voor de optimale voortzetting van de studies.

Op het einde van het zesde jaar of, voor de gegroepeerde basisopties die over drie schooljaren georganiseerd worden, op het einde van het zevende jaar, krijgen de leerlingen dezelfde getuigschriften als de leerlingen waarvan de gegroepeerde optie niet in het KEL-stelsel wordt georganiseerd : kwalificatiegetuigschrift en, naargelang van het geval, getuigschrift van het hoger secundair onderwijs, studiegetuigschrift van het zevende jaar van het technisch secundair onderwijs of studiegetuigschrift van het zesde jaar van het beroepssecundair onderwijs.

§ 5. Op het einde van het zevende jaar, behalve het geval van de zevende jaren bedoeld in § 4, eerste lid, krijgen de leerlingen dezelfde getuigschriften als de leerlingen waarvan de gegroepeerde basisoptie niet in het KEL-stelsel wordt georganiseerd.

§ 6. Op het einde van het zesde jaar of van het zevende jaar, worden de leerlingen die niet één of verschillende van de volgende getuigschriften hebben gekregen : kwalificatiegetuigschrift, getuigschrift van het hoger secundair onderwijs of studiegetuigschrift van het zesde jaar van het beroepssecundair onderwijs, niet toegelaten opnieuw in hun zesde of zevende jaar te beginnen maar worden van ambtswege toegelaten in een aanvullend jaar in de derde kwalificatiegraad (A3G). Elke betrokken inrichting wordt ertoe gehouden het derde A3G te organiseren; daartoe kan ze een overeenkomst sluiten met een andere makkelijk toegankelijke inrichting.

De klassenraad maakt voor hen een geïndividualiseerd aanvullend leerprogramma op dat, naar gelang van het getuigschrift dat ze beogen, hun de mogelijkheid zal verschaffen om de competenties bedoeld in artikel 35 § 1 van het decreet van 24 juli 1997 en/of de leerresultaten opgenomen in de kwalificatieprofielen bedoeld in de artikelen 39 en 44 van het voormelde decreet van 24 juli 1997, te verwerven.

Hij bepaalt de duur van het A3G; hij kan deze duur in de loop van het jaar aanpassen om aan de behoeften te beantwoorden.

Het aanvullend leerprogramma kan bestaan uit :

- a) cursussen en activiteiten van het vijfde, zesde en/of zevende jaar;
- b) cursussen en opleidingsactiviteiten gevolgd in een centrum voor alternerend onderwijs en vorming en in een bedrijf;
- c) specifieke remediëringsactiviteiten die in de inrichting worden georganiseerd;
- d) opleidingen in een centrum voor spitstechnologie;
- e) opleidingen in een competentiecentrum, in het kader van het samenwerkingsakkoord, op 14 juli 2006 gesloten tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de terbeschikkingstelling van voorzieningen in het kader van de herwaardering van het kwalificerend onderwijs.
- f) opleidingen in een Referentiecentrum in het kader van het samenwerkingsakkoord van 1 februari 2007 afgesloten tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Franse Gemeenschap en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de uitrusting ter beschikking gesteld in het kader van de herwaardering van het kwalificerend onderwijs en de samenwerking tussen de Centra voor spitstechnologie en de Beroepsreferentiecentra;
- g) Stages in bedrijven.

De leerling van het A3G die het kwalificatiegetuigschrift en/of het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs niet heeft behaald op het einde van het zesde jaar van het technisch kwalificatieonderwijs of die het kwalificatiegetuigschrift en/of het studiegetuigschrift van het zesde jaar van het beroepssecundair onderwijs niet heeft behaald op het einde van het zesde jaar van het beroepssecundair onderwijs, kan ook worden toegelaten tot het volgen, als vrije leerling, van sommige cursussen van het zevende jaar, met het gunstig advies van de toelatingsraad.

De aanvullende leerprogramma's van de leerlingen van het A3G staan ter beschikking van de algemene inspectiedienst bedoeld in artikel 3 van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs.

§ 7. Met het oog op een betere leerlingenmobiliteit, wordt een paspoort KEL-EUROPASS uitgereikt aan elke leerling, waarin de validaties en getuigschriften die door de leerling gedurende zijn studietijd worden behaald geleidelijk worden verzameld alsook het attest van de relevante ervaringen, dat zijn verworven competenties en potentialen illustreert en documenteert.

§ 8. Elke inrichting die gegroepeerde opties of opleidingen in het KEL-stelsel organiseert, beschikt over een plan voor de toepassing van het KEL-stelsel, opgesteld volgens een door de Regering vast te stellen model

Het plan voor de toepassing van de KEL beschrijft :

- a) de pedagogische organisatie : deze omvat de jaarlijkse kalender van de eenheden van leerresultaten en van de validatieproeven, de organisatie van de teams en van hun werkzaamheden, het beheer van de cursussen van de gegroepeerde optie of van de gemeenschappelijke vorming, het beleid inzake stages met inachtneming van het kwalificatieprofiel, de nadere regels voor de organisatie van de cursussen van de gegroepeerde optie met de gemeenschappelijke vorming, en, in voorkomend geval, het gebruik van de mogelijkheden bepaald in artikel 54 van het voormelde decreet van 24 juli 1997, de organisatie van de kwalificatie-examencommissies;
- b) de remediëringsprocedures : deze bepalen de procedures die worden ingezet gedurende of na de eenheden van leerresultaten en de procedures die, in voorkomend geval, op het einde van de graad worden bepaald, zowel voor de gemeenschappelijke vorming als voor de cursussen van de gegroepeerde optie;
- c) de educatieve, pedagogische en materiële middelen die worden aangewend voor de toepassing van de KEL in de inrichting; deze kunnen de volgende zijn : het overleg en de mede-opbouw, de externe steun (opleidingen, pedagogische adviseurs, competentiecentra, referentiecentra, centra voor spitstechnologie, beroepssectoren,...), het gebruik van de lokalen, de vergelijking tussen de uitrusting die in de inrichting beschikbaar is en de uitrusting die bepaald wordt door het uitrustingsprofiel;
- d) de nadere regels voor de communicatie bestemd voor de leerlingen en de ouders.

Dat toepassingsplan wordt vastgesteld met het leerteam van de inrichting.

Het wordt nadien onderworpen aan de goedkeuring van de Regering, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, van de inrichtende macht, in het gesubsidieerde onderwijs, na voorafgaande raadpleging van het basisoverlegcomité, voor de door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijsinrichtingen, van de plaatselijke paritaire commissie, voor de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde officiële onderwijsinrichtingen of van de ondernemingsraad of, bij ontstentenis daarvan, van het comité voor preventie en bescherming op het werk of, bij ontstentenis daarvan, van de vakbondsafvaardigingen, voor de door de Franse Gemeenschap vrije gesubsidieerde onderwijsinrichtingen.

Het toepassingsplan kan te allen tijde worden gewijzigd of vervangen met inachtneming van dezelfde procedures.

Vanaf één september van het schooljaar waarin de KEL in het vijfde jaar of in het zesde jaar toepasselijk wordt, stellen de in het eerste lid bedoelde inrichtingen hun plan voor de toepassing van de KEL ter beschikking van de algemene inspectiedienst bedoeld in artikel 3 van het voormelde decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst. Ze sturen ook een afschrift aan de bevoegde administratie alsook aan de bevoegde inspectiedienst.

Art. 4. § 1. De kwalificatie in het KEL-stelsel kan alleen worden georganiseerd voor de gegroepeerde basisopties en de opleidingen waarvoor een kwalificatieprofiel werd bepaald overeenkomstig artikelen 39, 44, 45 of 47 van het voormelde decreet van 24 juli 1997.

§ 2. De Regering bepaalt de studierichtingen van de derde graad van de kwalificatieafdeling van het secundair onderwijs en de opleidingen bedoeld in artikel 2 *bis*, § 1, 2°, van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs, die in het KEL-stelsel worden georganiseerd, na het advies te hebben ingewonnen van de algemene overlegraad, voor het gewoon secundair onderwijs, ingesteld door het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs. De betrokken studierichtingen kunnen onder het stelsel van het volledige leerplan en/of van het alternerend onderwijs worden georganiseerd.

§ 3. De Regering bepaalt de studierichtingen van de derde graad van de kwalificatieafdeling van het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4 en de kwalificatieopleidingen van de derde fase van het gespecialiseerd onderwijs van vorm 3, die in het KEL-stelsel worden georganiseerd, na het gemeenschappelijke advies te hebben ingewonnen van de algemene overlegraad, voor het gewoon secundair onderwijs, ingesteld door het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs en van de algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs, ingesteld door het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs.

§ 4. De studierichtingen en de opleidingen bedoeld in de paragrafen 2 en 3 kunnen worden georganiseerd onder het stelsel van het volledige leerplan en/of van het alternerend onderwijs.

Art. 5. De sturingscommissie ingesteld door het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap wordt belast met het evalueren, om de drie maanden, van de gevolgen van de KEL op het onderwijssysteem en, in voorkomend geval, met het voorleggen aan de Regering van de voorstellen tot verbetering en ontwikkeling van de KEL.

Voor die evaluatie zal de Commissie inzonderheid kunnen steunen op :

1° een driejarenverslag dat de voormelde algemene inspectiedienst zal opstellen; dat verslag zal inzonderheid betrekking hebben op :

- a) de wijze waarop de inrichtingen de KEL toepassen;
- b) de geobserveerde gevolgen op de leerlingen op het gebied van motivatie;
- c) de nadere regels en de gevolgen van de georganiseerde specifieke remediëring;
- d) de nadere regels voor de organisatie en de gevolgen van het A3G;

2° de indicatoren die haar zullen worden meegedeeld door de diensten van de Regering en die inzonderheid betrekking zullen hebben op het aantal voor kwalificatie in aanmerking komende leerlingen, het aantal afhakende leerlingen, het aantal in het A3G opgenomen leerlingen, het aantal leerlingen die hogere studies ondernemen.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingsbepalingen*

Afdeling I. — Wijziging van het besluit van de Regent van 31 december 1949 tot coördinatie van de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens

Art. 6. In artikel 6, § 2 van het besluit van de Regent van 31 december 1949 tot coördinatie van de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, wordt 2° vervangen door wat volgt :

« 2° die met vrucht het vijfde leerjaar en het zesde leerjaar van het algemeen, technisch of kunstonderwijs in dezelfde onderwijsvorm en dezelfde studierichting hebben beëindigd, of die met vrucht het zesde leerjaar van het beroepssecundair onderwijs hebben beëindigd alsook het zevende studiejaar van dat onderwijs, georganiseerd met het oog op het uitreiken van het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs, of het nu met volledig leerplan of alternerend is. »

Afdeling II. — Wijziging van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs

Art. 7. Artikel 1 van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs wordt vervangen door wat volgt :

« Artikel 1. § 1. De eerste graad van het secundair onderwijs met volledig leerplan wordt georganiseerd in de vorm van een gemeenschappelijke graad en een gedifferentieerde graad.

§ 2. In de tweede graad en in de derde graad, bestaat het secundair onderwijs met volledig leerplan uit :

1° vier onderwijsvormen :

- a) het algemeen secundair onderwijs;
- b) het technisch secundair onderwijs;
- c) het beroepssecundair onderwijs;
- d) het kunstsecundair onderwijs.

Die onderwijsvormen kunnen bestaan uit gemeenschappelijke cursussen en gemeenschappelijke activiteiten.

2° twee onderwijsafdelingen :

- a) de doorstromingsafdeling, die met de algemene en technologische humaniora overeenstemt;
- b) de kwalificatie-afdeling, die met de beroeps- en technische humaniora overeenstemt.

§ 3. Het algemeen secundair onderwijs wordt in een doorstromingsafdeling georganiseerd.

§ 4. Het technisch secundair onderwijs en het kunstsecundair onderwijs kunnen in twee afdelingen worden georganiseerd :

- 1° de doorstromingsafdeling;
- 2° de kwalificatie-afdeling.

§ 5. Het beroepssecundair onderwijs wordt in een kwalificatie-afdeling georganiseerd. »

Art. 8. In het opschrift van hoofdstuk II van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs, wordt het woord « Rijkssecundair » vervangen door het woord « secundair ».

Art. 9. Artikel 2 van dezelfde wet, zoals gewijzigd bij het decreet van 29 juli 1992, 2 april 1996, 24 juli 1997 en 7 december 2007, wordt vervangen door wat volgt :

« Artikel 2. § 1. Het secundair onderwijs met volledig leerplan bestaat uit twee graden van twee jaren, een derde graad van twee of drie jaren en een vierde graad van twee of drie jaren.

§ 2. In de derde graad van het technisch secundair kwalificatie-onderwijs en van het beroepssecundair onderwijs, kunnen worden georganiseerd :

- 1° een zevende jaar;
- 2° een aanvullend jaar.

§ 3. Na het einde van de derde graad, kunnen worden georganiseerd :

- 1° een jaar tot voorbereiding tot het hoger onderwijs;
- 2° een jaar tot voorbereiding tot het paramedisch hoger onderwijs.

§ 4. Alleen het beroepssecundair onderwijs heeft een vierde graad, aanvullende vierde graad van het beroepssecundair onderwijs genoemd.

Er kan een vierde jaar tot voorbereiding tot het aanvullend beroepssecundair onderwijs – afdeling verpleegzorg - worden georganiseerd tot voorbereiding tot de vierde graad bedoeld in het eerste lid. »

Art. 10. Paragraaf 1 van artikel 4 wordt opgeheven.

Art. 11. In artikel 4 *bis*, eerste lid van dezelfde wet, worden de woorden « In de derde graad » vervangen door de woorden « In het vijfde jaar en het zesde jaar van de derde graad ».

Art. 12. In artikel 4 ter van dezelfde wet, zoals ingevoegd door het decreet van 19 juli 1993, gewijzigd bij de decreten van 10 april 1995, 25 juli 1996, 30 november 2000 en 30 juni 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, wordt het tweede lid vervangen door wat volgt :

« Het uurrooster omvat ook ten minste één enkelvoudige basisoptie met ten minste 4 lestijden per week of één gegroepeerde basisoptie met 7 tot 11 lestijden per week. De verplichting tot het volgen van ten minste een enkelvoudige basisoptie met ten minste 4 lestijden per week is niet van toepassing op de leerling die de cursus wetenschappen met 5 lestijden per week volgt. De leerling die, met toepassing van artikel 12 van de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs, van de cursus moderne taal I wordt vrijgesteld, moet geen andere basisoptie volgen, als hij een cursus wetenschappen met ten minste 5 lestijden volgt. »;

2° paragraaf 2 wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt :

« De inrichtingen zijn er niet toe verplicht één of meer vakken van de verplichte vorming op te nemen in het uurrooster van de leerlingen die een enkelvoudige of gegroepeerde basisoptie volgen waarvan het studieprogramma dat vak(die vakken) van de verplichte vorming opneemt.

De leerlingen-topsporters, -sportbeloften of -trainingspartners, erkend met toepassing van het decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap, kunnen :

1° de lestijden lichamelijke opvoeding van de gemeenschappelijke vorming bedoeld in het eerste lid, 5°, vervangen door een overeenstemmend aantal lestijden sporttraining;

2° één of meer enkelvoudige basisopties of een gegroepeerde basisoptie vervangen door een overeenstemmend aantal lestijden sporttraining, zonder te kunnen afwijken van het eerste lid, 1° tot 4°. »;

3° in paragraaf 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden « In de derde graad » worden vervangen door de woorden « In het vijfde en zesde jaar van de derde graad »;

b) het zesde lid en het zevende lid worden vervangen door twee leden, luidend als volgt :

« Het uurrooster moet, naast de cursus moderne taal bedoeld in het eerste lid, 2°, ten minste twee enkelvoudige basisopties of een gegroepeerde basisoptie omvatten, met 7 tot 11 lestijden per week, uit het repertorium vastgelegd met toepassing van artikel 24, eerste lid, 1°, van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan. De leerlingen die, naast de cursus moderne taal bedoeld in het eerste lid, 2°, een cursus wiskunde met ten minste vier lestijden per week volgen, kunnen echter slechts één enkele andere enkelvoudige basisoptie volgen.

De inrichtingen zijn niet verplicht één of meer vakken van de verplichte vorming op te nemen in het uurrooster van de leerlingen die een enkelvoudige of gegroepeerde basisoptie volgen waarvan het leerplan dat vak/die vakken van de verplichte vorming omvatten. »;

c) de paragraaf wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt :

De leerlingen-topsporters, -sportbeloften of -trainingspartners, erkend met toepassing van het voormelde decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap, kunnen :

1° de lestijden lichamelijke opvoeding van de gemeenschappelijke vorming bedoeld in het eerste lid, 3°, vervangen door een overeenstemmend aantal lestijden sporttraining;

2° één of meer enkelvoudige basisopties of een gegroepede basisoptie vervangen door een overeenstemmend aantal lestijden sporttraining, zonder te kunnen afwijken van het eerste lid, 1° en 2°, en van het tweede lid. »;

4° paragraaf 5 wordt opgeheven.

Art. 13. In artikel 4^{quater} van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 12 juli 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 :

a) worden de woorden « 2e graad » vervangen door de woorden « tweede graad »;

b) in het derde lid, worden de woorden « wordt volledige of gedeeltelijke vrijstelling verleend voor dit deel van de gemeenschappelijke vorming » vervangen door de woorden « zijn de inrichtingen niet verplicht het geheel of een deel van de gemeenschappelijke vorming op te nemen in het uurrooster van de betrokken leerlingen ».

2° in paragraaf 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid, worden de woorden « In de derde graad » vervangen door de woorden « In het vijfde en zesde jaar van de derde graad »;

b) in het derde lid, worden de woorden « wordt volledige of gedeeltelijke vrijstelling verleend voor dit deel van de gemeenschappelijke vorming » vervangen door de woorden « zijn de inrichtingen niet verplicht het geheel of een deel van de gemeenschappelijke vorming op te nemen in het uurrooster van de betrokken leerlingen »;

c) Het vierde lid wordt vervangen door wat volgt :

« Voor de gegroepede basisopties die de Regering vastlegt, na het advies te hebben ingewonnen van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs, ingesteld bij het decreet van 27 oktober 1994 houdende het overleg voor het secundair onderwijs, omvat het uurrooster een vorming wiskunde met ten minste 2 lestijden per week. »;

d) tussen het vierde lid en het vijfde lid wordt een lid, dat het zesde lid wordt, ingevoegd, luidend als volgt :

« Voor alle gegroepede basisopties die de Regering vastlegt, na het advies te hebben ingewonnen van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs, ingesteld bij het voormelde decreet van 27 oktober 1994, omvat het uurrooster een vorming moderne taal. De keuze van de methode om de competenties en kennis te verwerven, ressorteert onder de minister bevoegd voor het secundair onderwijs, voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, en onder de inrichtende macht, voor het gesubsidieerde onderwijs.

Ze kan bestaan uit cursussen die in het uurrooster worden opgenomen, stages in bedrijven, of mobiliteit buiten de Franse Gemeenschap, cursussen voor sociale promotie of een overheidsmedewerker voor vorming.

De Regering stelt de nadere regels vast voor de toepassing van die bepaling. Ze kan ook experimentele stelsels in die zaak organiseren. »;

e) in het vijfde lid, dat het zesde lid is geworden, worden de woorden « wordt vrijstelling verleend voor dit deel van de vorming » vervangen door de woorden : « zijn de inrichtingen niet verplicht het deel van de gemeenschappelijke vorming bedoeld in het vierde en vijfde lid op te nemen in het uurrooster van de betrokken leerlingen. ».

Art. 14. In artikel 4^{quinquies} van dezelfde wet, ingevoegd door het decreet van 12 juli 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 :

a) in het eerste lid, worden de woorden « 2e graad » vervangen door de woorden « tweede graad »;

b) tussen het eerste lid en het tweede lid wordt een lid, dat het derde lid wordt, ingevoegd, luidend als volgt :

« Wanneer het studieprogramma van de gegroepede basisoptie de wetenschappelijke en technologische vorming omvat bedoeld in het eerste lid, 2°, zijn de inrichtingen niet verplicht een deel of een geheel van de gemeenschappelijke vorming op te nemen in het uurrooster van de betrokken leerlingen. »

2° in paragraaf 2 :

a) in het eerste lid, worden de woorden « In de 3e graad » vervangen door de woorden « In het vijfde en zesde jaar van de derde graad »;

b) tussen het eerste lid en het tweede lid, dat het zesde lid wordt, worden vier nieuwe leden ingevoegd, luidend als volgt :

« Voor alle gegroepede basisopties die de Regering vastlegt, na het advies te hebben ingewonnen van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs, ingesteld bij het voormelde decreet van 27 oktober 1994, omvat het uurrooster een vorming moderne taal. De keuze van de methode om de competenties en kennis te verwerven, ressorteert onder de minister bevoegd voor het secundair onderwijs, voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, en onder de inrichtende macht, voor het gesubsidieerde onderwijs.

Ze kan bestaan uit cursussen die in het uurrooster worden opgenomen, stages in bedrijven, of mobiliteit buiten de Franse Gemeenschap, cursussen voor sociale promotie of een overheidsmedewerker voor vorming.

De Regering stelt de nadere regels vast voor de toepassing van die bepaling. Ze kan ook experimentele stelsels in die zaak organiseren.

Wanneer het studieprogramma van de gegroepede basisoptie de wetenschappelijke en technologische vorming bedoeld in het eerste lid, 3° omvat, zijn de inrichtingen niet verplicht dat deel van de gemeenschappelijke vorming geheel of gedeeltelijk op te nemen in het uurrooster van de betrokken leerlingen.

Wanneer het studieprogramma van de gegroepede basisoptie het aanleren van een moderne taal omvat, zijn de inrichtingen niet verplicht dat deel van de gemeenschappelijke vorming op te nemen in het uurrooster van de betrokken leerlingen voor het deel van de vorming bedoeld in het tweede lid. »

Art. 15. Artikel 4 *sexies* van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 19 juli 2011, wordt vervangen door een tekst, luidend als volgt :

« Artikel 4 *sexies*. § 1. Voor de toepassing van dit artikel,

1° wordt onder « kwalificatie uitgedrukt in eenheden van leerresultaten », hierna (KEL) genoemd, verstaan, een stelsel tot regeling van de evaluatie en validatie van de beroepscompetenties, uitgedrukt in eenheden van leerresultaten;

2° wordt onder « eenheden van leerresultaten » verstaan, een samenhangend geheel van leerresultaten die kunnen worden geëvalueerd en gevalideerd;

3° wordt onder « leerresultaten » verstaan, wat een leerling kent, begrijpt, en kan doen na voltooiing van een leerproces; de leerresultaten worden beschreven in termen van kennis, vaardigheden en competenties;

4° wordt onder « leerdossier » verstaan, het aan de leerling meegeleverde document dat :

a) de doelstellingen vermeldt van de algemene vorming en de kwalificerende vorming alsook de eenheden van leerresultaten die te valideren zijn, zoals bepaald door de Regering;

b) de nadere regels en de periodiciteit van de kwalificatieproeven bepaalt;

c) de geleidelijke evolutie van de leerresultaten die door de leerling verworven zijn en nog te verwerven zijn, alsook, in voorkomend geval, de voorgestelde remediëring beschrijft;

5° wordt onder « Project voor de toepassing van de kwalificatie uitgedrukt in eenheden van leerresultaten » verstaan, een tekst die de pedagogische organisatie, de remediëringprocedures, de educatieve, pedagogische en materiële middelen die voor de toepassing van de KEL in een inrichting worden aangewend, beschrijft. Het brengt de voorziene organisatie in overeenstemming met de doelstellingen van de vorming vastgesteld in artikel 54 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren; er wordt een plan voor de opleiding van leerkrachten samen met het project voorgesteld.

§ 2. Er wordt een experimenteel onderwijs in de derde graad van het technisch kwalificatieonderwijs en van het beroepsonderwijs ingesteld.

In de betrokken inrichtingen bestaat die experimentering in de toepassing van verschillende stelsels die moeten leiden tot de invoering van de kwalificatie uitgedrukt in eenheden van leerresultaten in de derde graad van het technisch kwalificatieonderwijs en van het beroepsonderwijs. De experimentering evalueert de relevantie van de in paragraaf 4 bepaalde referentie-systemen en van de keuzen die worden gedaan door de inrichtingen voor de toepassing van de KEL.

§ 3. Het experimenteren van de KEL wordt gedurende de schooljaren 2012-2013 en 2013-2014 voortgezet. Ze betreft de leerlingen die ingeschreven zijn in het vijfde jaar van het gewoon secundair onderwijs in de opties die bepaald zijn in paragraaf 4 gedurende het schooljaar 2012-2013. Ze wordt met dezelfde leerlingen voortgezet tot het einde van hun zesde jaar. Ze betreft ook de leerlingen die hun zesde jaar gedurende de schooljaren 2012-2013 en 2013-2014 moeten overdoen in de betrokken afdelingen.

§ 4. Aan de KEL-experimentering nemen deel, de inrichtingen die, in de derde graad van het gewoon secundair onderwijs, één van de volgende opties organiseren :

1° autotechnicus (technische kwalificatie);

2° automecanici (beroepskwalificatie);

3° esthetica (technische kwalificatie);

4° kapper (beroepskwalificatie).

Voor de opties bedoeld in het eerste lid bepalen de Diensten van de Regering :

a) experimentele vormingsreferentiesystemen die de beroepskennis, -vaardigheden en -competenties die voor het beroep vereist zijn, in eenheden van leerresultaten groeperen;

b) uitrustingsreferentiesystemen, tijdsaanduidingen, experimentele evaluatiestandaards die in de eenheden van leerresultaten worden opgenomen.

§ 5. Voor de leerlingen bedoeld in paragraaf 3, vanaf 1 september 2012, experimenteren de inrichtingen het KEL-proces op de volgende wijze :

1° De betrokken inrichtingen keuren de kwalificatieprofielen bedoeld in artikel 39 van het voormelde decreet, of, bij ontstentenis daarvan, de in § 4 bedoelde experimentele referentiesystemen, goed.

Ze wijzigen hun pedagogische organisatie om de eenheden van leerresultaten die door de in het vorige lid bedoelde documenten worden vermeld.

Ze delen de leerlingen het in § 1 bedoelde leerdossier mee; die dossiers worden regelmatig bijgewerkt onder de verantwoordelijkheid van de klassenraad.

2° Op het einde van elke eenheid van leerresultaten wordt, op grond van de evaluatieprofielen, opgenomen in de vormingsprofielen die worden bepaald door de Franstalige Dienst voor Ambachten en Kwalificaties en opgenomen in de kwalificatieprofielen bedoeld in artikel 39 van het voormelde decreet van 24 juli 1997 of, bij ontstentenis daarvan, op grond van de evaluatiestandaards, opgenomen in de experimentele vormingsreferentiesystemen, één van de kwalificatieproeven bedoeld in artikel 26, § 3, van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs georganiseerd.

3° De bekrachtiging van de studies geschiedt overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs en van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs.

In afwijking van het vorige lid, in de inrichtingen en gegroepeerde basisopties bedoeld in § 4, reiken de kwalificatie-examencommissies, na elk van de kwalificatieproeven bedoeld in 2°, een attest uit voor de validatie van eenheden van leerresultaten in het experimenteel kader waarvan het model door de Regering wordt vastgesteld.

§ 6. Voor de organisatie van het onderwijs in de betrokken opties, gedurende de experimenteerperiode, wijken de inrichtingen af van de artikelen 50 en 52 van het voormelde decreet van 24 juli 1997 en verwijzen ze naar de kwalificatieprofielen bedoeld in artikel 39 van het voormelde decreet van 24 juli 1997 of, bij ontstentenis daarvan, in afwijking van artikel 39 van het voormelde decreet van 24 juli 1997, naar de experimentele opleidingsreferentiesystemen, de tijdsaanduidingen en de experimentele evaluatiestandaards, zoals bepaald in § 4.

§ 7. De inrichtingen bedoeld in § 4 hebben voorrang gedurende het schooljaar 2012-2013 voor de toegang tot het uitrustingsfonds in de betrokken opties, voor de voortgezette opleidingen georganiseerd voor de kwalificatie uitgedrukt in eenheden van leerresultaten en voor de pedagogische begeleiding, die specifiek is voor de KEL, van hun personeel die in het kader van de KEL wordt aangeworven.

§ 8. De inrichtingen bedoeld in § 4 worden ertoe gemachtigd de minister nieuwe uurroosters voor de cursussen van de gegroepeerde basisoptie ter goedkeuring voor te leggen. De door de Franse Gemeenschap georganiseerde inrichtingen doen dit door toedoen van de Algemene Dienst voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs; de gesubsidieerde inrichtingen doen dit door toedoen van het vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten waarbij ze aangesloten zijn of, als ze niet aangesloten zijn bij een orgaan, door toedoen van hun inrichtende macht.

§ 9. In de inrichtingen bedoeld in § 4, gedurende de experimenteerperiode bedoeld in § 3, voor de cursussen in verband met de opties bedoeld in § 4, wordt de inspectiedienst bedoeld in artikel 3, tweede lid, 2°, van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs, ontheven van de opdrachten bedoeld in artikel 6, § 1, eerste lid, 1° en 2° b, van hetzelfde decreet.

In die inrichtingen, gedurende de experimenteerperiode bedoeld in § 3, wordt de betrokken Inspectiedienst, voor de cursussen bedoeld in het vorige lid, belast met :

1° het identificeren van de vooruitgang geboekt dank zij het plaatselijk ingestelde stelsel en de moeilijkheden die door het opvoedingsteam werden ondervonden;

2° het inwinnen van elke informatie die nuttig is voor de evaluatie van het experiment.

Op het einde van de schooljaren 2012-2013 en 2013-2014, maakt de voormelde betrokkene inspectiedienst voor de Regering een globaal verslag op over het inzetten en de resultaten van het experiment.

§ 10. Elke in § 4 bedoelde inrichting maakt een project op voor de toepassing van de kwalificatie uitgedrukt in eenheden van leerresultaten, zoals bepaald in § 1 en toepasselijk vanaf het schooljaar 2012-2013. Dat project zal kunnen worden aangepast gedurende de schooljaren 2012-2013 en 2013-2014 op grond van de behoeften en de bevindingen van het opvoedingsteam.

Het toepassingsproject wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de minister bevoegd voor het leerplichtonderwijs of diens afgevaardigde in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, of de inrichtende macht, in het gesubsidieerd onderwijs, na voorafgaande raadpleging van het basisoverlegcomité, voor de door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijsinrichtingen, de plaatselijke paritaire commissie, voor de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde officiële onderwijsinrichtingen of de ondernemingsraad of, bij ontstentenis daarvan, de vakbondsafvaardigingen, voor de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde vrije onderwijsinrichtingen. »

De inrichtingen bedoeld in het eerste lid houden het project voor de toepassing van de kwalificatie uitgedrukt in eenheden van leerresultaten reeds vanaf 1 september 2012 ter beschikking van voormelde algemene inspectiedienst. »

Art. 16. In dezelfde wet wordt een artikel 4 *septies* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 4 *septies*. - Wat de uurroosters van de gegroepeerde basisopties van de tweede graad en de derde graad en de uurroosters van de zevende jaren die in de derde graad of op het einde ervan worden georganiseerd, betreft :

1° de minister bevoegd voor het secundair onderwijs stelt die vast voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs;

2° de inrichtende machten van het gesubsidieerd onderwijs, in voorkomend geval, door toedoen van hun vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan, leggen die ter goedkeuring voor aan de minister bevoegd voor het secundair onderwijs. »

Art. 17. In artikel 5 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 31 juli 1975 en bij het decreet van 8 februari 1999, wordt paragraaf 2 opgeheven.

Art. 18. In de artikelen 3, 4, 5 en 14 van dezelfde wet, wordt het woord « Koning » telkens vervangen door het woord « Regering ».

Art. 19. In artikel 13, 1°, van dezelfde wet, worden de woorden « de Koning en de Ministers van Nationale Opvoeding, van Nederlandse Cultuur en van Franse Cultuur » vervangen door het woord « Regering ».

Art. 20. In artikel 6 van dezelfde wet, worden de woorden « de Ministers van Nationale Opvoeding, de Minister van Nederlandse Cultuur, de Minister van Franse Cultuur, ieder voor wat hem betreft » telkens vervangen door de woorden « de Regering ».

Art. 21. Artikel 7 van dezelfde wet wordt vervangen door wat volgt :

« De inrichtingen en de internaten die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd, worden door een in de Regering overlegd koninklijk besluit opgericht. ».

Afdeling III. — Wijziging van het koninklijk besluit nr. 49 van 2 juli 1982 betreffende de oprichtings-, behouds- en splitsingsnormen en de berekening van het urenkrediet van het secundair onderwijs van het type I en betreffende de fusie van instellingen en bepaalde personeelsbetrekkingen van de instellingen voor secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II

Art. 22. In artikel 1, tweede lid, van het koninklijk besluit nr. 49 van 2 juli 1982 betreffende de oprichtings-, behouds- en splitsingsnormen en de berekening van het urenkrediet van het secundair onderwijs van het type I en betreffende de fusie van instellingen en bepaalde personeelsbetrekkingen van de instellingen voor secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II, wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 23. In artikel 2, § 1, van hetzelfde koninklijk besluit, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 295 van 31 maart 1984 en bij de decreten van 29 juli 1992 en 19 juli 1993, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de vermelding « 5° » wordt vervangen door de vermelding « 9° »;

2° de woorden « 30 juli 1976 » worden vervangen door de woorden « 29 juni 1984 ».

Art. 24. Artikel 5 van hetzelfde koninklijk besluit, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 438 van 11 augustus 1986, aangevuld door het koninklijk besluit nr. 539 van 31 maart 1987, gewijzigd bij het decreet van 29 juli 1992, vervangen door het decreet van 19 juli 1993, aangevuld door het decreet van 19 juli 2001, wordt vervangen als volgt :

« In de derde graad, onverminderd de toepassing van artikel 5, § 4, van het decreet van 30 april 2009 betreffende de oprichting van subregionale sturingsinstanties en de toekenning van stimuli met het oog op een doeltreffender herverdeling van het aanbod van kwalificatieonderwijs om de territoriale ontwikkeling te bevorderen, zijn ten minste :

1° acht leerlingen vereist voor een enkelvoudige basisoptie of een gegroepeerde basisoptie;

2° acht leerlingen vereist voor een zevende voorbereidingsjaar op het hoger onderwijs of een zevende beroepsjaar bedoeld in artikel 4, § 1, 6°, van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs;

a) ten minste acht leerlingen voor een gegroepeerde basisoptie van het zevende technisch kwalificatiejaar of van het zevende beroepsjaar bedoeld in artikel 4, § 1, 5°, van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs;

b) ten minste zes leerlingen voor de gegroepeerde basisoptie waarvan de leerlingen ten minste één derde van het uurrooster met leerlingen van andere opties volgen;

c) ten minste vier leerlingen voor de gegroepeerde basisoptie waarvan de leerlingen ten minste twee derde van het uurrooster met leerlingen van andere opties volgen;

d) ten minste één leerling voor de gegroepeerde basisoptie waarvan het volledige uurrooster met leerlingen van andere opties wordt gevolgd.

In de derde graad, wanneer een gegroepeerde basisoptie in een inrichting alleen in de vorm van het alternerend secundair onderwijs wordt georganiseerd, onverminderd de toepassing van artikel 5, § 4, van het decreet van 30 april 2009 betreffende de oprichting van subregionale sturingsinstanties en de toekenning van stimuli met het oog op een doeltreffender herverdeling van het aanbod van kwalificatieonderwijs om de territoriale ontwikkeling te bevorderen, zijn ten minste :

1° vijf leerlingen vereist voor een gegroepeerde basisoptie, georganiseerd vanaf het vijfde jaar;

a) ten minste vijf leerlingen voor een gegroepeerde basisoptie van het zevende technisch kwalificatiejaar of van het zevende beroepsjaar bedoeld in artikel 4, § 1, 5°, van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs;

b) ten minste drie leerlingen voor de gegroepeerde basisoptie waarvan de leerlingen ten minste één derde van het uurrooster met leerlingen van andere opties volgen;

c) ten minste één leerling voor de gegroepeerde basisoptie waarvan het volledige uurrooster met leerlingen van andere opties wordt gevolgd. ».

Art. 25. In artikel 14 van hetzelfde koninklijk besluit, zoals laatst gewijzigd door het decreet van 19 juli 2011, wordt paragraaf 4 vervangen door wat volgt :

« § 4. Behalve als de berekening bedoeld in § 1 en in § 2 een gunstiger resultaat geeft, worden voor :

1° het eerste gemeenschappelijke jaar en het tweede gemeenschappelijke jaar : 8 uren per studiejaar toegekend;

2° het derde jaar en het vierde jaar : 4 uren per studiejaar en per onderwijsvorm en onderwijsafdeling toegekend;

3° het vijfde jaar, het zesde jaar en het zevende jaar technisch of beroepsonderwijs : twee uren per studiejaar, per onderwijsvorm en per onderwijsafdeling toegekend. »

Afdeling IV. — Wijziging van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs

Art. 26. Artikel 2 van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 juli 1985 en het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 juli 1996, wordt vervangen door wat volgt :

« Artikel 2. Voor de toepassing van dit besluit :

1° wordt met « secundair onderwijs van het type I » het onderwijs bedoeld dat verstrekt wordt aan de leerlingen die het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs volgen volgens de bepalingen van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs;

2° wordt met « secundair onderwijs van het type II » het onderwijs bedoeld dat verstrekt wordt volgens de regels die nader bepaald worden door de wetten die het middelbaar onderwijs, het technisch onderwijs of het kunstonderwijs regelen;

3° wordt met « secundair onderwijs » onverschillig het secundair onderwijs van het type I of van het type II bedoeld;

4° in het secundair onderwijs van het type II :

a) wordt met « algemeen secundair onderwijs » het middelbaar onderwijs bedoeld, met uitzondering van het derde en het vierde handelsjaar;

b) wordt met « technisch secundair onderwijs » :

- a) het onderwijs bedoeld dat wordt verstrekt in de technische scholen of in de technische afdelingen verbonden aan de inrichtingen voor middelbaar onderwijs;

- b) het onderwijs bedoeld dat wordt verstrekt in het derde en vierde handelsjaar van het middelbaar onderwijs;

- c) « kunstsecundair onderwijs » het onderwijs bedoeld dat wordt verstrekt in de inrichtingen voor kunstonderwijs;

- d) « beroepssecundair onderwijs » het onderwijs bedoeld dat wordt verstrekt in de beroepsscholen of in de beroepsafdelingen verbonden aan de inrichtingen voor middelbaar onderwijs, technisch of kunstonderwijs.

5° wordt met « leerresultaten » bedoeld, wat een leerling kent, begrijpt, en kan doen na voltooiing van een leerproces. De leerresultaten worden beschreven in termen van kennis, vaardigheden en competenties in de zin van de aanbeveling van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2008 tot vaststelling van een Europees kwalificatiekader voor een leven lang leren;

6° wordt met « eenheden van leerresultaten » een samenhangend geheel van leerresultaten bedoeld die kunnen worden geëvalueerd en gevalideerd;

7° wordt met « kwalificatie uitgedrukt in eenheden van leerresultaten » (KEL) een stelsel bedoeld tot regeling van de evaluatie en validatie van de beroepskennis, -vaardigheden en -competenties, uitgedrukt in eenheden van leerresultaten. De KEL wordt georganiseerd overeenkomstig het decreet van 12 juli 2012 tot regeling van de kwalificatie uitgedrukt in eenheden van leerresultaten (KEL) in het secundair kwalificatieonderwijs en tot wijziging van verschillende bepalingen betreffende het secundair onderwijs;

8° wordt met « kwalificatieprofiel » het referentiedocument bedoeld, opgemaakt overeenkomstig artikel 39 *bis* en bedoeld in de artikelen 39, 44, 45 of 47 van het decreet van 24 juli 1997, dat het verband beschrijft tussen een gegroepeerde basisoptie of een opleiding en één of meer opleidingsprofiel(en) vastgesteld door de « Service francophone des métiers et des qualifications (Franstalige Dienst van Ambachten en Kwalificaties) en door de Regering behoorlijk goedgekeurd;

9° wordt met « regelmatig leerling » de leerling bedoeld die voldoet aan de toelatingsvoorwaarden en die ingeschreven is voor alle vakken van een onderwijsvorm, van een bepaalde afdeling of van een bepaalde studierichting en met het doel op het einde van het schooljaar de rechten te bekomen die verbonden zijn aan de bekrachtiging van de studies, de vakken en de werkzaamheden ervan daadwerkelijk er regelmatig volgt;

10° wordt, in het KEL-stelsel, met « regelmatig leerling » de leerling bedoeld die voldoet aan de toelatingsvoorwaarden en die ingeschreven is voor een bepaalde studierichting en er de vakken en de werkzaamheden daadwerkelijk en regelmatig volgt, met het oog op het bekomen van de validatie van de eenheden van leerresultaten en de kwalificatie bepaald voor het einde van de graad;

11° wordt met « vrije leerling » de leerling bedoeld die niet voldoet aan één of meer vereisten van de hierboven vermelde punten 9° of 10°. Hij kan geen aanspraak maken op de bekrachtiging van de studies. Het inrichtingshoofd brengt daar de ouders of de meerderjarige leerling op de hoogte van ofwel door een aangetekend postschrijven ofwel door een schrijven met ontvangstbewijs. De inschrijving van een vrije leerling wordt afhankelijk gemaakt van het gunstig advies van de toelatingsraad van het schooljaar waarin hij wenst zich in te schrijven;

12° wordt met « klassenraad » het college van het bestuurs- en onderwijzend personeel bedoeld, dat belast wordt met de vorming van een bepaalde groep leerlingen. De bevoegdheden en de werking van de klassenraad worden in artikel 21 *bis* bepaald;

13° worden met « toelatingsraad » alle leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel bedoeld die voor elk van de betrokken leerjaren door het inrichtingshoofd belast worden met het beoordelen, overeenkomstig artikel 8, van de toelatingmogelijkheden van de leerlingen tot een onderwijsvorm, tot een afdeling en tot een studierichting.

Die raad vergadert onder voorzitterschap van het inrichtingshoofd of zijn afgevaardigde.

14° wordt met « integratieraad » de Raad bedoeld die bepaald wordt in artikel 16, § 2, van het decreet van 16 mei 2012 betreffende de organisatie van een stelsel voor het onthaal en de scholarisatie van nieuwkomers in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs. Hij wordt door het inrichtingshoofd of diens afgevaardigde voorgezeten en bestaat uit alle leraars die met de overgangsklas worden belast. Voor zover dit mogelijk is, laat hij ten minste één lid van het PMS-centrum aan de beraadslaging deelnemen, wanneer dat lid aan het onthaal, de oriëntatie en de inschakeling van de nieuwkomer heeft deelgenomen.

Om een attest van toelaatbaarheid uit te reiken overeenkomstig artikel 11, §§ 1 en 2, van het decreet betreffende de organisatie van een stelsel voor het onthaal en de scholarisatie van nieuwkomers in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, moet de integratieraad een lid van de examencommissie van de Franse Gemeenschap tellen dat door het college van voorzitters van de verschillende afdeling van die examencommissie wordt voorgedragen.

15° wordt met « raad van beroep » de raad van beroep bedoeld die bepaald is in artikel 97 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

16° wordt met « kwalificatieexamencommissie » de examencommissie bedoeld die belast wordt met het uitreiken van het kwalificatiegetuigschrift en, in het KEL-stelsel, met het valideren van de eenheden van leerresultaten, waarvan de competenties en de werking in artikel 21 ter bepaald zijn.

17° wordt met « KEL-leerdossier », in het KEL-stelsel, het document bedoeld dat bij het begin van het vijfde leerjaar of het zevende leerjaar aan de leerling wordt meegedeeld en dat :

- a) de doelstellingen van de gemeenschappelijke vorming en de kwalificatievorming vermeldt;
- b) de te valideren eenheden van leerresultaten vermeldt;
- c) de aard, de nadere regels en de periodiciteit van de kwalificatieproeven bepaalt;
- d) de geleidelijke evolutie van de leerresultaten die door de leerling reeds bereikt zijn en nog te bereiken zijn, alsook, in voorkomend geval, de voorgestelde remediëring; dat deel van het document wordt regelmatig bijgewerkt onder de verantwoordelijkheid van de klassenraad.

Een afschrift van dat document maakt deel uit van het schooldossier van de leerling.

18° wordt met « KEL-competentieverlag », in het KEL-stelsel, het document bedoeld, dat door de klassenraad wordt opgemaakt en dat de balans opmaakt van de competenties die reeds verworven zijn, de nog te verwerven competenties en de te vervolmaken competenties, en dat suggesties voorlegt die nuttig zijn voor het optimale voortzetten van de studies. Dat verslag wordt opgemaakt :

- a) op het einde van het vijfde jaar alsook, voor de gegroepeerde basisopties die over drie jaar georganiseerd worden, van het zesde jaar;
- b) op het einde van het zesde jaar of van het aanvullende jaar bij de derde graad van de kwalificatie-afdeling, als de leerling niet één van de eindkwalificaties heeft behaald;
- c) gedurende het zesde jaar of het zevende jaar, wanneer de leerling de inrichting verlaat vóór het einde van het schooljaar.

19° wordt met « paspoort KEL-EUROPASS », in het KEL-stelsel, de geleidelijke verzameling bedoeld van de validaties en kwalificaties die door de leerling tijdens zijn studies werden behaald alsook het attest van de relevante ervaringen dat zijn verworven en nog te verwerven kennis, vaardigheden en competenties illustreert en documenteert. Dat document maakt deel uit van het schooldossier en volgt de leerling mee bij verandering van inrichting. Het paspoort wordt de leerling meegedeeld op het einde van zijn studies;

20° wordt met « aanvullend leerprogramma », in het KEL-stelsel, het document bedoeld dat, voor het aanvullende jaar bij de derde graad van de kwalificatieafdeling, de werkzaamheden bepaalt die de leerling moet verrichten met het oog op het bekomen van één of meer van de volgende getuigschriften : studiegetuigschrift van het zesde jaar van het beroepssecundair onderwijs, getuigschrift van hoger secundair onderwijs, kwalificatiegetuigschrift.

Dat programma wordt door de klassenraad opgemaakt, naargelang van de behoeften van de leerling, en kan bestaan uit :

- a) cursussen en werkzaamheden van het vijfde, zesde en/of zevende jaar;
- b) opleidingscursussen en –activiteiten die werden gevolgd in een centrum voor alternerend onderwijs en vorming en in een bedrijf;
- c) specifieke remediëringswerkzaamheden die in de inrichting worden georganiseerd;
- d) opleidingen in een centrum voor spitstechnologie;
- e) opleidingen in een competentiecentrum, in het kader van het samenwerkingsakkoord, op 14 juli 2006 gesloten tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de terbeschikkingstelling van voorzieningen in het kader van de herwaardering van het kwalificerend onderwijs;
- f) opleidingen in een Referentiecentrum in het kader van het samenwerkingsakkoord van 1 februari 2007 afgesloten tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Franse Gemeenschap en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de uitrusting ter beschikking gesteld in het kader van de herwaardering van het kwalificerend onderwijs en de samenwerking tussen de Centra voor spitstechnologie en de Beroepsreferentiecentra;
- g) stages in bedrijven;
- h) voor de leerlingen bedoeld in artikel 16 bis, 1° en 2°, van de cursussen van het zevende jaar die als vrije leerlingen werden gevolgd, met inachtneming van de bepalingen bedoeld in punt 11° hierboven.

Het aanvullende leerprogramma wordt aan de leerling meegedeeld door het inrichtingshoofd of diens afgevaardigde en wordt bij het dossier van de leerling gevoegd.

21° wordt met « de minister » de minister bevoegd voor het secundair onderwijs bedoeld;

22° wordt met « algemene inspectiedienst » de algemene inspectiedienst bedoeld die bepaald is in artikel 3 van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs. »

Art. 27. In artikel 3 van hetzelfde koninklijk besluit, zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 juli 1996, bij de decreten van 30 juni 2006 en 7 december 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) paragraaf 3, 1° wordt vervangen door wat volgt :

« 1° het onderwijs wordt georganiseerd in de vorm van het algemeen onderwijs, het technisch onderwijs, het kunstonderwijs en het beroepsonderwijs; »;

b) paragraaf 5 wordt opgeheven.

Art. 28. In artikel 4 van hetzelfde koninklijk besluit, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 juni 1987 en het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993, vervangen door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 juli 1996, gewijzigd bij het decreet van 30 juni 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) paragraaf 1, 2°, wordt aangevuld met de volgende woorden : « , kortom, 4 HEROR »;

b) paragraaf 1, 3°, wordt aangevuld met de volgende woorden : « kortom, 7 VHO »;

c) in paragraaf 1, worden de punten 4°, 5° en 6° vervangen door :

« 4° een zevende jaar, in de derde graad van het technisch kwalificatieonderwijs, kortom 7TK, met het oog op het behalen van het kwalificatiegetuigschrift of het attest van aanvullende competenties, naargelang de gevolgde gegroepede basisoptie al dan niet beantwoordt aan een kwalificatieprofiel bepaald overeenkomstig artikel 39 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, of, bij ontstentenis daarvan, aan een opleidingsprofiel bepaald overeenkomstig artikel 6 van het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs. De zevende technische jaren waarvan de gegroepede basisoptie niet beantwoordt aan een kwalificatieprofiel (of, bij ontstentenis daarvan, een opleidingsprofiel) worden aanvullende technische jaren genoemd;

5° een zevende jaar in de derde graad van het beroepsonderwijs, kortom, 7BO, ofwel met het oog op het behalen van het getuigschrift van hoger secundair onderwijs en het kwalificatiegetuigschrift, wanneer de gevolgde gegroepede basisoptie beantwoordt aan een kwalificatieprofiel bepaald overeenkomstig artikel 39 van het voormelde decreet van 24 juli 1997, of, bij ontstentenis daarvan, aan een opleidingsprofiel bepaald overeenkomstig artikel 6 van het voormelde decreet van 27 oktober 1994, ofwel van het getuigschrift van hoger secundair onderwijs en het attest van aanvullende competenties, wanneer de gevolgde gegroepede basisoptie niet beantwoordt aan een kwalificatieprofiel of, bij ontstentenis daarvan, aan een opleidingsprofiel

In dat studiejaar, moet ten minste 40 % van het aantal lestijden per week worden besteed aan de algemene, sociale en persoonlijke vorming.

De 7BO's waarvan de gegroepede basisoptie niet beantwoordt aan een kwalificatieprofiel (of, bij ontstentenis daarvan, een opleidingsprofiel) worden « aanvullende zevende beroepsjaren » genoemd.

6° een zevende jaar in de derde graad van het beroepsonderwijs, kortom 7BO, met het oog op het behalen van alleen het getuigschrift van hoger secundair onderwijs; in dat jaar moet ten minste 55 % van het aantal lestijden per week worden besteed aan de algemene, sociale en persoonlijke vorming.

7° in het KEL-stelsel, een aanvullend jaar in de derde graad van de kwalificatieafdeling, kortom A3G. Het wordt in het onderwijs met volledig leerplan of in het alternerend onderwijs georganiseerd voor de regelmatige leerlingen die niet één of meer van de volgende kwalificaties hebben behaald : kwalificatiegetuigschrift, getuigschrift van hoger secundair onderwijs of studiegetuigschrift van het zesde jaar van het beroepssecundair onderwijs.

De cursussen en werkzaamheden in dat aanvullende jaar worden georganiseerd op grond van de behoeften van de leerlingen zoals die vermeld worden in het in artikel 2 bepaalde aanvullende leerprogramma.

In afwijking van artikel 1 omvatten de gehele cursussen en vormingsactiviteiten van dat aanvullende jaar ten minste het equivalent van 20 lestijden van vijftig minuten per week.

8° een stelsel voor het onthaal en de scholarisatie van nieuwkomers, strekkend tot het onthaal, de oriëntatie en de optimale inschakeling van de leerlingen in het secundair onderwijs overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 16 mei 2012 betreffende de organisatie van een stelsel voor het onthaal en de scholarisatie van nieuwkomers in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs. »

d) paragraaf 2 wordt vervangen door een tekst, luidend als volgt :

« § 2. Als leerjaar bedoeld in § 1, 5°, geldt ook, voor het uitreiken van het getuigschrift van hoger secundair onderwijs aan iedere geslaagde van het eerste leerjaar die nog niet houder is van dat getuigschrift, het eerste leerjaar van de vierde graad van het aanvullende beroepssecundair onderwijs, afdeling « verpleegzorg ». »

Art. 29. In artikel 5 van hetzelfde koninklijk besluit, aangevuld door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993, vervangen door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 juli 1996, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 juni 1997, bij de decreten van 30 juni 2006 en 7 december 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 3 wordt vervangen door een tekst, luidend als volgt :

« § 3. De studierichting wordt in de tweede graad bepaald als volgt :

1° in het algemeen secundair onderwijs, door elk van de enkelvoudige basisopties met minstens 4 lestijden per week, behorend tot het repertorium vastgesteld met toepassing van artikel 24, eerste lid, 1°, van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan; in dat kader wordt de cursus wetenschappen met 5 lestijden beschouwd als een enkelvoudige basisoptie voor de leerling die geen andere volgt;

2° in het technisch en kunstsecundair doorstromingsonderwijs en in de kwalificatieafdeling, door de gegroepede basisoptie, behorend tot het repertorium vastgesteld met toepassing van artikel 24, eerste lid, 1° van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan. »

2° paragraaf 4, opgeheven door het decreet van 30 juni 2006, wordt hersteld als volgt :

« § 4. De studierichting wordt, in de derde graad, bepaald,

1° in het algemeen secundair onderwijs, door elk van de enkelvoudige basisopties met minstens 4 lestijden per week, behorend tot het repertorium vastgesteld met toepassing van artikel 24, eerste lid, 1°, van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan; in dat kader wordt de cursus wiskunde met 5 lestijden beschouwd als een enkelvoudige basisoptie;

2° in het technisch en kunstsecundair doorstromingsonderwijs en in de kwalificatieafdeling, door de gegroepede basisoptie, behorend tot het repertorium vastgesteld met toepassing van artikel 24, eerste lid, 1° van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan. »;

3° paragraaf 6 wordt opgeheven;

4° paragraaf 7 wordt vervangen door een tekst, luidend als volgt :

« § 7. In de tweede graad en in de derde graad van het algemeen en technisch secundair doorstromingsonderwijs, kunnen één of meer enkelvoudige basisopties of een gegroepede basisoptie worden vervangen door een overeenstemmend aantal lestijden sporttraining, in de voorwaarden bepaald in artikel 4 ter, § 2 en § 3, van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs.

In de tweede graad en in de derde graad van het technisch secundair doorstromingsonderwijs, kan een gegroepede basisoptie worden vervangen door een overeenstemmend aantal lestijden muziekonderwijs bedoeld in artikel 1, tweede lid, 1°. ».

Art. 30. In artikel 6, tweede lid, van hetzelfde koninklijk besluit, zoals aangevuld door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 mei 1999, wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 31. Artikel 7 van het koninklijk besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 april 1998, wordt opgeheven.

Art. 32. Artikel 8 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 april 1998, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 8. De toelatingsraad bedoeld in artikel 2, 13°, steunt zijn beoordeling op de informatie over de leerling die kan worden ingewonnen. Naargelang van het geval, kan die informatie betrekking hebben op :

1° de vroegere studies;

2° resultaten van proeven die door leraars worden georganiseerd;

3° gegevens die in het schooldossier voorkomen of die door het psycho-medisch-sociaal centrum worden meegedeeld;

4° eventuele gesprekken met de leerling en de ouders. ».

Art. 33. Artikel 9 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 juli 1985 en het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 juli 1996, bij de decreten van 30 juni 2006 en 7 december 2007, wordt opgeheven.

Art. 34. Artikel 10 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 en 20 juni 1994, vervangen bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 juli 1996, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 juni 1997 en 2 april 1998, bij de decreten van 30 juni 2006 en opgeheven bij het decreet van 7 december 2007, wordt hersteld als volgt :

« Artikel 10. De toelating tot elk leerjaar moet gebeuren overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 11 tot 21 van dit besluit en, desgevallend, met inachtneming van het oriëntatietest uitgereikt op het einde van het onmiddellijk lagere studiejaar.

Wordt deze bepaling niet in acht genomen, dan is de leerling vrij in de zin van artikel 2, 11°. »

Art. 35. In artikel 11 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 en 20 juni 1994, vervangen bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 juli 1996, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 juni 1997 en 2 april 1998, bij de decreten van 30 juni 2006, 7 december 2007 en 12 december 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de paragrafen 1 en 2 worden de woorden « van het type I » telkens opgeheven;

2° in de eerste paragraaf, 1°, in de Franse tekst, wordt het woord « au » vervangen door het woord « du ».

Art. 36. In artikel 12 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 en 20 juni 1994, vervangen bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 juli 1996, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 juni 1997 en 2 april 1998, bij de decreten van 30 juni 2006, 7 december 2007 en 12 december 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden « van het type I » worden telkens opgeheven;

b) in 1°, a), worden de woorden « en voor wie het oriënteringsattest de voortzetting van het onderwijs niet beperkt tot het beroepsonderwijs alleen » opgeheven;

c) het 1°, b), wordt vervangen door een tekst opgesteld als volgt :

« b) de regelmatige leerlingen die het vierde leerjaar van het beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan of het vierde leerjaar van het alternerend beroepssecundair onderwijs bedoeld bij artikel 2bis, § 1, 1°, van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs, of de tweede graad van het alternerend beroepssecundair onderwijs of het beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan met vrucht hebben beëindigd. »;

d) in 1°, c), worden de woorden « de toelatingsraad moet evenwel een gunstig advies uitbrengen over de keuze van een studierichting; » geschrapt;

e) punt 1°, d), wordt vervangen door hetgeen volgt :

d) « de houders van het getuigschrift secundair onderwijs van de tweede graad, algemeen, technisch, kunstonderwijs uitgereikt door de Examencommissie van de Franse Gemeenschap voor zover ze van studierichting veranderen; »

f) punt 1°, e), wordt opgeheven;

g) de vroegere punten 1°, f) en 1°, g) worden respectief de punten 1), e), en 1°, f);

h) in het vroegere punt 1°, f), dat 1°, e) wordt, worden de woorden « de toelatingsraad moet evenwel een gunstig advies uitbrengen over de keuze van een studierichting; » opgeheven;

i) punt 2°, a), wordt vervangen door de woorden :

« de regelmatige leerlingen die het derde leerjaar van het secundair onderwijs met volledig leerplan of het derde leerjaar van het alternerend beroepssecundair onderwijs bedoeld bij artikel 2bis, § 1, 1°, van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs met vrucht hebben beëindigd. »;

j) in 2°, b), worden de woorden « de toelatingsraad moet evenwel een gunstig advies uitbrengen over de keuze van een studierichting; » opgeheven;

k) in punt 2°, c), worden de woorden « na ten minste 600 lestijden van het LSO met beperkt leerplan te hebben gevolgd; » vervangen door de woorden « na ten minste een schooljaar in het alternerend secundair onderwijs bedoeld bij artikel 2bis, § 1, 2°, van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend onderwijs te hebben gevolgd en waarbij ze in staat worden geacht hun studies normaal in het vierde leerjaar van het beroepssecundair onderwijs voort te zetten »;

l) het punt 2°, d), wordt vervangen door hetgeen volgt :

« de houders van een getuigschrift secundair onderwijs van de tweede graad, beroepsonderwijs, uitgereikt door de Examencommissie van de Franse Gemeenschap voor zover ze van studierichting veranderen; ».

Art. 37. In artikel 13 van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden « van het type I » telkens opgeheven.

Art. 38. Artikel 15 van hetzelfde koninklijk besluit, zoals gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 30 augustus 1989, bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993, aangevuld bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 juli 1996, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 juni 1997, 2 april 1998 en 5 mei 1999, wordt gewijzigd als volgt :

a) de woorden « van het type I » worden telkens opgeheven;

b) het punt 1° wordt aangevuld met de punten c) en d), luidend als volgt :

« c) de houders van een getuigschrift secundair onderwijs van de tweede graad – algemene studierichting uitgereikt door het secundair onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 met toepassing van artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 juni 1999 tot goedkeuring van het referatodossier van de afdeling « Getuigschrift secundair onderwijs van de tweede graad - Algemene oriëntatie » gerangschikt in het niveau van het hoger secundair onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 ter uitreiking van een getuigschrift dat overeenstemt met het getuigschrift van de tweede graad uitgereikt op het einde van het vierde jaar van het secundair onderwijs met volledig leerplan;

d) de regelmatige leerlingen die met vrucht hun zesde leerjaar hebben beëindigd van het beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan of het alternerend beroepssecundair onderwijs bedoeld bij artikel 2bis, § 1, 1°, van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs. »;

c) het punt 2° wordt opgeheven;

d) het vroegere punt 3° wordt punt 2°;

e) bij het vroegere punt 3° dat punt 2° is geworden, wordt a) aangevuld met de volgende woorden :

« de regelmatige leerlingen die het derde leerjaar van het secundair onderwijs met volledig leerplan of het derde leerjaar van het alternerend beroepssecundair onderwijs bedoeld bij artikel 2bis, § 1, 1°, van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs met vrucht hebben beëindigd; »;

f) in het vroegere 3°, b) dat 2°, b) is geworden, wordt het tweede lid opgeheven;

g) in het vroegere punt 3°, d), dat 2°, d) is geworden, worden de woorden « na ten minste 600 lestijden van het HSO met beperkt leerplan te hebben gevolgd; » vervangen door de woorden « na ten minste een schooljaar in het alternerend secundair onderwijs bedoeld bij artikel 2bis, § 1, 2°, van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend onderwijs te hebben gevolgd en waarbij ze in staat worden geacht hun studies normaal in het vijfde leerjaar van het beroepssecundair onderwijs voort te zetten; ».

Art. 39. In artikel 16 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 30 augustus 1989 en bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 april 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° bij de eerste paragraaf, worden de 1° tot 4° vervangen door wat volgt :

« 1° in het algemeen secundair onderwijs : de regelmatige leerlingen die met vrucht het vijfde jaar van het algemeen secundair onderwijs, in dezelfde studierichting, hebben beëindigd;

2° in het technisch secundair onderwijs : de regelmatige leerlingen die met vrucht, in dezelfde afdeling en studierichting, ofwel het vijfde jaar van het technisch secundair onderwijs met volledig leerplan hebben gevolgd, ofwel het vijfde jaar van het alternerend technisch secundair onderwijs bedoeld bij artikel 2bis, § 1, 1°, van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend onderwijs;

3° in het KEL-stelsel, in het technisch secundair onderwijs : de regelmatige leerlingen die, in dezelfde afdeling en dezelfde studierichting, ofwel het vijfde jaar van het technisch secundair onderwijs met volledig leerplan hebben gevolgd, ofwel het vijfde jaar van het alternerend technisch secundair onderwijs bedoeld bij artikel 2bis, § 1, 1°, van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend onderwijs;

4° in het kunstsecundair onderwijs : de regelmatige leerlingen die met vrucht, in dezelfde afdeling en dezelfde studierichting, het vijfde jaar kunstsecundair onderwijs hebben beëindigd;

5° in het beroepssecundair onderwijs :

a) de regelmatige leerlingen die met vrucht, in dezelfde studierichting of overeenstemmende studierichting, ofwel het vijfde jaar van het beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan hebben beëindigd, ofwel het vijfde jaar van het alternerend beroepssecundair onderwijs bedoeld bij artikel 2bis, § 1, 1°, van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend onderwijs;

b) in het KEL-stelsel, de regelmatige leerlingen die, in dezelfde studierichting of overeenstemmende studierichting, ofwel het vijfde jaar van het beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan hebben gevolgd, ofwel het vijfde jaar van het alternerend beroepssecundair onderwijs bedoeld bij artikel 2bis, § 1, 1°, van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend onderwijs;

c) de regelmatige leerlingen die met vrucht, in een overeenstemmende studierichting, ofwel het vijfde jaar van het technisch secundair kwalificatieonderwijs met volledig leerplan hebben beëindigd, ofwel het vijfde jaar van het alternerend technisch secundair kwalificatieonderwijs bedoeld bij artikel 2bis, § 1, 1°, van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend onderwijs;

d) in het KEL-stelsel, de regelmatige leerlingen die, in dezelfde studierichting of overeenstemmende studierichting, ofwel het vijfde jaar van het technisch secundair kwalificatieonderwijs met volledig leerplan hebben gevolgd, ofwel het vijfde jaar van het alternerend technisch secundair kwalificatieonderwijs bedoeld bij artikel 2bis, § 1, 1°, van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend onderwijs; »

2° in de tweede paragraaf worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden « In afwijking van de bepalingen van § 1 van dit artikel, » worden opgeheven;

b) het woord « onderverdeling » wordt vervangen door het woord « studierichting »;

c) de derde paragraaf wordt opgeheven.

Art. 40. In hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel 16bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 16bis. In het KEL-stelsel worden toegelaten tot het aanvullende jaar op de derde graad van de kwalificatieafdeling, afgekort tot A3G :

1° de regelmatige leerlingen die op het einde van het zesde jaar van het technisch kwalificatieonderwijs het kwalificatiegetuigschrift en/of het getuigschrift hoger secundair onderwijs niet hebben bekomen;

2° de regelmatige leerlingen die op het einde van het zesde jaar beroepsonderwijs het kwalificatiegetuigschrift en/of het studiegetuigschrift van het zesde jaar van het beroepssecundair onderwijs niet hebben bekomen;

3° de regelmatige leerlingen die op het einde van het zevende jaar van het technisch kwalificatieonderwijs het kwalificatiegetuigschrift niet hebben bekomen;

4° de regelmatige leerlingen die op het einde van het zevende jaar van het beroepsonderwijs het kwalificatiegetuigschrift en/of het getuigschrift hoger secundair onderwijs niet hebben bekomen;

5° de leerlingen die, tijdens een vorig schooljaar, gedurende het zesde of het zevende jaar van het technisch kwalificatieonderwijs of van het beroepsonderwijs, één of meerdere eenheden van leerresultaten gevalideerd hebben voor één van deze studiejaar en die de hoedanigheid van regelmatige leerling hebben verloren zonder ze te hebben opnieuw bekleed vóór het einde van het schooljaar. ».

Art. 41. In artikel 17 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 30 augustus 1989 en aangevuld bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 juli 1996, aangevuld bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 januari 1999, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 mei 1999 en 24 augustus 2000, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Paragraaf één wordt vervangen door hetgeen volgt :

« § 1. Onverminderd de bepalingen van artikel 18 en artikel 56bis, § 5, kunnen als regelmatige leerlingen toegelaten worden :

1° tot het zevende jaar bedoeld bij artikel 4, § 1, 4° (7TK) :

a) de regelmatige leerlingen die met vrucht het zesde jaar van het algemeen, technisch of kunstsecundair onderwijs met volledig leerplan of het zesde jaar van het alternerend technisch secundair onderwijs hebben beëindigd, bedoeld bij artikel 2bis, § 1, 1°, van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend onderwijs;

b) de regelmatige leerlingen die met vrucht het zevende jaar van het beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan of het zevende jaar van het alternerend beroepssecundair onderwijs hebben beëindigd, bedoeld bij artikel 2bis, § 1, 1°, van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend onderwijs;

c) de regelmatige leerlingen die met vrucht het zesde jaar van het algemeen, technisch of kunstsecundair onderwijs hebben beëindigd en die later, met toepassing van artikel 58, § 1, of § 2, een kwalificatiegetuigschrift hebben bekomen van het zesde jaar van het technisch of kunstonderwijs, in een studierichting die een overeenstemming vertoont met deze van het zevende jaar;

d) in het KEL-stelsel, de regelmatige leerlingen die, in dezelfde afdeling en studierichting, het vijfde en het zesde leerjaar van het technisch secundair onderwijs met volledig leerplan hebben gevolgd of van het alternerend technisch secundair onderwijs bedoeld bij artikel 2bis, § 1, 1°, van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend onderwijs in een gegroepeerde basisoptie waarvan het kwalificatieprofiel bepaalt dat ze over drie jaren gespreid wordt.

2° tot het zevende jaar bedoeld bij artikel 4, § 1, 5°, (7BB) :

a) de regelmatige leerlingen die met vrucht het zesde jaar van het secundair onderwijs met volledig leerplan hebben beëindigd;

b) de regelmatige leerlingen die met vrucht het zesde jaar van het alternerend technisch of beroepssecundair onderwijs hebben beëindigd, bedoeld bij artikel 2bis, § 1, 1°, van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs;

c) de regelmatige leerlingen die met vrucht het zesde jaar van het beroepssecundair onderwijs hebben beëindigd en die later, met toepassing van artikel 58, § 1, of § 2, een kwalificatiegetuigschrift hebben bekomen van het zesde jaar van het beroepssecundair onderwijs, in een studierichting die een overeenstemming vertoont met deze van het zevende jaar;

d) in het KEL-stelsel, de regelmatige leerlingen die, in dezelfde studierichting, het zesde jaar van het beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan hebben gevolgd of van het alternerend beroepssecundair onderwijs bedoeld bij artikel 2bis, § 1, 1°, van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend onderwijs in een gegroepeerde basisoptie waarvan het kwalificatieprofiel bepaalt dat ze over drie jaren gespreid wordt.

3° tot het zevende jaar bedoeld bij artikel 4, § 1, 6°, (7BC) :

a) de regelmatige leerlingen die met vrucht het zesde jaar van het beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan hebben beëindigd;

b) de regelmatige leerlingen die met vrucht het zesde jaar van het alternerend beroepssecundair onderwijs hebben beëindigd zoals bedoeld bij artikel 2bis, § 1, 1°, van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend onderwijs;

2° bij paragraaf 2 wordt het woord « 7VSO » ingelast op het einde van de zin.

Art. 42. Artikel 18 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 juni 1987, bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 30 augustus 1989, vervangen bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 en bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 juli 1996, aangevuld bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 januari 1999, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 augustus 2000, wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Artikel 18. De Regering rangschikt de verschillende gegroepeerde basisopties ingericht in de zevende leerjaren van de derde graad van het technisch kwalificatieonderwijs en van het beroepsonderwijs in opties :

1° waartoe de toegang beperkt wordt tot de leerlingen die houder zijn van een specifiek kwalificatiegetuigschrift dat ze bepaalt;

2° waartoe de toegang beperkt wordt tot de leerlingen die houder zijn van een van de kwalificatiegetuigschriften dat ze bepaalt;

3° waartoe de toegang open is voor alle leerlingen die voor een zesde jaar van het secundair onderwijs met volledig leerplan geslaagd zijn.

Ook bepaalt de Regering de gegroepeerde basisopties die toegankelijk zijn voor de leerlingen die met vrucht een zesde studiejaar hebben beëindigd van het technisch doorstromingsonderwijs, in functie van het repertorium van opties opgenomen in de bijlage I bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 juni 1993 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende het repertorium van de basisopties in het secundair onderwijs.

Tevens bepaalt de Regering de gegroepeerde basisopties die toegankelijk zijn voor de leerlingen die met vrucht een zesde studiejaar hebben beëindigd van het technisch kwalificatieonderwijs of beroepsonderwijs in een optie opgenomen in de bijlage II bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 juni 1993 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende het repertorium van de basisopties in het secundair onderwijs die niet tot de uitreiking van een kwalificatiegetuigschrift bedoeld bij artikel 26 leiden. ».

Art. 43. Artikel 19 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 juli 1985, bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 en aangevuld bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 juli 1996, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 maart 2000, aangevuld bij het decreet van 13 januari 2011, wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 19. § 1. Worden onderworpen aan het gunstige advies van de Toelatingsraad, voor de toelating tot het vierde leerjaar, met inbegrip van het heroriëntatiejaar :

a) de overgang van een onderwijsvorm naar een andere;

b) de overgang van een studierichting van het technisch, kunst- of beroepsonderwijs naar een studierichting van dezelfde onderwijsvorm die tot een andere sector behoort zoals bepaald in artikel 13, § 1, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 31 augustus 1992 ter uitvoering van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan;

c) de overgang van een afdeling van het secundair onderwijs van het type II naar een richting van het secundair onderwijs van het type I;

d) de keuze van een studierichting in de gevallen bedoeld bij artikel 12, 1°, c, en 2°, b), en c), van dit besluit.

§ 2. Worden onderworpen aan het gunstige advies van de Toelatingsraad, voor de toelating tot het vijfde jaar :

1° de overgang van het algemeen onderwijs naar de kwalificatieafdeling;

2° de overgang van het technisch onderwijs of het kwalificatiekunstonderwijs naar het algemeen onderwijs;

3° de overgang van een studierichting van het technisch, kunst- of beroepsonderwijs naar een studierichting van dezelfde onderwijsvorm die tot een andere sector behoort zoals bepaald in artikel 13, § 1, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 31 augustus 1992 ter uitvoering van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan;

4° de overgang van een afdeling van de hogere cyclus van het secundair onderwijs van het type II naar een studierichting van het secundair onderwijs van het type I;

5° de keuze van een studierichting in de gevallen bedoeld bij artikel 15, 2°, *b)* en *d)*, van dit besluit.

§ 3. Worden daarenboven onderworpen aan het gunstige advies van de Toelatingsraad : de overgang van een derde, vierde of vijfde jaar, van elke onderwijsvorm of studierichting naar een richting van muziekstudies ingericht in een inrichting voor kunstonderwijs. »

Art. 44. In artikel 20 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 30 augustus 1989 en het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993, vervangen bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 juli 1996, aangevuld bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 april 1998, gewijzigd bij de decreten van 30 juni 2006 en 7 december 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf twee wordt hersteld als volgt :

« § 2. De overgang van het aanvullende jaar ingericht op het einde van het tweede jaar van de eerste graad van het secundair onderwijs naar het derde jaar van het beroepssecundair onderwijs wordt toegelaten tot 15 januari voor zover de leerling niet reeds het voorwerp was gedurende het schooljaar van een van de overdrachten bedoeld bij artikel 15, § 3 en § 4, van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs. »;

2° in paragraaf 3, 1°, worden de woorden « alsook de overgang van het bijkomend jaar ingericht op het einde van het tweede jaar van de eerste graad van het secundair onderwijs naar het derde jaar van het beroepssecundair onderwijs » opgeheven;

3° in paragraaf 3, 2°, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het woord « oktober » wordt door het woord « november » vervangen;

b) het punt *c)* wordt vervangen door hetgeen volgt : « *c)* op het niveau van het zevende jaar ingericht in de derde graad van het secundair onderwijs. »;

4° in paragraaf 5 wordt het woord « oktober » vervangen door het woord « november ».

Art. 45. In artikel 21 van hetzelfde koninklijk besluit, vervangen bij het besluit van de Regering van 24 april 1995, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 15 juli 1996, het besluit van de Regering van 2 april 1998 en het decreet van 7 december 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt opgeheven;

2° de vroegere paragrafen 2 en 3 worden de paragrafen 1 en 2;

3° in de vroegere paragraaf 2, die nu paragraaf 1 is geworden, worden de woorden « of onderwijsonderafdeling » vervangen door de woorden « van onderwijs of in een andere studierichting. ».

Art. 46. In Hoofdstuk III van hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel *21bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *21bis*. § 1. De Klassenraad bedoeld bij artikel 2, 12°, wordt belast met de evaluatie van de opleiding van de leerlingen, hen met raad bij te staan, hun oriëntatiekeuzen te vergemakkelijken en desgevallend, een remediëeringsplan op te stellen en hun overgang naar het hogere jaar uit te spreken.

In het KEL-stelsel wordt de Klassenraad ook belast met het zorgen voor het regelmatige bijstellen van het KEL-leerdossier, het uitreiken van een KEL-competentieverslag, het opstellen van het programma voor aanvullende KEL-leeropleidingen bedoeld bij artikel 2, 20°.

De klassenraad bevat het inrichtingshoofd of zijn afgevaardigde, dat (die) de Klassenraad voorziet, en alle leden van het onderwijzend personeel belast met de leerling. Een lid van het psycho- medisch-sociaal-centrum alsook de betrokken opvoeders en werkplaatsleiders kunnen er met raadgevende stem aan deelnemen.

§ 2. De bekrachtiging van de studies die leiden tot de bekwaamheidsbewijzen bedoeld bij de artikelen 23, 24, 25, 26, § 4 en § 5, en *26bis*, behoort tot de bevoegdheid van de Klassenraad.

§ 3. De Klassenraad steunt voor zijn beoordelingen op de inlichtingen die mogelijk over de leerling ingewonnen kunnen worden. Deze inlichtingen kunnen namelijk betrekking hebben op :

1° de vorige studies;

2° de uitslag van proeven ingericht door leraren;

3° de elementen van het schooldossier of medegedeeld door het psycho-medisch-sociaal centrum;

4° de mogelijke onderhouden met de leerling en de ouders;

5° de uitslag van kwalificatieproeven.

§ 4. De attesten en getuigschriften bedoeld bij de artikelen 23, 24, 25 en 26, § 4 en § 5 worden ook uitgereikt in uitvoering van een beslissing van de Beroepsraad bedoeld bij artikel 2. »

Art. 47. In hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel *21ter*, luidend als volgt, ingevoegd :

« Artikel *21ter*. § 1. De Examencommissie bedoeld bij artikel 2, 16°, wordt belast met het uitreiken van het kwalificatiegetuigschrift en, in het KEL-stelsel, de validatie van eenheden van leerresultaten. De bekrachtiging van de studies bedoeld bij artikel 26, § 1 en § 2, behoort tot de bevoegdheid van de Kwalificatie-examencommissie.

§ 2. De Kwalificatie-examencommissie wordt samengesteld uit het inrichtingshoofd of zijn afgevaardigde, de leden van het onderwijzend personeel belast met de kwalificerende opleiding of die geassocieerd worden met deze en uit leden buiten de inrichting.

De leden buiten de inrichting, waarvan het aantal niet het aantal leden van het onderwijzend personeel mag overschrijden :

1° worden gekozen als gevolg van hun bevoegdheid voor de kwalificatie die bekrachtigd moet worden;

2° worden aangesteld op het begin van het vijfde of zevende jaar door de inrichtende macht of haar afgevaardigde.

De Examencommissie wordt door het inrichtingshoofd of zijn afgevaardigde voorgezeten.

Dit proces ressorteert onder de verantwoordelijkheid van iedere inrichtende macht.

§ 3. De Kwalificatie-examencommissie kan de evaluatie van de kwalificatieproeven, bedoeld bij artikel 26 van dit besluit, afvaardigen aan de leden van het onderwijzend personeel die specifiek voor het leerproces dat voorbereidt op de betrokken proef hebben gezorgd en wanneer dit mogelijk is, aan één of meerdere leden buiten de inrichting. Nochtans behoort het uitreiken van het Kwalificatiegetuigschrift tot de bevoegdheid van de Kwalificatie-examencommissie.

In het KEL-stelsel kan de Kwalificatie-examencommissie de validatie van de Eenheden van leerresultaten afvaardigen aan leden van het onderwijzend personeel die specifiek voor het leerproces van de betrokken eenheid van leerresultaten hebben ingestaan en wanneer dit mogelijk is, aan één of meerdere leden buiten de inrichting. Nochtans behoort het uitreiken van het Kwalificatiegetuigschrift tot de bevoegdheid van de Kwalificatie-examencommissie.

§ 4. De Kwalificatie-examencommissie steunt voor haar beoordelingen op de inlichtingen die over de leerling kunnen worden ingewonnen, inzonderheid :

1° de uitslag van de kwalificatieproeven;

2° de waarnemingsinformatie ingewonnen tijdens de stages;

3° in het KEL-stelsel, andere elementen vervat in het KEL leerdossier bedoeld bij artikel 2, 17°. »

Art. 48. In artikel 22 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 juni 1987, het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 30 augustus 1989, de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993, 15 juli 1996 en bij het decreet van 26 maart 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het punt 1° worden de woorden « de eerste graad van het secundair onderwijs van het type I alsook » opgeheven;

b) in de punten 1° en 2° worden de woorden « van het type I » telkens opgeheven;

c) in het punt 3° worden de woorden « de vijfde en zevende vervolmakings- en/of specialisatiejaren van het secundair onderwijs van het type I » vervangen door de woorden « de vijfde en zevende jaren bedoeld bij artikel 4, § 1, 4°, (7KT) »;

d) in het punt 4° worden de woorden « en 6° van het secundair onderwijs van het type I » vervangen door de woorden « (7BB) en 6° (7BC) »;

e) er wordt een punt 5° en een punt 6° ingevoegd, luidend als volgt :

« 5° in het KEL-stelsel, het vijfde en zesde jaar van het technisch kwalificatieonderwijs, als, indien hij geslaagd is voor het geheel van de opleiding, hij in staat wordt geacht zijn studies voort te zetten in minstens één van de hogere onderwijsvormen met volledig leerplan.

6° in het KEL-stelsel, het vijfde en zesde jaar van het beroepsonderwijs dat hij gevolgd heeft in dezelfde studierichting of in een overeenstemmende studierichting of het vijfde jaar van het technisch onderwijs en het zesde jaar van het beroepsonderwijs dat hij gevolgd heeft in een overeenstemmende studierichting, indien hij aan het geheel van de opleiding van deze twee jaren voldaan heeft. »

2° in paragraaf 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden « Voor de opties » worden vervangen door de woorden « Voor de gegroepeerde basisopties »;

b) de woorden « die overeenstemmen met een opleidingsprofiel bepaald overeenkomstig artikel 6 van het decreet van 27 oktober 1994 » worden vervangen door de woorden « die overeenstemmen met een kwalificatieprofiel bedoeld bij artikel 5, 14°, van het voornoemde decreet van 24 juli 1997 of, bij gebrek eraan, met een opleidingsprofiel bepaald overeenkomstig artikel 6 van het decreet van 27 oktober 1994. »

3° in paragraaf 3 worden de woorden « van het type I » opgeheven;

4° in paragraaf 4 worden de woorden « vanaf het schooljaar 1994-1995, » en de woorden « van het type I » opgeheven.

Art. 49. In artikel 23 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 juli 1985, het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 30 augustus 1989, de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993, 20 juni 1994, 24 april 1995, 2 april 1998, bij de decreten van 30 juni 2006 en 7 december 2007, worden de volgende wijzigingen aan paragraaf 1 aangebracht :

1° de woorden « , zesde en zevende » en « van het type I » worden opgeheven;

2° de woorden « door een oriëntatieattest behoudens als de studies bekrachtigd worden overeenkomstig artikel 24, § 2, en § 3, en van artikel 25, § 2 » worden vervangen door de woorden « door een van de oriëntatieattesten bedoeld bij § 2 van dit artikel met uitzondering van het derde beroepsjaar bedoeld bij artikel 22, § 3, en van de studiejaren ingericht in het KEL-stelsel. »;

3° de paragraaf wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt :

« Het zesde en zevende studiejaar van het secundair onderwijs worden bekrachtigd met het oriëntatieattest bedoeld bij § 2, 3° of overeenkomstig de bepalingen van artikel 24 en artikel 25, § 2.

In het KEL-stelsel :

a) Het vijfde studiejaar van het secundair onderwijs wordt bekrachtigd met het KEL-competentieverlag bedoeld bij artikel 2, 18°;

b) Het zesde en zevende studiejaar van het secundair onderwijs worden bekrachtigd overeenkomstig de bepalingen van artikel 24, § 1, § 2 en § 3, artikel 25, § 2, 2° of met het KEL-competentieverlag bedoeld bij artikel 2, 18°, samen met een oriëntatieattest naar het aanvullende jaar op de derde graad van de kwalificatieafdeling (A3G).

In afwijking van punt b), wanneer de inrichting van de gegroepeerde basisoptie over drie jaren verdeeld wordt, wordt het zesde studiejaar van het secundair onderwijs met het KEL-competentieverlag bedoeld bij artikel 2, 18°, bekrachtigd.

Het aanvullende jaar bij de derde graad van de kwalificatieafdeling wordt bekrachtigd overeenkomstig de bepalingen van artikel 24, § 4, van artikel 25, § 3, van artikel 26, § 2, 4°. »

Art. 50. Artikel 24 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 juli 1985 en 1 juni 1987, de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993, 24 april 1995, 15 juli 1996 en bij het decreet van 7 december 2007, wordt door hetgeen volgt vervangen :

« Artikel 24. - § 1. Het studiegetuigschrift van het zesde jaar van het beroepssecundair onderwijs wordt aan de regelmatige leerlingen uitgereikt die genoemd jaar met vrucht hebben beëindigd.

§ 2. In het KEL-stelsel wordt het studiegetuigschrift van het zesde jaar beroepssecundair onderwijs (SG6B) aan de regelmatige leerlingen uitgereikt die, na een zesde jaar van het beroepssecundair onderwijs, aan het geheel van de opleiding van de vijfde en zesde studiejaar hebben voldaan.

§ 3. Op het einde van het zevende jaar bedoeld bij artikel 4, § 1, 4°, (7KT) wordt het studiegetuigschrift van het zevende jaar van het secundair onderwijs (SG7T) aan de regelmatige leerlingen uitgereikt die met vrucht het in aanmerking genomen jaar hebben beëindigd.

§ 4. In het KEL-stelsel, wordt het studiegetuigschrift van het zesde jaar beroepssecundair onderwijs bedoeld bij § 2 uitgereikt op ieder ogenblik van het jaar aan de regelmatige leerlingen die, naast hun voldoening aan de voorwaarden respectief bepaald bij artikel 16bis, 2°, 3° en 5°, geheel of gedeeltelijk, het aanvullende jaar bij de derde graad van de kwalificatieafdeling (A3G) hebben gevolgd.

Art. 51. In artikel 25 van hetzelfde koninklijk besluit, vervangen bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 april 1995 en 15 juli 1996, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 april 1998, aangevuld bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 januari 1999, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 augustus 2000 en bij het decreet van 25 april 2008, wordt de volgende wijziging aangebracht :

Paragraaf 2 wordt vervangen door hetgeen volgt :

1° « § 2. Het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs wordt uitgereikt aan de regelmatige leerlingen :

1° die met vrucht de laatste twee jaren van het algemeen, technisch of kunstsonderwijs, in dezelfde onderwijsvorm, in dezelfde afdeling en dezelfde studierichting hebben beëindigd;

2° die, in het KEL-stelsel, het vijfde en het zesde jaar van het technisch kwalificatiesecundair onderwijs in dezelfde onderwijsvorm hebben beëindigd en die voldaan hebben aan het geheel van de opleiding van het vijfde en zesde jaar; »;

3° die met vrucht het zevende studiejaar bedoeld bij artikel 4, § 1, 5°, (7BB) of het zevende studiejaar bedoeld bij artikel 4, § 1, 6°, (7BC) hebben gevolgd, na met vrucht het zesde studiejaar van het beroepssecundair onderwijs of het zesde studiejaar van het alternierend secundair onderwijs zoals bedoeld bij artikel 2bis, § 1, 1°, van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternierend onderwijs te hebben beëindigd;

4° die, alhoewel ze niet houder zijn van genoemd getuigschrift, met vrucht het eerste jaar van de vierde graad van het aanvullend beroepssecundair onderwijs, afdeling « verpleegkundige zorgverlening », hebben beëindigd, na met vrucht het zesde studiejaar van het beroepssecundair onderwijs of het zesde beroepsjaar van het alternierend onderwijs zoals bepaald bij artikel 2bis, § 1, 1°, van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternierend secundair onderwijs te hebben beëindigd; »;

2° paragraaf 3 wordt hersteld als volgt :

§ 3. In het KEL-stelsel wordt :

1° het getuigschrift hoger secundair onderwijs bedoeld bij artikel 25, § 2, 2°, wat ook het ogenblik van het schooljaar is, aan de regelmatige leerlingen uitgereikt, die aan de voorwaarden bepaald bij artikel 16bis, 1° of 5° voldaan hebben, en die geheel of gedeeltelijk het aanvullende jaar hebben gevolgd ingericht op de derde graad van de kwalificatieafdeling en die aan de voorwaarden van artikel 22, § 1, 4°, hebben voldaan;

2° het getuigschrift hoger secundair onderwijs bedoeld bij artikel 25, § 2, 3°, wat ook het ogenblik van het schooljaar is, aan de regelmatige leerlingen uitgereikt, die aan de voorwaarden bepaald bij artikel 16bis, 4° of 5° voldaan hebben, en die geheel of gedeeltelijk het aanvullende jaar hebben gevolgd ingericht op de derde graad van de kwalificatieafdeling en die aan de voorwaarden van artikel 22, § 1, 4°, hebben voldaan. ».

Art. 52. Artikel 26 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 juni 1987, bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 en 19 april 1999, gewijzigd en aangevuld bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 april 2000 en bij het decreet van 26 maart 2009, wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Artikel 26. - § 1. Het kwalificatiegetuigschrift wordt aan de leerlingen uitgereikt die na voltooiing van het leerproces de leerresultaten hebben bereikt bepaald bij één van certificatieprofielen bedoeld bij artikel 5, 14°, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren.

In afwijking van het vorige lid, voor de gegroepede basisopties van de kwalificatieafdeling waarvoor nog geen kwalificatieprofiel bepaald werd door de Regering, wordt het kwalificatiegetuigschrift uitgereikt met verwijzing naar de competenties bepaald door de opleidingsprofielen vastgelegd overeenkomstig artikel 6 van het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs.

§ 2. Sommige jaren worden met een kwalificatiegetuigschrift bekrachtigd :

1° Het kwalificatiegetuigschrift van het zesde jaar van het secundair onderwijs wordt uitgereikt aan de regelmatige leerlingen die het zesde jaar hebben gevolgd in de kwalificatieafdeling en die voor de proeven geslaagd zijn in verband met het behalen van het kwalificatiegetuigschrift, hierna de kwalificatieproeven genoemd, wanneer de gevolgde gegroepede basisoptie overeenstemt met een kwalificatieprofiel of, bij gebreke daarvan, met een opleidingsprofiel bedoeld bij § 1.

2° Het kwalificatiegetuigschrift van het zevende jaar van het technisch en kunstsecundair onderwijs wordt uitgereikt aan de regelmatige leerlingen die dat zevende jaar hebben gevolgd en die voor de proeven geslaagd zijn in verband met het behalen van het kwalificatiegetuigschrift, hierna de kwalificatieproeven genoemd, wanneer de gevolgde gegroepede basisoptie overeenstemt met een kwalificatieprofiel of, bij gebreke daarvan, met een opleidingsprofiel bedoeld bij § 1.

3° Het kwalificatiegetuigschrift van het zevende jaar van het beroepssecundair onderwijs wordt uitgereikt aan de regelmatige leerlingen die dat zevende jaar hebben gevolgd bedoeld bij artikel 4, § 1, 5°, (7BB) en die voor de proeven geslaagd zijn in verband met het behalen van het kwalificatiegetuigschrift, hierna de kwalificatieproeven genoemd, wanneer de gevolgde gegroepede basisoptie overeenstemt met een kwalificatieprofiel of, bij gebreke daarvan, met een opleidingsprofiel bedoeld bij § 1.

4° In het KEL-stelsel wordt het kwalificatiegetuigschrift van het zesde of zevende jaar bedoeld bij het punt 1°, 2° of 3°, op welk ogenblik van het schooljaar ook, uitgereikt aan de regelmatige leerlingen die het aanvullende jaar hebben gevolgd bij de derde graad van de kwalificatieafdeling (A3G) en die voor de proeven geslaagd zijn in verband met het behalen van het kwalificatiegetuigschrift, hierna de kwalificatieproeven genoemd.

§ 3. De kwalificatieproeven bedoeld bij paragraaf 2 bekrachtigen het geheel van de competenties van een kwalificatieprofiel of, bij gebreke daarvan, één van de opleidingsprofielen bedoeld bij paragraaf 1, tweede lid. Hoewel de proeven ingericht kunnen worden gedurende de hele opleiding, moeten ze niettemin toelaten het vermogen van de leerling na te gaan om de verworven competenties te gebruiken, desnoods, via een geïntegreerde proef en/of de verwezenlijking van een werk.

In het KEL-stelsel wordt elke proef ter validatie van een leerresultateneenheid zoals bedoeld bij artikel 2, 15°, met een kwalificatieproef gelijkgesteld.

De Regering keurt – voor de inrichtende machten die het aanvragen – op de voordracht van de inrichtende machten of van hun vertegenwoordigings- en coördinatieorganen, ieder wat hem (ze) betreft, en op advies van de Commissie voor de evaluatiemiddelen (betreffende de bekwaamheidsniveaus) bedoeld bij artikel 38 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, het schema voor het afnemen van de kwalificatieproeven, goed.

§ 4. Er wordt een getuigschrift betreffende de basiskennis van het bedrijfsbeheer aan de leerlingen uitgereikt die aan de vereisten van het programma hebben voldaan bedoeld bij artikel 6 van het koninklijk besluit van 21 oktober 1998 tot uitvoering van Hoofdstuk I van Titel II van de programmawet van 10 februari 1998 tot bevordering van het zelfstandig ondernemerschap.

§ 5. De zevende technische en beroepsjaren op het einde waarvan geen kwalificatiegetuigschrift wordt uitgereikt, worden met een attest van competenties aanvullend bij het kwalificatiegetuigschrift dat toegang verleende tot deze zevende jaren, bekrachtigd. »

Art. 53. In artikel 26*bis* van hetzelfde koninklijk besluit, ingevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 juni 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt aangevuld met de woorden « , met uitzondering van de leerlingen die het KEL-competentieverlag bedoeld bij artikel 2, 18° krijgen »;

2° het tweede lid wordt opgeheven;

3° in het vroegere derde lid, dat lid 2 wordt, worden de woorden « opleidingsprofielen » vervangen door de woorden « kwalificatieprofielen bedoeld bij artikel 26, § 1, of, bij gebreke daarvan, in functie van de opleidingsprofielen bedoeld bij hetzelfde artikel, ».

Art. 54. Artikel 27 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 april 1998, wordt opgeheven.

Art. 55. Artikel 28 van hetzelfde koninklijk besluit, aangevuld bij het decreet van 26 maart 2009, wordt opgeheven.

Art. 56. Artikel 55 van hetzelfde koninklijk besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in paragraaf 1, wordt het tweede lid opgeheven;

2° paragraaf 2 wordt vervangen door hetgeen volgt :

« § 2. Van alle certificatiebeslissingen van de Klassenraad bedoeld bij artikel 21*bis*, en van de Examencommissie bedoeld bij artikel 21*ter*, wordt akte genomen in een proces-verbaal, ondertekend door de voorzitter en minstens twee leden van de Klassenraad of van de Examencommissie. Deze processen-verbaal worden gedurende dertig jaar bewaard.

Bij het proces-verbaal van de Klassenraad wordt de bekendmaking van een mogelijke beslissing van de Raad van beroep bedoeld bij artikel 2, 15°, tot hervorming en vervanging van een certificatiebeslissing van de Klassenraad gevoegd.

Van de gunstige adviezen van de Toelatingsraad bedoeld bij artikel 2, 13°, wordt akte genomen in een proces-verbaal, ondertekend door de voorzitter en minstens twee leden van de Toelatingsraad. Het wordt in het schooldossier van de leerling gevoegd. »

Art. 57. In artikel 56 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 juli 1985, bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 30 augustus 1989, bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 april 1995, 15 juli 1996 en 5 mei 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het punt 1° wordt vervangen door hetgeen volgt :

1° van de tijdsbeperkingen bepaald voor de veranderingen van onderwijsvormen en/of studierichtingen bedoeld bij artikel 20, § 3, en artikel 45, § 1;«;

b) in 2° wordt het woord « oefeningen » vervangen door het woord « activiteiten »;

c) artikel 56 wordt aangevuld met een punt 4° luidend als volgt :

« 4° van de voorwaarden voor de toelating tot het derde jaar van het beroepssecundair onderwijs bepaald bij artikel 11, § 2, voor de leerlingen die aan het schoolplicht met volledige leerplan hebben voldaan zoals bedoeld bij artikel 1, tweede lid, van de wet van 29 juni 1983 betreffen de leerplicht. »

Art. 58. Artikel 56*bis* van hetzelfde koninklijk besluit, ingevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 april 1995 en vervangen bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 april 1998, wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Artikel 56*bis*. § 1. De leerling voor wie vastgesteld werd dat hij het derde jaar van het algemeen, technisch, kunst- of beroepssecundair onderwijs niet regelmatig volgt en die vrij leerling is in de zin van artikel 2, 9°, zal, om zijn hoedanigheid als regelmatige leerling opnieuw te bekleden, het getuigschrift van secundair onderwijs van de eerste graad moeten bekomen vóór de Examencommissie van de Franse Gemeenschap vóór het einde van dit derde jaar. Wordt het getuigschrift binnen de bepaalde termijn bekomen, dan wordt de hoedanigheid als regelmatige leerling erkend voor de betrokkene voor het lopende schooljaar en, desgevallend, voor de vorige schooljaren.

§ 2. De Minister of zijn afgevaardigde kan, in bijzondere en uitzonderlijke omstandigheden, en voor individuele gevallen, leerlingen bedoeld bij § 1 de toelating geven om voor de Examencommissie van de Franse Gemeenschap het getuigschrift van secundair onderwijs van de eerste graad te bekomen vóór het einde van het vierde jaar van het algemeen, technisch, kunst- of beroepssecundair onderwijs. De betrokken leerlingen blijven vrije leerlingen totdat hun toestand eventueel geregulariseerd wordt. Wanneer het getuigschrift van secundair onderwijs binnen de gestelde termijn bekomen wordt, erkent men de betrokkenen als regelmatige leerlingen voor het lopende schooljaar en, in voorkomend geval, voor de vorige schooljaren.

§ 3. De leerling voor wie vastgesteld werd dat hij het vijfde jaar van het algemeen, technisch, kunst- of beroepssecundair onderwijs niet regelmatig volgt en die vrij leerling is in de zin van artikel 2, 9° of 10°, zal, om zijn hoedanigheid als regelmatige leerling opnieuw te bekleden, het getuigschrift van secundair onderwijs van de tweede graad moeten bekomen vóór de Examencommissie van de Franse Gemeenschap vóór het einde van dit vijfde jaar. Wordt het getuigschrift binnen de bepaalde termijn bekomen, dan wordt de hoedanigheid als regelmatige leerling erkend voor de betrokkene voor het lopende schooljaar en, desgevallend, voor de vorige schooljaren.

§ 4. De Minister of zijn afgevaardigde kan, in bijzondere en uitzonderlijke omstandigheden, en voor individuele gevallen, leerlingen bedoeld bij § 3 de toelating geven om voor de Examencommissie van de Franse Gemeenschap het getuigschrift van secundair onderwijs van de tweede graad te bekomen vóór het einde van het zesde jaar van het algemeen, technisch, kunst- of beroepssecundair onderwijs. De betrokken leerlingen blijven vrije leerlingen totdat hun toestand eventueel geregulariseerd wordt. Wanneer het getuigschrift van secundair onderwijs binnen de gestelde termijn bekomen wordt, erkent men de betrokkenen als regelmatige leerlingen voor het lopende schooljaar en, in voorkomend geval, voor de vorige schooljaren.

§ 5. In individuele gevallen kan de minister of diens afgevaardigde, na het advies te hebben genomen van de algemene inspectiedienst, de toegang toelaten tot een gegroepeerde basisoptie van het zevende jaar ingericht op de derde graad van het technisch kwalificatieonderwijs :

a) voor een leerling die met vrucht het zesde jaar algemeen, technisch of kunst-doostroningssecundair onderwijs heeft gevolgd en die houder is van een kwalificatiegetuigschrift uitgereikt op het einde van een zesde technisch op beroepsjaar;

b) voor een leerling die met vrucht het zevende jaar ingericht in de derde graad van het beroepssecundair onderwijs (7BB) en die houder is van ofwel een kwalificatiegetuigschrift, ofwel van een attest van aanvullende competenties uitgereikt op het einde van ditzelfde jaar.

§ 6. In individuele gevallen kan de minister of diens afgevaardigde, na het advies te hebben genomen van de algemene inspectiedienst, de toegang toelaten tot een gegroepeerde basisoptie van het zevende jaar ingericht in de derde graad van het technisch of beroepssecundair onderwijs aan een leerling die houder is ofwel van een kwalificatiegetuigschrift ofwel van een attest van aanvullende competenties uitgereikt op het einde van datzelfde jaar in een andere gegroepeerde basisoptie.

§ 7. Het advies van de algemene inspectiedienst bedoeld bij de paragrafen 5 en 6 wordt verleend binnen de dertig werkdagen vanaf de ontvangst van de aanvraag. Bij gebrek aan een advies van de algemene inspectiedienst binnen de bepaalde termijn wordt geacht dat een gunstig advies werd uitgebracht.

Art. 59. In artikel 58 van hetzelfde besluit van hetzelfde koninklijk besluit, vervangen bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 april 1998 en gewijzigd bij het decreet van 25 april 2008 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1, 1°, a), wordt vervangen door hetgeen volgt :

« a) de toelatingsvoorwaarden tot het vijfde studiejaar van het technisch, kunst- of beroepssecundair onderwijs; »;

2° paragraaf 1, 2°, a), wordt vervangen door de volgende tekst :

« a) de toelatingsvoorwaarden tot het vijfde studiejaar van het beroepssecundair onderwijs; »;

3° in paragraaf 3 worden de woorden « voor vervolmaking en specialisatie, bekrachtigd door het kwalificatiegetuigschrift of door het getuigschrift van hoger secundair onderwijs en het kwalificatiegetuigschrift » vervangen door de woorden « bedoeld bij artikel 4, § 1, 5°, (7BB) »;

4° artikel 58 wordt aangevuld met de paragrafen 4 tot 7, luidend als volgt :

« § 4. In het KEL-stelsel kan de Minister of zijn afgevaardigde, zo nodig na het pedagogische advies te hebben genomen van de algemene inspectiedienst, op aanvraag van het inrichtingshoofd, de regelmatige leerling die een vijfde jaar heeft gevolgd, toelaten het vijfde jaar opnieuw te volgen ingeval de klassenraad, na onderzoek van de elementen opgenomen in het KEL-leerdossier en in het KEL-competentieverlag, acht dat de leerling in het onvermogen verkeert om zijn leemten in te halen om de validatie te verkrijgen van de leerresultateneenheden van het zesde jaar, inzonderheid in een geval van afhaken van school, van langdurige afwezigheid of te wichtige leemten.

Op dezelfde wijze, kan de Minister of zijn afgevaardigde, zo nodig na het pedagogische advies te hebben genomen van de algemene inspectiedienst, op aanvraag van het inrichtingshoofd en op basis van een advies uitgebracht door de Klassenraad, de regelmatige leerling die een zesde jaar in een gegroepeerde basisoptie heeft gevolgd waarvan het verificatieprofiel bepaalt dat het over drie jaar wordt verspreid, toelaten het zesde jaar opnieuw te volgen ingeval de klassenraad, na onderzoek van de elementen opgenomen in het KEL-leerdossier en in het KEL-competentieverlag, acht dat de leerling in het onvermogen verkeert om zijn leemten in te halen om de validatie te verkrijgen van de leerresultateneenheden van het zevende jaar, inzonderheid in een geval van afhaken van school, van langdurige afwezigheid of te wichtige leemten.

In dat geval wordt de leerling die zijn studiejaar overdoet, als regelmatige leerling beschouwd.

§ 5. In het KEL-stelsel kan de minister of diens afgevaardigde, op aanvraag van het inrichtingshoofd, de houders van attesten ter validatie van leerresultateneenheden, van sommige cursussen en activiteiten vrijstellen.

§ 6. De minister of diens afgevaardigde kan, op aanvraag van het inrichtingshoofd, ten gevolge van specifieke en uitzonderlijke omstandigheden en voor individuele gevallen, desgevallend na het pedagogische advies van de algemene inspectiedienst te hebben genomen, de verandering van een eenvoudige basisoptie toelaten tussen het vijfde jaar en het zesde jaar van het algemeen secundair onderwijs, voor zover het uurvolume van het zesde jaar niet kleiner is dan dat van het vijfde jaar.

§ 7. De minister of diens afgevaardigde kan, bij wijze van uitzondering en voor individuele gevallen, op aanvraag van het inrichtingshoofd, leerlingen van het vijfde of zesde jaar die hun erkenning door de minister hebben gekregen als leerlingen topsporters, sportbeloften of trainingpartners, toelaten om één of meerdere enkelvoudige basisopties te vervangen door een overeenstemmend aantal lestijden-sporttraining met inachtneming van de voorwaarden bedoeld bij artikel 4^{ter}, § 3, achtste lid, 2°, van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en organisatie van het secundair onderwijs. »

Art. 60. In artikel 59 van hetzelfde koninklijk besluit, vervangen door de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 april 1998 en 5 mei 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste, tweede, derde, vierde en vijfde lid wordt het woord « buitengewoon » telkens vervangen door het woord « gespecialiseerd »;

2° in het tweede lid wordt het cijfer « 9 » vervangen door het cijfer « 11 »;

3° het zesde lid en het zevende lid worden opgeheven.

Art. 61. Artikel 60 van hetzelfde koninklijk besluit wordt opgeheven.

Art. 62. Artikel 61 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 juli 1985 wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Artikel 61. De Regering bepaalt het model van de attesten, getuigschriften en brevetten uitgereikt op basis van dit besluit, met uitzondering van het KEL-competentieverslag. ».

Art. 63. In artikel 63 van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het punt 4° wordt vervangen door hetgeen volgt :

« 4° van het zevende technisch leerjaar : de houder van een diploma of een getuigschrift van het vierde vervolmakings- of specialisatiejaar van een hogere secundaire technische school; »;

2° het artikel wordt aangevuld met een 5°, luidend als volgt :

« 5° van het zevende beroepsjaar : de houder van een diploma of een getuigschrift van het vierde vervolmakings- of specialisatiejaar van een hogere secundaire beroepsschool. ».

Art. 64. Artikel 66 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Afdeling V. — Wijziging van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs

Art. 65. In artikel 2^{bis} van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs, ingevoegd bij het decreet van 19 juli 2001, aangevuld met het decreet van 26 maart 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, onder de punten 2° en 3°, wordt het woord « opleiding » telkens vervangen door het woord « kwalificatie »;

2° er wordt een § 1/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 1/1. Overeenkomstig artikel 2 van het decreet van 12 juli 2012 tot regeling van de kwalificatie uitgedrukt in eenheden van leerresultaten (KEL) in het secundair kwalificatieonderwijs en tot wijziging van verschillende bepalingen betreffende het secundair onderwijs, bepaalt de Regering de gegroepeerde basisopties en de opleidingen bedoeld in § 1 die in het stelsel van de KEL georganiseerd kunnen worden.

De Regering bepaalt de specifieke nadere regels voor de kwalificatie uitgedrukt in eenheden van leerresultaten voor de opleidingen bedoeld in § 1, 2° en 3°. »;

3° § 2 wordt gewijzigd als volgt :

a) het woord « opleiding » wordt vervangen door het woord « kwalificatie »;

b) het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« Indien de Regering een kwalificatieprofiel voor deze opleiding bepaalt, vervangt een specifiek kwalificatiegetuigschrift het beroepscompetentiesattest bedoeld in het eerste lid. ».

Art. 66. In artikel 2^{quinqüies}, § 1, tweede lid, van hetzelfde decreet, zoals ingevoegd bij het decreet van 19 juli 2001 en gewijzigd bij het decreet van 26 maart 2009, worden de woorden « in het zevende vervolmakings- of specialisatiejaar van het technisch onderwijs of in het zevende jaar van het beroepsonderwijs » vervangen door de woorden « in het zevende jaar van het technisch onderwijs of in het zevende jaar van het beroepsonderwijs ».

Art. 67. Artikel 6, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 18 maart 1996 en gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2001 en bij het decreet van 26 maart 2009, wordt aangevuld als volgt :

« 4° de jongeren ouder dan 21 jaar en jonger dan 25 jaar op 31 december, ingeschreven in het onderwijs met volledig leerplan, onder voorbehoud van het afsluiten :

a) ofwel van een leerovereenkomst voor beroepen uitgeoefend door werknemers

in loondienst;

b) ofwel van een overeenkomst werk-opleiding;

c) ofwel van elke andere vorm van overeenkomst die erkend wordt door de arbeidswetgeving en die in het kader van een alternerende opleiding past waarvoor de Regering van de Franse Gemeenschap haar goedkeuring verleend heeft. »

Art. 68. In artikel 9^{bis}, eerste lid, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 19 juli 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « de vaardigheden heeft verworven die zijn vastgelegd door het specifiek

Opleidingsprofiel » worden vervangen als volgt : « de leerresultaten vastgesteld in het specifieke kwalificatieprofiel beheerst, of bij gebreke hiervan, de competenties verwerft die zijn vastgesteld door het specifiek opleidingsprofiel bedoeld in artikel 45 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, »;

2° het woord « specifiek » wordt toegevoegd vóór de woorden « kwalificatiegetuigschrift waarvan de Regering het model bepaalt ».

Art. 69. In artikel 9ter, § 1, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 26 maart 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « het specifieke opleidingsprofiel » worden vervangen door de woorden « het specifieke kwalificatieprofiel »;

2° het woord « specifieke » wordt toegevoegd vóór de woorden « kwalificatiegetuigschrift waarvan de Regering het model bepaalt ».

*Afdeling VI. — Wijziging van het decreet van 29 juli 1992
houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan*

Art. 70. In het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, wordt een artikel 15/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 15/1.- In de derde graad van de kwalificatieafdeling, in de gegroepeerde basisopties georganiseerd in het stelsel van de KEL, wordt een aanvulling lestijden-leerkracht toegekend aan de betrokken onderwijsinrichtingen. Deze lestijden kunnen slechts gebruikt worden, met inachtneming van de toepasbare statutaire bepalingen, om de remediëring te organiseren, zoals bedoeld in artikel 2, § 2, 4° en 7° van het decreet van 12 juli 2012 tot regeling van de kwalificatie uitgedrukt in eenheden van leerresultaten (KEL) in het secundair kwalificatieonderwijs en tot wijziging van verschillende bepalingen betreffende het secundair onderwijs. De Regering bepaalt de berekeningswijze ervan.

Wanneer een nieuwe optie in het stelsel van de KEL in het 5de en het 6de leerjaar ingevoerd wordt, worden de lestijden niet toegekend bij het eerste jaar van uitvoering. Bij het tweede jaar van uitvoering worden de lestijden slechts toegekend op basis van de schoolbevolking van het vijfde leerjaar van de betrokken opties op 15 januari die voorafgaat. Bij het derde jaar van uitvoering worden de middelen toegekend op basis van het aantal leerlingen van het vijfde en het zesde leerjaar van de betrokken opties, met uitzondering van de leerlingen ingeschreven in A3G.

Wanneer een nieuwe optie in het stelsel van de KEL in het zevende leerjaar ingevoerd wordt, worden de lestijden niet toegekend bij het eerste jaar van uitvoering. Bij het tweede jaar van uitvoering worden de lestijden toegekend op basis van de schoolbevolking van het zevende leerjaar van de betrokken opties op 15 januari die voorafgaat, met uitzondering van de leerlingen ingeschreven in A3G. »

*Afdeling VII. — Wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 juni 1993
houdende het repertorium van de basisopties in het secundair onderwijs*

Art. 71. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 juni 1993 houdende het repertorium van de basisopties in het secundair onderwijs, wordt een artikel 7ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 7ter. De personeelsleden die in vast verband benoemd of aangeworven worden in een vak of een ambt van leraar van TV, BP of TVBP, wier opdracht tijdens het schooljaar dat aan de omzetting voorafgaat, vakken TV, BP of TVBP omvatte in een gegroepeerde basisoptie die omgezet wordt overeenkomstig de artikelen 7bis, 14bis en 14ter worden geacht de nuttige ervaring te hebben opgedaan voor een vak van dezelfde specialiteit georganiseerd door de inrichtende macht of het inrichtingshoofd die hen zou worden toegewezen in de enige nieuwe gegroepeerde basisoptie(s) die voortvloeit (en) uit de omzetting.

Onder voorbehoud van hun toestemming, indien ze door de inrichtende macht of het inrichtingshoofd één of meer vakken van dezelfde specialiteit zouden krijgen in de enige nieuwe gegroepeerde opties die voortvloeien uit de omzetting, worden ze geacht de bekwaamheidsbewijzen te bezitten om deze vakken te onderwijzen.

In voorkomend geval behouden ze de nieuwe benamingen van de gegroepeerde basisopties of vakken, het genot van hun benoeming of hun indienstneming in vast verband onder de vorige benaming, alsook de weddessaal die hen werd toegewezen vóór de omzetting indien ze gunstiger is dan deze waarop hun bekwaamheidsbewijzen hen recht geven.

*Afdeling VIII. — Wijziging van het decreet van 27 oktober 1994
tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs*

Art. 72. Artikel 2 van het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs, zoals gewijzigd bij het decreet van 24 juli 1997, het decreet van 19 juli 2001 en het decreet van 4 mei 2005, wordt aangevuld met een 5°, luidend als volgt :

« 5° de Regering kwalificatieprofielen voorstellen, zoals bedoeld in de artikelen 39, 44 en 45 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren en, samen met de Algemene Overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs, de kwalificatieprofielen bedoeld in artikel 47 van hetzelfde decreet.

Met het oog op de uitvoering van de opdracht bedoeld in 5° bezorgt de Regering hem de opleidingsprofielen die uitgewerkt worden door de « Service francophone des métiers et qualifications (SFMQ) (Franstalige Dienst voor Ambachten en Kwalificaties) zodra ze die goedgekeurd heeft. ».

*Afdeling IX. — Wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 mei 1995
tot vaststelling van sommige aspecten van het leerplan in het secundair onderwijs*

Art. 73. Artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 mei 1995 tot vaststelling van sommige aspecten van het leerplan in het secundair onderwijs, wordt opgeheven.

*Afdeling X. — Wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs
en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren*

Art. 74. In de artikelen 4, 76, 85 en 93 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, worden de woorden « met beperkte uurrooster » telkens vervangen door het woord « alternerend ».

Art. 75. In artikel 5 van hetzelfde decreet, aangevuld door het decreet van 29 maart 2001, gewijzigd bij de decreten van 27 maart 2002 en 3 maart 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) 5° en 6° worden vervangen als volgt :

« 5° « Beroep » : een samenhangend geheel van beroepsactiviteiten ontwikkeld door een persoon in het kader van een productieproces;

6° « Sleutelactiviteiten » : de noodzakelijke activiteiten voor het vervullen van de opdrachten die niet aan de werknemer toevertrouwd worden in het kader van zijn ambt; »;

b) De nieuwe 7° tot 14°, luidend als volgt, worden ingevoegd tussen de vroegere 6° en 8° die 15° zijn geworden :

« 7° « Opleidingsprofiel » : het profiel samengesteld uit eenheden van leerresultaten gepaard met de sleutelactiviteiten van het beroep, een evaluatieprofiel, een tijdelijke beoordelingsindex en een uitrustingsprofiel; het opleidingsprofiel wordt ontwikkeld door de « Service francophone des métiers et des qualifications » (Franstalige Dienst voor Ambachten en Kwalificaties) en wordt door de Regering goedgekeurd;

8° « Leerresultaten » : het heeft betrekking op wat een leerling kent, begrijpt en kan doen na een leerproces; de leerresultaten worden beschreven in termen van beroepskennis, -vaardigheden en -competenties in de zin van de Aanbeveling van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2008 tot vaststelling van een Europees kwalificatiekader voor een leven lang leren;

9° « Eenheid van leerresultaten » : het samenhangend geheel van leerresultaten die kunnen worden geëvalueerd of bekrachtigd;

10° « Evaluatieprofiel » : het profiel dat de vereiste minimumbeheersingsdrempels bepaalt met het oog op de afgifte van een competentieattest of die als referentie dienen voor de uitwerking van kwalificatieproeven;

11° « ECJET-punten » (zoals voorzien bij de Aanbeveling van het Europees Parlement en de Raad van 18 juni 2009 tot vaststelling van een Europees referentiekader voor kwaliteitsborging in beroepsonderwijs en -opleiding – European Credit for vocational education and training): de digitale vertegenwoordiging van het globaal gewicht van leerresultaten vereist voor de uitreiking van een kwalificatiegetuigschrift en van het gewicht betreffende elke eenheid ten opzicht van de kwalificatie;

12° « Tijdelijke beoordelingsindex » : de index die voor elke sleutelactiviteit de optimale duur bepaalt voor het verwerven van beroepskennis, -vaardigheden en -competenties die hieraan verbonden zijn;

13° « Uitrustingsprofiel » : het profiel dat de uitrusting en de infrastructuur bepaalt die toereikend zijn voor de tenuitvoerbrenging van het opleidingsprofiel. De uitrusting kan ondergebracht zijn hetzij in de school, hetzij bij een partner en inzonderheid in het Competentiecentrum, een Referentiecentrum, een Centrum voor Spits technologie, een onderneming;

14° « Kwalificatieprofiel » : het referentiedocument bedoeld in de artikelen 39, 44, 45 en 47, dat het verband beschrijft tussen een gegroepede basisoptie of een opleiding en één of meer opleidingsprofiel(en) vastgesteld door de « Service francophone des métiers et des qualifications » en door de Regering behoorlijk goedgekeurd. »;

c) De vroegere 8° tot 14° worden opnieuw genummerd van 15° tot 21°.

Art. 76. Artikel 34, derde lid, van hetzelfde decreet, wordt vervangen als volgt :

« De kwalificerende opleiding beoogt het beheersen van leerresultaten vastgelegd door een kwalificatieprofiel.

Art. 77. In artikel 35, § 1, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 26 april 1999, 3 maart 1994 en 20 juli 2006, wordt 3° vervangen als volgt :

« 3° de minimale leerresultaten in een andere moderne taal dan het Frans, op het einde van de kwalificatieafdeling. »

Art. 78. In hetzelfde decreet wordt het opschrift van hoofdstuk V, afdeling 2, vervangen als volgt :

« Afdeling 2. — De beroepskennis, -vaardigheden en -competenties vastgesteld door de kwalificatieprofielen en de kwalificatie ervan na de beroeps- en technische humaniora. »

Art. 79. Artikel 39 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 8 februari 1999, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 39. De Regering bepaalt de kwalificatieprofielen bedoeld in artikel 5, 14°, die van toepassing zijn op het gewoon of gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4, met volledig leerplan of alternerend, op voostel van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs opgericht bij het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs, na het advies van de Overleg- en Erkenningskamer te hebben ingewonnen bedoeld in de artikelen 30 en volgende van het Samenwerkingsakkoord van 27 maart 2009 gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse

Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de oprichting van de « Service francophone des Métiers et des Qualifications », afgekort : « S.F.M.Q. ».

Art. 80. Artikel 39bis van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 3 maart 2004, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 39bis. Het Kwalificatieprofiel

1° bepaalt het opschrift van de gegroepede basisoptie of van de betrokken opleiding; het bepaalt ook de duur in schooljaar(en) waarin de bovenvermelde gegroepede optie of opleiding georganiseerd wordt, behalve voor de opties van het alternerend onderwijs die georganiseerd worden overeenkomstig artikel 2bis, § 1, 2° van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs en de beroepsopleidingen georganiseerd in het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 3;

2° identificeert het (de) opleidingsprofiel(en) waarnaar de gegroepede basisoptie of de betrokken opleiding verwijst;

3° bepaalt het minimum en maximum aantal weken stage die de leerlingen van de gegroepede basisoptie of van de betrokken opleiding moeten afleggen;

4° bepaalt het kwalificatiegetuigschrift uitgereikt aan de leerlingen die de leerresultaten beheersen die vastgesteld worden door het (de) betrokken opleidingsprofiel(en) : kwalificatiegetuigschrift van 6 TK, kwalificatiegetuigschrift van 6 B, kwalificatiegetuigschrift van 7 TK, kwalificatiegetuigschrift van 7B, kwalificatiegetuigschrift specifiek aan het alternerend onderwijs georganiseerd overeenkomstig artikel 2bis, § 1, 2° van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs;

5° vermeldt de instelling van de kwalificatie ten opzichte van het Europees kwalificatiekader (CEC);

6° omvat :

- a) het leerproces uitgedrukt in eenheden dat expliciet de eenheden van leerresultaten van het (de) opleidingsprofiel(en) bevat of samenbrengt; dit zijn eenheden van leerresultaten van het opleidingsprofiel die het voorwerp uitmaken van de bekrachtiging;
- b) de sleutelactiviteiten van het beroep waarnaar de eenheden verwijzen;
- c) de nodige indicaties voor de orde waarin de eenheden onderricht worden;
- d) de tijdsindicaties die voor elke eenheid gesuggereerd worden;
- e) de ECVET-punten die toegekend worden, enerzijds, aan het geheel van de gegroepeerde basisoptie of van de betrokken opleiding en anderzijds, aan elke eenheid van leerresultaten;
- f) de elementen van de algemene opleiding die nodig zijn voor de uitoefening van de beroepscompetenties;
- g) het (de) evaluatieprofiel(en);
- h) het (de) uitrustingsprofiel (en).

§ 2. Er worden werkgroepen opgericht volgens de nadere regels vastgesteld door de Regering om de kwalificatieprofielen te ontwikkelen met inachtneming van het (de) betrokken opleidingsprofiel(en).

De werkgroepen worden samengesteld uit vertegenwoordigers van het secundair onderwijs, de inspectie, de Dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding, de Cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding. De werkgroepen raadplegen, in de hoedanigheid van expert, elke persoon die nuttig geacht wordt.

De werkgroepen bezorgen hun voorstellen in verband met de kwalificatieprofielen, naargelang van het geval, aan de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs bedoeld in artikel 16 en/of voor de gegroepeerde basisopties en de opleidingen georganiseerd in het gespecialiseerd secundair onderwijs, aan de Algemene Overlegraad van het gespecialiseerd onderwijs bedoeld in artikel 13.

Indien ze dit nodig achten, wijzigen de Algemene Raden deze voorstellen. Ze bezorgen de voorstellen aan de Regering zoals zij ze gewijzigd hebben met de originele voorstellen van de werkgroepen.

Art. 81. Artikel 40 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 8 februari 1999, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 40. Totdat een kwalificatieprofiel bepaald wordt door de Regering overeenkomstig de artikelen 39, 44 en 45, blijven de betrokken inrichtingen voor gewoon secundair onderwijs verwijzen voor de gegroepeerde basisopties en de opleidingen die ze organiseren, naar de opleidingsprofielen die voorafgaandelijk worden bepaald overeenkomstig artikel 6 van het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs. »

Art. 82. De artikelen 41 en 42 van hetzelfde decreet worden opgeheven.

Art. 83. In artikel 43 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 26 april 1999, aangevuld door het decreet van 3 maart 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « opleidingsprofielen » worden telkens vervangen door de woorden « kwalificatieprofielen »;

2° in het eerste lid wordt punt 1° vervangen als volgt :

« 1° het repertorium van de gegroepeerde basisopties overeenkomstig artikel 24 van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan; dat repertorium omvat het opschrift van de gegroepeerde basisopties en dat van het (de) opleidingsprofiel(en) ontwikkeld door de « Service francophone des Métiers et des Qualifications » waarmee het kwalificatieprofiel deze gegroepeerde basisopties verbindt. »;

3° 3° in het tweede lid,

a) punt 1° wordt vervangen als volgt :

« 1° het repertorium van de beroepsopleidingen van het gespecialiseerd secundair onderwijs; dat repertorium omvat het opschrift van de beroepsopleidingen en dat van het (de) specifieke opleidingsprofiel(en) ontwikkeld door de « Service francophone des Métiers et des Qualifications » waarmee het kwalificatieprofiel deze opleidingen met een beroep verbindt. »;

b) onder punt 2° wordt het woord » beroepen » vervangen door het woord « beroepsopleiding ».

Art. 84. Artikel 44 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 44. De Regering, op voorstel van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs bedoeld in artikel 16, bepaalt de kwalificatieprofielen die specifiek zijn voor de vierde graden. »

Art. 85. In artikel 45, gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2001, van hetzelfde decreet,

a) wordt het woord « opleidingsprofielen » vervangen door het woord « kwalificatieprofielen »;

b) wordt het artikel vervangen door de woorden : « na het advies van de Overleg- en erkenningskamer te hebben ingewonnen, zoals bedoeld in de artikelen 30 en volgende van het Samenwerkingsakkoord van 27 maart 2009 gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de oprichting van de « Service francophone des Métiers et des Qualifications », in het kort : « S.F.M.Q. ».

Art. 86. Artikel 46 wordt opgeheven.

Art. 87. In artikel 47 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 3 maart 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het enige lid wordt paragraaf 1;

2° in het enige lid dat paragraaf 1 wordt,

a) wordt het woord « opleidingsprofielen » vervangen door het woord « kwalificatieprofielen »;

b) worden de woorden « en van vorm 4 » ingevoegd na de woorden « van vorm 3 »;

c) de paragraaf wordt aangevuld als volgt : « , na het advies van de Overleg- en erkenningskamer te hebben ingewonnen, zoals bedoeld in de artikelen 30 en volgende van het Samenwerkingsakkoord van 27 maart 2009 gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de oprichting van de « Service francophone des Métiers et des Qualifications », afgekort : « S.F.M.Q. ».

3° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 2, luidend als volgt :

§ 2. Totdat een specifiek kwalificatieprofiel bepaald wordt door de Regering overeenkomstig artikel 47, blijven de betrokken inrichtingen verwijzen voor de opleidingen die ze organiseren, naar de opleidingsprofielen die voorafgaandelijk worden bepaald overeenkomstig artikel 169, 4° van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, onverminderd artikel 342, eerste lid, van hetzelfde decreet. »

Art. 88. In artikel 49 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 19 juli 2001 en 3 maart 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord « opleidingsprofielen » wordt vervangen door het woord « kwalificatieprofielen »;

2° het woord « 39bis » wordt opgeheven.

Art. 89. In artikel 50 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 3 maart 2004 en 4 mei 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden « opleidingsprofielen bedoeld in de artikelen 39, 39bis, 44, 45, 47 en 49 » vervangen door de woorden « kwalificatieprofielen bedoeld in de artikelen 39, 44, 45 en 47 »;

2° in § 2, eerste lid, worden de woorden « opleidingsprofielen bedoeld in de artikelen 39, 39bis, 44, 45 en 49 » vervangen door de woorden « kwalificatieprofielen bedoeld in de artikelen 39, 44, 45 en 47 »;

3° in § 2, tweede lid, worden de woorden « de competenties bepaald in de opleidingsprofielen bedoeld in de artikelen 39, 39bis, 44, 45, 47 en 49 te verwerven » vervangen door de woorden « de beheersing van de leerresultaten bepaald in de kwalificatieprofielen bedoeld in de artikelen 39, 44, 45 en 47 het mogelijk te maken »;

4° in § 2bis

a) worden de woorden « specifieke opleidingsprofielen » vervangen door de woorden « specifieke kwalificatieprofielen »;

b) worden de woorden « de verwerving van de competenties bepaald in de opleidingsprofielen » vervangen door de woorden « de beheersing van de leerresultaten bepaald in de kwalificatieprofielen ».

5° § 4 wordt vervangen als volgt :

« De studieprogramma's leggen leersituaties voor en geven de inhoud van de opleiding aan die verplicht of facultatief kan zijn; de leersituaties, alsook de inhoud van de opleiding die verplicht kan zijn, zijn deze die door het kwalificatieprofiel worden bepaald. Ze geven methodologische oriëntaties. De situaties en inhoud van de opleiding evenals de methodologische oriëntaties moeten leiden tot de beheersing van de leerresultaten bepaald in de kwalificatieprofielen bedoeld in de artikelen 39, 44, 45 en 47. In afwijking van het vorige lid, voor de gegroepeerde basisopties of de opleidingen waarvoor de Regering het kwalificatieprofiel nog niet heeft bepaald, verwijzen de programma's naar de opleidingsprofielen overeenkomstig de artikelen 40 en 47, § 2 onverminderd artikel 342 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs; het programma geeft in elk geval methodologische oriëntaties. »

Art. 90. In artikel 51 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 3 maart 2004, in het eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord « opleidingsprofielen » wordt vervangen door het woord « kwalificatieprofielen »;

2° het woord « 39bis » wordt opgeheven.

Art. 91. In artikel 52 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 3 maart 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid

a) wordt het woord « opleidingsprofielen » vervangen door het woord « kwalificatieprofielen »;

b) wordt het woord « 39bis » opgeheven.

2° in het tweede lid worden de woorden « kwalificatieprofielen bedoeld in de artikelen 39 en 39bis » vervangen door de woorden « kwalificatieprofielen bedoeld in artikel 39 ».

Art. 92. In artikel 53 van hetzelfde decreet, aangevuld door het decreet van 3 maart 2004, worden de woorden « , onverminderd de artikelen 39, 44 en 47, » ingevoegd tussen het woord

« inrichting » en de woorden « een gedeelte van de kwalificerende opleiding ».

Art. 93. In artikel 54 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 3 maart 2004, in het eerste lid, 3°, worden de woorden « de bekwaamheden bepaald in de opleidingsprofielen bedoeld in de artikelen 39, 44, 45, 46, 47 en 49 » vervangen door de woorden « de leerresultaten bepaald in de kwalificatieprofielen bedoeld in de artikelen 39, 44, 45 en 47 ».

Art. 94. In de artikelen 56, 57 en 58 van hetzelfde decreet worden de woorden « opleidingsprofielen » telkens vervangen door de woorden « kwalificatieprofielen ».

Het tweede lid van artikel 57 wordt opgeheven.

Art. 95. In artikel 95, tweede lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 3 maart 2004, vervangen bij het decreet van 5 februari 2009, worden de woorden « de toelating om de kwalificatieproef af te leggen, alsook » opgeheven.

Art. 96. In artikel 96 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 3 maart 2004, aangevuld door het decreet van 5 februari 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid :

a) worden de woorden « genomen door de Klassenraad of van een weigering van toekenning van het kwalificatiegetuigschrift genomen door de kwalificatieexamencommissie » ingevoegd na de woorden « beslissing van niet slagen of van een slagen met voorbehoud »;

b) worden de woorden « van de beslissing tot weigering om de kwalificatieproef af te leggen » opgeheven.

2° er wordt een lid ingevoegd tussen het derde lid en het vierde lid, luidend als volgt :

« De meerderjarige leerling, de ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent van de minderjarige leerling, mogen ook, op schriftelijke aanvraag aan het inrichtingshoofd en tegen de kostprijs, een afschrift bekomen van elke proef die aan de basis of aan een gedeelte van de basis ligt van de beslissing van de Klassenraad, met inachtneming van de bepalingen van het decreet van 22 december 1994 betreffende de openbaarheid van het bestuur. ».

3° het vroegere vierde lid dat het vijfde lid is geworden, wordt aangevuld als volgt : « noch een afschrift ervan bekomen »;

4° in het vroegere vijfde lid, dat het zesde lid is geworden, worden de woorden « en de beslissingen van de kwalificatieexamencommissie » ingevoegd tussen de woorden « de beslissingen van de klassenraad » en de woorden « en om de meningen te verzoenen »;

5° er wordt een lid ingevoegd tussen het vroegere vijfde lid, dat het zesde lid is geworden, en het vroegere zesde lid dat het achtste lid is geworden, luidend als volgt :

« De minimale termijn voor de indiening van de interne verzoeningsprocedure betreffende de beslissingen van de Klassenraad en de beslissingen van de kwalificatieexamencommissie moet bepaald worden door de inrichtende macht maar kan niet lager zijn dan twee werkdagen na de kennisgeving van de beslissing.

6° het vroegere zesde lid dat het achtste lid is geworden, wordt gewijzigd als volgt :

a) de woorden « De interne procedure wordt afgesloten » worden vervangen door de woorden « De interne procedures worden afgesloten »;

b) de woorden « ten laatste op 25 juni voor de kwalificatieexamencommissies van juni » worden ingevoegd vóór de woorden « - op 30 juni voor de klassenraad van juni »;

c) de woorden « de kwalificatieexamencommissies en voor de » worden ingevoegd tussen de woorden « de deliberatie voor » en de woorden « de klassenraad van september. ».

7° tussen het vroegere zesde lid, dat het achtste lid is geworden, en het vroegere zevende lid, dat het tiende lid is geworden, wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

« In elk geval wordt de interne verzoeningsprocedure betreffende de weigering van toekenning van het kwalificatiegetuigschrift afgesloten voordat de Klassenraad bijeenkomt om over het slagen voor het jaar te beraadslagen. ».

8° in het vroegere zevende lid, dat het tiende lid is geworden, worden de woorden « voor de weigering om het afleggen van de kwalificatieproef van januari en juni toe te laten » opgeheven.

Art. 97. Artikel 98, § 1, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 8 februari 1999, aangevuld door de decreten van 3 maart 2004 en 5 februari 2009, wordt aangevuld als volgt :

« De beslissingen van de kwalificatieexamencommissies zijn niet vatbaar voor beroep bij de Raden van beroep bedoeld in artikel 97. ».

*Afdeling XI. — Wijziging van het decreet van 27 maart 2002
betreffende de sturing van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap*

Art. 98. In artikel 3, gewijzigd bij het decreet van 11 juli 2002, aangevuld door de decreten van 12 mei 2004, 4 mei 2005, 19 mei 2006, 2 juni 2006, 5 juni 2008, 30 april 2004 en 18 maart 2010, wordt een punt 15 ingevoegd, luidend als volgt :

« 15. De gevolgen van de Kwalificatie uitgedrukt in eenheden van leerresultaten (KEL) om de drie jaren op het opvoedingssysteem te evalueren en, in voorkomend geval, de voorstellen met het oog op de verbetering en de ontwikkeling van de KEL aan de Regering te bezorgen.

Voor deze evaluatie zal de Commissie zich inzonderheid baseren op :

1° een driejaarlijks verslag van de Algemene Inspectiedienst;

2° de indicatoren die haar door de diensten van de regering worden toegewezen en die inzonderheid betrekking zullen hebben op het aantal kwalificeerde leerlingen, de schooluitval, het aantal leerlingen die in aanmerking komen voor A3G, het aantal leerlingen die hogere studies voortzetten. »

*Afdeling XII. — Wijziging van het decreet van 3 maart 2004
houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs*

Art. 99. In artikel 4, § 3, van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° 10° wordt vervangen als volgt :

« 10° beroep : » : een samenhangend geheel van beroepsactiviteiten ontwikkeld door een persoon in het kader van een productieproces; ».

2° Er worden tussen de vroegere 10° en 11° die 16° zijn geworden, 11° en 15° ingevoegd, luidend als volgt :

« 11° kwalificatieprofiel : het document bedoeld in artikel 39 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, dat van toepassing is op het gespecialiseerd onderwijs van vorm 4, behalve in het geval dat een specifiek kwalificatieprofiel bedoeld in artikel 47, § 1, van hetzelfde decreet en hierna sub 12° bepaald werd.

12° specifiek kwalificatieprofiel : het referentiedocument bedoeld in artikel 47, § 1, van het decreet dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, en bepaald overeenkomstig artikel 169, 4°/1, van het decreet dat :

a) het opschrift bepaalt van een gegroepede basisoptie georganiseerd in vorm 4 of van een opleiding georganiseerd in derde fase in vorm 3;

b) de duur bepaalt in schooljaren waarin de gegroepede basisoptie in vorm 4 bedoeld in a) georganiseerd wordt;

c) het of de opleidingsprofiel(en) identificeert waarnaar de gegroepede basisoptie of de betrokken opleiding verwijst;

d) het minimum en maximum aantal weken stage bepaalt die de leerlingen van de gegroepede basisoptie of van de betrokken opleiding moeten afleggen;

e) omvat :

- het leerproces uitgedrukt in eenheden dat expliciet de eenheden van leerresultaten van het (de) opleidingsprofiel(en) bevat of samenbrengt; dit zijn eenheden van leerresultaten van het opleidingsprofiel die het voorwerp uitmaken van de kwalificatie;

- de sleutelactiviteiten van het beroep waarnaar de eenheden verwijzen;

- de nodige indicaties voor de orde waarin de eenheden onderricht worden;

- de tijdsindicaties die voor elke eenheid gesuggereerd worden;

- de ECVET-punten die toegekend worden, enerzijds, aan het geheel van de gegroepeerde basisoptie of van de betrokken opleiding en anderzijds, aan elke eenheid van leerresultaten;

- de elementen van de algemene opleiding die nodig zijn voor de uitoefening van de beroepscompetenties;

- het (de) evaluatieprofiel(en);

- het (de) uitrustingsprofiel(en).

f) het kwalificatiegetuigschrift bepaalt dat specifiek is voor het gespecialiseerd onderwijs en dat uitgereikt wordt aan de leerling indien ze de leerresultaten opgenomen in het kwalificatieprofiel beheerst;

g) vermeldt de instelling van de kwalificatie ten opzichte van het Europees kwalificatiekader (CEC).

13° leerresultaten : het heeft betrekking op wat een leerling kent, begrijpt en kan doen na een leerproces; de leerresultaten worden beschreven in termen van kennis, vaardigheden en competenties in de zin van de Aanbeveling van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2008 tot vaststelling van een Europees kwalificatiekader voor een leven lang leren;

14° « eenheden van leerresultaten » : het samenhangend geheel van leerresultaten die geëvalueerd of gevalideerd kunnen worden;

15° kwalificatie uitgedrukt in eenheden van leerresultaten (afgekort KEL) : stelsel tot regeling van de kwalificatie van beroepskennis, -vaardigheden en -competenties uitgedrukt in eenheden van leerresultaten. De KEL wordt georganiseerd in de kwalificatieafdeling van het gewoon of gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4 en in de beroepsopleidingen van 12 juli 2012 tot regeling van de kwalificatie uitgedrukt in eenheden van leerresultaten (KEL) in het secundair kwalificatieonderwijs en tot wijziging van verschillende bepalingen betreffende het secundair onderwijs.

3° de vroegere 11° en 12° worden 16° en 17°;

4° het vroegere 11°, dat 16° is geworden, wordt aangevuld als volgt :

« , bepaald overeenkomstig artikel 169, 4° van dit decreet ».

Art. 100. In artikel 54 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 13 januari 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, vierde lid, worden de woorden « De duur daarvan verandert in functie van de specificiteit van het opleidingsprofiel bedoeld » vervangen door de woorden « De duur daarvan verandert in functie van de specificiteit van het kwalificatieprofiel bedoeld, of, bij gebreke hiervan, van het opleidingsprofiel bedoeld »;

2° § 3 wordt vervangen als volgt :

« § 3. Op het einde van de derde fase bekomt de leerling, voor zover hij de leerresultaten opgenomen in een specifiek kwalificatieprofiel bedoeld in artikel 47, § 1, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, heeft verworven, een kwalificatiegetuigschrift voor een beroep of, indien het specifieke kwalificatieprofiel nog niet bepaald werd, de competenties opgenomen in een specifiek opleidingsprofiel bedoeld in artikel 47, § 2, van het bovenvermelde decreet. »

Art. 101. In artikel 55 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. De opleiding in deze vorm van onderwijs wordt in beroepssectoren ingericht. Deze geven aanleiding tot opleidingen in beroepsgroepen die tot opleidingen leiden voor een beroep.

De nadere regels voor de overeenstemming tussen de opleidingen in een beroepssector, de opleidingen in beroepsgroepen en de opleidingen voor een beroep worden door de Regering bepaald. »;

2° het artikel wordt aangevuld met een § 3, luidend als volgt :

« § 3. De Regering bepaalt de nadere regels voor de kwalificatie uitgedrukt in eenheden van leerresultaten voor de opleidingen voor een beroep van de derde fase, waarvan ze bepaald heeft dat ze georganiseerd worden in dat stelsel overeenkomstig artikel 4, § 3, van het decreet van 12 juli 2012 tot regeling van de kwalificatie uitgedrukt in eenheden van leerresultaten (KEL) in het secundair kwalificatieonderwijs en tot wijziging van verschillende bepalingen betreffende het secundair onderwijs. »

Art. 102. In artikel 56 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 5 februari 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « een sector » vervangen door de woorden « een opleiding in een sector »;

2° in het vijfde lid worden de woorden « een beroep » vervangen door de woorden « de opleiding voor een beroep »;

3° het zesde lid wordt opgeheven.

Art. 103. In artikel 57 van hetzelfde decreet wordt 3° vervangen als volgt :

3° het slagen voor de derde fase wordt bekrachtigd door een specifiek kwalificatiegetuigschrift in een beroep overeenkomstig artikel 59.

Dit specifieke kwalificatiegetuigschrift wordt aangevuld, in voorkomend geval, met een getuigschrift van het secundair onderwijs van de tweede graad, uitgereikt door de Klassenraad aan de leerlingen die hij acht in staat te zijn hun studies voort te zetten in het vijfde leerjaar van het gewoon secundair beroepsonderwijs; dit getuigschrift is gelijkwaardig aan het getuigschrift dat uitgereikt wordt aan de leerlingen van het gewoon secundair beroepsonderwijs overeenkomstig artikel 25, § 1, van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs. ».

Art. 104. Artikel 58 van hetzelfde decreet, aangevuld door het decreet van 26 maart 2009, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 58. Op het einde van de derde fase van vorm 3 van het gespecialiseerd secundair onderwijs wordt de kwalificatie bekrachtigd in functie van de beheersing van de leerresultaten bepaald door het specifieke kwalificatieprofiel bedoeld in artikel 47, § 1, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren.

In afwijking van het vorige lid, voor de opleidingen waarvoor een opleidingsprofiel nog niet ontwikkeld werd door de « Service francophone des Métiers et des Qualifications » en nog niet goedgekeurd werd door de Regering, wordt het kwalificatiegetuigschrift uitgereikt met verwijzing naar de competenties bepaald door de opleidingsprofielen ontwikkeld overeenkomstig artikel 169, 4°, van hetzelfde decreet. »

Art. 105. Artikel 59 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2006, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 59. Op het einde van de derde fase worden de kwalificatieproeven georganiseerd om het geheel van de kennis, de vaardigheden en de competenties van het specifieke kwalificatieprofiel of, bij ontstentenis daarvan, de competenties van het specifieke opleidingsprofiel te bekrachtigen.

Als de proeven voor een leven lang leren georganiseerd kunnen worden, moeten ze bovendien het mogelijk maken om de vaardigheid van de leerling na te kijken om de verworven competenties te mobiliseren, in voorkomend geval, dankzij een geïntegreerde proef en/of de uitvoering van een werk. Al dit proces ressorteert onder de bevoegdheid van elke inrichtende macht.

Het specifieke kwalificatiegetuigschrift dat het geheel van de kennis, vaardigheden en competenties bekrachtigt van het specifieke kwalificatiegetuigschrift of, bij ontstentenis daarvan, de competenties van het specifieke opleidingsprofiel, wordt door de kwalificatieexamencommissie uitgereikt.

In het stelsel van de KEL wordt de kwalificatieexamencommissie ook belast met de validatie van de eenheden van leerresultaten.

De kwalificatieexamencommissie wordt ingesteld in het begin van elk schooljaar onder de verantwoordelijkheid van de inrichtende macht.

Ze is samengesteld uit het inrichtingshoofd of zijn afgevaardigde, leden van de klassenraad en leden buiten de inrichting. Onder de leden van de klassenraad telt ze verplicht de klassenleraar, de leraren technische vakken en beroepspraktijk en ten minste een leraar algemene vakken en in het kader van het alternerend onderwijs, de coördinator en/of begeleider van het « Centre d'Education et de Formation en Alternance » (Centrum voor alternerend onderwijs en opvoeding).

De leden buiten de inrichting, waarvan het aantal niet dat van de leden van het onderwijzend personeel mag overschrijden :

- 1° worden gekozen voor hun competentie in de kwalificatie die bekrachtigd moet worden;
- 2° worden aangesteld door de inrichtende macht of zijn afgevaardigde.

De examencommissie wordt voorgezeten door het inrichtingshoofd of zijn afgevaardigde.

De kwalificatieexamencommissie kan de evaluatie van de kwalificatieproeven aan de leden van het onderwijzend personeel delegeren die specifiek voor de leerresultaten hebben gezorgd ter voorbereiding voor de betrokken proef en indien mogelijk voor één of meer leden buiten de inrichting. Nochtans behoort de uitreiking van het Kwalificatiegetuigschrift tot de bevoegdheid van de kwalificatieexamencommissie.

In het stelsel van de KEL kan de kwalificatieexamencommissie de validatie van de eenheden van leerresultaten delegeren aan de leden van het onderwijzend personeel die specifiek voor de leerresultaten hebben gezorgd van de betrokken eenheid van leerresultaten en wanneer het mogelijk is, aan één of meer leden buiten de inrichting. Nochtans behoort de uitreiking van het Kwalificatiegetuigschrift tot de bevoegdheid van de kwalificatieexamencommissie.

De Kwalificatieexamencommissie baseert haar waarderungen op de inlichtingen die mogelijk ingezameld kunnen worden over de leerling, inzonderheid :

- 1° de resultaten van de kwalificatieproeven;
- 2° de observaties verzameld bij de stages. ».

Art. 106. In artikel 60 van hetzelfde decreet wordt het woord « alle » vervangen door de woorden « de voorzitter en ten minste twee ».

Art. 107. In artikel 62 van hetzelfde decreet worden de woorden « van de opleidingsprofielen » vervangen door de woorden « van de kwalificatieprofielen of, bij gebreke hiervan, van de opleidingsprofielen ».

Art. 108. In artikel 169 van hetzelfde decreet, aangevuld door het decreet van 4 mei 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in 4° worden de woorden « en 39bis » opgeheven;

2° er wordt een punt 4°/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« 4°/1. de Regering, gezamenlijk met de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs, kwalificatieprofielen die specifiek zijn voor het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 3 en vorm 4 voor te stellen, met toepassing van artikel 47 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren.

Met het oog op de vervulling van die opdracht bezorgt de Regering hem de opleidingsprofielen die ontwikkeld worden door de « Service francophone des métiers et des qualifications » zodra hij die goedgekeurd heeft. ».

Art. 109. Het opschrift van afdeling 3 van hoofdstuk XIII van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Afdeling 3. — De definitie van de specifieke kwalificatiegetuigschriften ».

Art. 110. In artikel 204, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « het opleidingsprofiel » vervangen door de woorden « het kwalificatieprofiel of, bij gebreke hiervan, het opleidingsprofiel ».

Art. 111. In hetzelfde decreet wordt een artikel 342/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« 342/1.- De houders van het Getuigschrift van lager secundair onderwijs dat gelijkwaardig is aan het getuigschrift van secundair onderwijs van de tweede graad, worden beschouwd als houders van het Getuigschrift van secundair onderwijs van de tweede graad van het beroepsonderwijs (GS02G van het beroepsonderwijs). ».

*Afdeling XIII. — Wijziging van het decreet van 30 juni 2006
betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs*

Art. 112. In het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs, in de artikelen *6bis*, eerste lid, 14, § 1, eerste lid en § 2, eerste lid, 20, eerste lid en 22, eerste lid, worden de woorden « 2,6° » telkens vervangen door de woorden « 2,9° ».

Art. 113. In hetzelfde decreet, in de artikelen 6, § 2, 3° en 10, § 3, tweede lid, worden de woorden « 7, 1° » telkens vervangen door de woorden « 2, 12° ».

Art. 114. In hetzelfde decreet wordt een artikel 10/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 10/1 – De lestijden van de cursus lichamelijke opvoeding van de gemeenschappelijke opleiding kunnen niet vervangen worden door de lestijden sporttraining bedoeld in artikel 1, tweede lid, van het bovenvermelde koninklijk besluit van 29 juni 1984, behoudens afwijking toegestaan door de minister die bevoegd is voor het secundair onderwijs of zijn afgevaardigde op basis van een verslag opgesteld door het inrichtingshoofd. ».

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 115. Artikel 4 *sexies* van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs, zoals ingevoegd bij het decreet van 19 juli 2011 en gewijzigd bij dit decreet, wordt op 1 september 2013 opgeheven wat betreft het vijfde leerjaar en op 1 september 2014 wat betreft het zesde leerjaar.

Art. 116. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2012, met uitzondering van :

1° artikel 11, 2°, tweede lid, artikel 11, 3°, *c*), artikel 27, 4° en artikel 57, 4° wat betreft de nieuwe paragraaf 7 ingevoegd in het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, en artikel 113, die uitwerking hebben met ingang van 1 september 2011;

2° artikel 104, dat uitwerking heeft met ingang van 1 september 2013.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 12 juli 2012.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,

A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,

Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,

Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,

Mevr. M.-D. SIMONET

—
Nota

(1) *Zitting 2011-2012.*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 373-1. — Commissieamendementen, nr. 373-2. — Verslag, nr. 373-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 12 juli 2012.